

La fermeté de M. Gorbatchev

Rien ne saurait ternir l'éclat de la rencontre qui vient d'avoir lieu à Londres entre deux personnalités qui, pour incarner deux philosophies politiques résolument différentes, ne craignent pas d'exprimer avec ostentation l'hostilité qu'elles se vouent mutuellement. Force est pourtant de constater que le discours prononcé vendredi 7 avril au Guildhall par M. Gorbatchev avait de quoi refroidir l'optimisme béat de certains chantres du rapprochement Est-Ouest.

Announced par l'entourage du numéro un soviétique comme un « grand discours », cette déclaration ne contenait en matière de désarmement qu'une initiative, immédiatement ramenée à ses justes proportions par les Américains et par M. Thatcher elle-même, qui porte sur la fermeture de deux réacteurs industriels produisant du plutonium, dont l'URSS, vraisemblablement, n'a plus besoin.

M. Gorbatchev ne peut certes sortir de son chapeau, chaque fois qu'il prend la parole, des mesures de nature à ébranler les opinions occidentales. Mais on retiendra de ce séjour à Londres que le ton, chez les Soviétiques, est en train de changer : d'une part, il n'est pas dissimulé l'hostilité qu'ils éprouvent devant les tentatives de la nouvelle administration américaine à reprendre les négociations sur le désarmement stratégique. D'autre part, les liens qu'établissent les Soviétiques - même s'ils s'en défendent - entre les différents aspects du désarmement ont été formulés plus explicitement que jamais au Guildhall par M. Gorbatchev.

Une décision de l'OTAN en faveur de la modernisation des armes nucléaires à courte portée, a dit le numéro un soviétique, ne manquera pas d'affecter les négociations de Vienne sur le désarmement conventionnel, ni d'attirer le client qui s'est intéressé dans les relations Est-Ouest.

La ton est bien à la menace, alors que les Soviétiques, pensant sans doute que les Allemands feraient tout pour le chemin, s'en étaient tenus jusqu'à présent, sur la question de la modernisation, à une expectative relativement discrète. Si M. Gorbatchev met ainsi les points sur les « i », c'est sans doute parce qu'il a compris que M. Helmut Kohl, même si plus tard de sa popularité, ne chercherait pas à se « refaire » en flattant sans retenue les tendances pacifistes de l'électorat allemand et en réclameant à ses partenaires occidentaux plus qu'il ne leur a déjà demandé.

M. Kohl, vraisemblablement, est prêt à se contenter au prochain sommet de l'OTAN, du compromis qui déjà s'ébauche entre alliés, et qui devrait consister, au minimum, à ne pas exclure une réduction du nombre des armes nucléaires à courte portée, tout en rejetant leur élimination totale.

Il faudrait davantage que ce discours du secrétaire général pour ébranler M. Thatcher, qui reste le plus ferme partisan de la modernisation des Lances, non par hostilité au désarmement (les Britanniques jouent un rôle très actif dans les négociations sur les armes chimiques et conventionnelles), mais par fidélité à l'idée que la dissuasion nucléaire reste une composante fondamentale de la défense occidentale.

Reste à voir l'effet que produira sur l'opinion allemande et sur celle des pays d'Europe du Nord ce changement de ton de M. Gorbatchev, qui - ce n'est pas un hasard - n'aura pas eu recours une seule fois à Londres au pouvoir d'attraction de sa métaphore sur la « maison commune ».

(Lire nos informations page 3.)

M 0146 - 0410 0 - 6.00 F
790146006000 04100

Naufrage en mer de Norvège
Moscou confirme la perte d'un sous-marin nucléaire

L'agence Tass a confirmé, samedi 8 avril, qu'un « sous-marin soviétique à propulsion nucléaire » avait sombré vendredi, à 13 h 15 GMT, à la suite d'un incendie à bord dans les eaux internationales de la mer de Norvège. Au moins douze hommes d'équipage auraient trouvé la mort. L'agence officielle soviétique a exclu « la possibilité de pollution radioactive de l'environnement », mais n'a pas précisé si le sous-marin transportait des armes nucléaires.

Les autorités soviétiques, affirme l'agence Reuter, ont confirmé, samedi matin 8 avril, aux Norvégiens, qu'au moins douze hommes d'équipage avaient trouvé la mort dans le naufrage d'un sous-marin à propulsion nucléaire, vendredi, dans les eaux internationales, à quelque 500 kilomètres des côtes nord-ouest de la Norvège.

Selon le ministre norvégien des affaires étrangères, M. Thorvald Stoltenberg, Moscou a par ailleurs assuré le gouvernement norvégien qu'il n'y avait pas eu de fuite radioactive.

Une cellule de crise était néanmoins réunie samedi matin à Oslo, afin d'évaluer les risques de radiations et, le cas échéant, d'y faire face. On ignore en effet avec précision quel type de bâtiment a coulé, apparemment à la suite d'un incendie à bord, et s'il transportait des armes nucléaires.

D'après les services de renseignement américains, il s'agirait d'un sous-marin de classe Mike (dénomination de l'OTAN), l'un des sous-marins nucléaires d'attaque les plus modernes de la flotte soviétique, destinés à tester de nouveaux systèmes d'armes avancées.

L'accident est survenu au début de l'après-midi. Les Américains ont donné les premiers renseignements alors que d'autres bâtiments soviétiques se dirigeaient vers les lieux du naufrage.

(Lire nos informations page 4.)

Incertitude politique, crise économique

L'exode des « cerveaux » argentins

Alors que l'Argentine entre dans une période électorale mouvementée - le scrutin présidentiel a lieu le 14 mai - le départ vers l'étranger de nombreux intellectuels et scientifiques inquiète de plus en plus les autorités.

Une quarantaine de scientifiques, chercheurs et représentants de la culture argentine à l'étranger ont récemment participé à une rencontre pour la consolidation du patrimoine culturel argentin, organisée par le gouvernement de Buenos-Aires. L'idée du président Alfonsín est de réunir régulièrement les intellectuels argentins qui ont émigré à l'étranger dans le but de faire profiter le pays de leur expérience et d'éviter le départ des jeunes. Quelques grands noms avaient répondu à l'invitation du président, comme le professeur César Milstein, prix Nobel de médecine 1984, qui a pour l'occasion abandonné son bureau de l'université de Cambridge, en Grande-Bretagne, ou le docteur Juan Carlos Chacabuco, spécialiste de chirurgie cardiaque et l'inventeur de « l'échographie », actuellement professeur adjoint à l'université de Paris.

Tous expliquent leur départ, il y a environ une quinzaine d'années, par l'absence d'avenir dans leur pays. Manque d'argent, de considération, de sécurité. Ils refusent qu'on leur en tienne rigueur. « La migration, dit le Dr Chacabuco, c'est la survie de la race humaine. On n'a pas le droit de déprécier à ce point des cerveaux, en les conduisant à se transformer en chauffeurs de taxi par exemple. » L'Argentine doit en effet être le pays au monde qui compte le plus grand nombre de taxis par habitant dans la capitale, mais aussi le plus d'intellectuels qui les conduisent.

CATHERINE DERIVERY.
(Lire la suite page 5.)

Grâce à des concessions américaines
Washington et la CEE passent un compromis sur l'agriculture

Washington ayant renoncé à imposer à la CEE la suppression totale des subventions aux agriculteurs, un compromis a pu être trouvé entre les deux partenaires, vendredi 7 avril, à Genève. Après le règlement, attendu samedi, du dossier textile, le succès de la réunion des pays membres du GATT devrait permettre une reprise de l'Uruguay Round, les négociations commerciales multilatérales. Celles-ci avaient été interrompues, en décembre dernier, à l'issue d'une session ministérielle à Montréal.

L'accord qui vient d'être conclu à Genève pour faire redémarrer l'Uruguay Round constitue un succès aussi spectaculaire qu'inattendu pour la Communauté européenne. La double offensive déclenchée par les États-Unis et appuyée par les autres pays producteurs rassemblés autour de l'Australie au sein du groupe de Cairns a pitoyablement échoué.

Dans un premier temps, Washington avait voulu imposer comme objectif à la négociation l'élimination complète en dix ans des subventions accordées à l'agriculture.

« Irréaliste », avait répliqué la CEE, qui se déclarait prête à envisager une réduction progres-

sive et concertée du soutien accordé aux agriculteurs et suggérait d'amorcer la pompe par des mesures de confiance prises dans le court terme.

Après s'être entêtés à Montréal jusqu'à la rupture, les États-Unis ont changé leur fusil d'épaule.

PHILIPPE LEMAITRE.
(Lire nos informations page 14.)

La Commission européenne est favorable à la suppression des quotas à l'importation de voitures japonaises (lire page 14).

Bombardements à Haïti

Les affrontements à Port-au-Prince auraient fait de nombreuses victimes.
PAGE 18

Le chômage aux États-Unis

5 %, le taux le plus bas depuis 1973.
PAGE 14

L'islam en fièvre (VI)

Sahel : tentations intégristes.
PAGE 6

Chronologie

Mars en France et dans le monde.
PAGE 13

«Grand Jury RTL-le Monde»

M. Louis Mermaz, invité dimanche à 18 h 15.

Le sommaire complet se trouve en page 18

Le RPR et les «rénovateurs» de l'opposition

Le conseil national du RPR devait se réunir samedi après-midi 8 avril, à Paris, pour se prononcer sur l'attitude du mouvement en vue des élections européennes. Cette réunion, convoquée d'urgence, avait pour objectif d'obliger les renouveaux à se rallier au projet de liste unique de l'opposition conduite par M. Giscard d'Estaing et soutenue par M. Chirac. Si les renouveaux renonçaient à constituer leur propre liste, ils se verraient sans doute proposer des places sur la liste unique de l'opposition.

(Lire nos informations page 7.)

La grève au Centre Pompidou
Beaubourg paralysé

Le personnel de sécurité qui bloque l'entrée du Centre. Lundi 10 avril, l'ensemble du personnel se croiera les bras. Une assemblée générale tenue cinq jours auparavant avait abouti à la création d'une « Convergence Beaubourg », associant les divers comités de grève avec tous les syndicats. « Depuis dix ans, dit l'un de ses membres, c'est la première fois que je rencontre un mouvement de cette ampleur. »

Cette ampleur est d'abord due au gel des postes et à l'emploi systématique de vacataires. Personne ne peut d'ailleurs dire combien de personnes travaillent précisément au Centre Pompidou. Entre 1 500 et 1 600, dont 500 TUC, objecteurs de conscience et autres stagiaires, aux statuts incertains et aux rémunérations minimales. Il manque 25 postes au MNAM. L'accueil, confiné dans une étroite cage à l'entrée du centre, doit faire face à des foules de plus en plus nombreuses - 150 000 visiteurs lors du week-end pascal. Les réductions touchent d'abord les personnels de catégorie A, ceux qui sont au bas de l'échelle des salaires. Les services de sécurité sont les premiers visés et leurs effectifs fondent régulièrement.

Hélène Ahweiler, qui a hérité de cette situation explosive, a profité de la réunion du comité technique paritaire, jeudi dernier, pour annoncer sa politique et tenter d'engager le dialogue.

EMMANUEL DE ROUX.
(Lire la suite page 10.)

LE MONDE diplomatique

LES PARIAS DE LA TERRE

Avril 1989

Anonymous, absentes des « uns » médiatiques, les masses rurales du tiers-monde, loin d'avoir acquis leur dignité, continuent de subir la loi du plus fort, qui ne craint pas de s'imposer grâce à ses milices privées et à ses groupes paramilitaires. Trois exemples, choisis parmi d'autres : les coupeurs de canne à sucre des Philippines, dont parle Marc Mauger ; ceux d'Inde, dont Jean-Pierre Dardaud raconte le dur combat ; et les travailleurs de la terre du Brésil, dont Olivier Colombani présente les luttes meurtrières.

Également au sommaire :

- VIETNAM : Écrasés et cédant contre la dictature, par Nguyen-Duc Nham, Nguyen Van Thi et Jacques Decourcy.
- DIPLOMATIE : Les sommets mondiaux, nécessaire réponse à la globalisation des problèmes, par Maurice Bertrand.

En vente chez votre marchand de journaux

Dates

Il y a cent ans

A la découverte de la tour Eiffel

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 05
Tél. : (1) 42-47-87-27
Tél. MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouta.

Rédacteur en chef :
Daniel Veret.

Correspondant en chef :
Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-81 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - TAPAS LEMONDE
ou 36-15 - TAPAS LM

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	REUNION	SENEGAL	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 095 F	1 404 F	2 100 F
1 an	1 380 F	1 455 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse détaillés en
prochaines : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénoms : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

La tour Eiffel fête ce printemps son centenaire (Le Monde du 30 mars et des 2-3 avril). En ces premiers jours d'avril 1889, les Parisiens gravissaient à pied les escaliers qui conduisaient à ses différentes plates-formes. Un éditeur du Temps en fit l'expérience quelques jours avant l'inauguration officielle. Voici, légèrement abrégé, le récit qu'il en fit à l'époque.

VOUS rappelez-vous les protestations que signèrent étourdiment, il y a juste deux ans, quelques artistes et quelques écrivains, non des moins illustres ? Notre-Dame, le Louvre, tous les monuments de Paris devaient être écrasés par cette masse barbare, la ville entière devait être déshonorée par l'ombre odieuse de cette odieuse colonne ; enfin, nous étions menacés d'une calamité publique. On peut aujourd'hui apprécier l'apropos de ce cri de boussingot intrusé. Et on ne se le remémore pas sans sourire.

Il se trouve justement que la tour ne fait point d'ombre et qu'elle n'a point de masse. Notre-Dame est toujours aussi belle sur ses arceaux gothiques, et il ne semble pas qu'il y ait rien de changé dans Paris, si ce n'est qu'il compte une curiosité de plus. Si la colossale construction donne prise à la critique, c'est au contraire par son extrême légèreté. De loin, on n'aperçoit qu'un mince filigrane, où les lignes s'emmêlent comme dans un filet de pêcheur au séchoir. Mais de près, le gigantesque opère. On subit l'ascendant de l'énormité. Ces arches immenses de la base, ces arbalétriers qui s'élancent vers le ciel par une courbe si hardie, ces plates-formes suspendues si haut en l'air, ces proportions démesurées nouvelles pour le regard émeuvent les imaginations les plus rétives. La tour Eiffel a aussi ses beautés propres.

Une popularité
prodigieuse

Et il faut bien qu'il y ait dans ce colosse des prestiges secrets, car sa popularité est prodigieuse. Le dimanche, des foules innombrables affluent de tous les points de la ville s'entassent au alentour pour le contempler. Je sais bien que c'est précisément pour cela que certains raffines continueront à en parler avec une orgueilleuse horreur. Mais cela prouve simplement qu'il y a des parties de l'âme humaine qu'ils ne connaissent point. Les Grecs avaient l'esprit autrement large ; ils avaient admis parmi les sept merveilles du monde de pures œuvres d'ingénieurs, comme le phare d'Alexandrie.

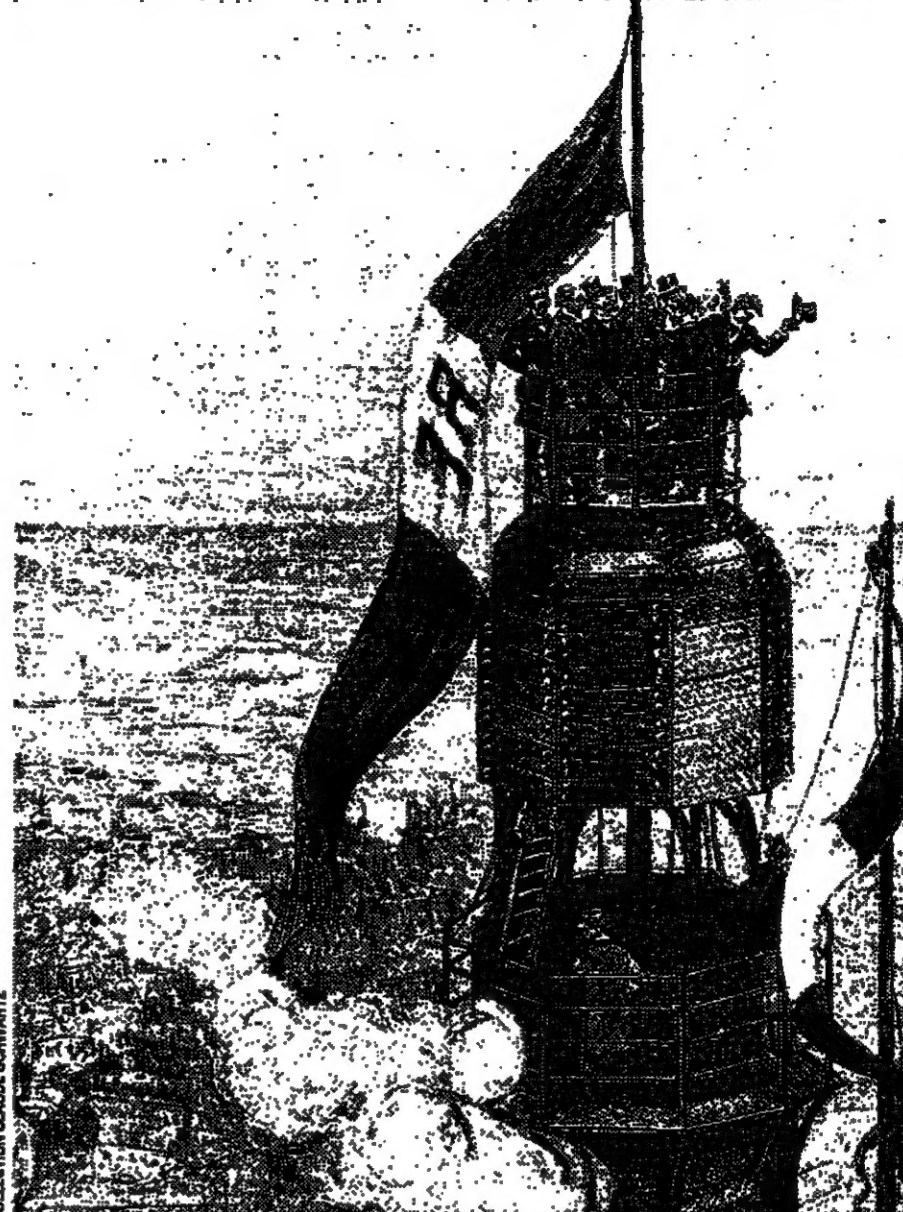
M. Eiffel aura doté Paris d'une source de sensations très neuves. On découvrira de là-haut deux choses : d'abord, le ciel — vous croyez connaître le ciel ? Il n'en est rien, — ensuite, la ville et ses environs. Le grandiose manquait à nos plaisirs ; on l'y trouvera à demeure.

Je viens de faire cette ascension. Je voudrais en donner une idée.

On monte à la première plate-forme indifféremment par les quatre pieds. Nous prenons l'escalier du pied Est.

Première plate-forme, 38 mètres de hauteur. On tombe au milieu d'une sorte de village en construction. D'élégants chalets en bois se bâtissent. On y installera des restaurants, restaurants français, restaurants russes, brasserie, etc. Les caves aménagées dans les jambées de la tour ne se remarquent même pas quand on monte, tant cette particularité est insignifiante dans la grandeur de l'ensemble. L'étendue de cette plate-forme est surprenante. Si l'on se promène autour, on fait un demi-kilomètre avant d'être revenu à son point de départ. Le panorama ne diffère que par le point de vue de celui qu'on a du haut d'autres édifices parisiens. Mais ce point de vue est particulièrement heureux. On est à une extrémité de la ville, et si on regarde vers l'est, tous les monuments se dressent devant soi par-dessus l'océan des toits, plus serrés au bord de la Seine, dans les parties anciennes, puis éparpillés tout à fait rares dans le lointain. Sur La Villette, sur Belleville, sur Montrouge, à peine une aiguille de clocher.

Le palais du Trocadéro est comme rapproché : on l'enveloppe d'un coup d'œil.



Achèvement de la tour Eiffel. Le drapeau flottant au sommet de la tour.

De l'autre côté, l'Exposition développe ses toits de verre. Le jardin central n'est encore qu'une plaine noire que remuent les ouvriers de M. Alphand. Le bleu des fers et le rouge des terres cuites colorent les murs d'une façon amusante.

A la deuxième plate-forme : 115 mètres de hauteur... On monte par une série d'escaliers, tantôt droits, tantôt en colimaçon. Vous songez que les milliers de tiges de tôle qui s'entrecroisent là ont d'abord existé en pensée dans le cerveau d'un homme et que, dans la petite boîte de ce cerveau, ce fouillis, que nos yeux débrouillent si péniblement, était déjà un organisme raisonné et logique où chaque pièce avait son rôle calculé à l'avance. Et alors cette puissance de conception vous étourdit l'esprit. De cette plate-forme, Paris semble infini.

La blanche ville
de Montmartre

On a des surprises à regarder de si haut. Le Palais des industries, la gare Saint-Lazare ne sont plus que d'immenses serres sous leurs toits de verre arrondis ; la Madeleine fait une tache d'un vert intense. Peut-être a-t-on poussé l'amour du grec jusqu'à la revêtir d'un toit de bronze, et est-ce la patine du métal qui donne cette note inattendue ? A travers les arbres dépouillés des Tuileries, la rue de Rivoli ne forme plus qu'un seul monument prolongeant ceux de la place de la Concorde en une façade qui s'enfonce derrière les Tuileries. Des médiocrités prennent leur revanche dans cette vue : les deux milrions de Saint-Sulpice y sont plus imposants que les tours de Notre-Dame.

Une chose charmante et tout à fait inconnue, une vraie découverte, c'est Montmartre. La colline se dresse comme un promontoire ; l'église du Sacré-Cœur se cache derrière une chaîne blanche, et les cubes des maisons qui dégringolent la

penne sont tout blancs aussi. On dirait un paysage barbaresque, une de ces blanches villes musulmanes que le matin nuance de roses sur les bords de la Méditerranée.

A la troisième plate-forme : 207 mètres d'élévation... Maintenant, les quatre jambes de la tour sont réunies, elle ne forme plus qu'un seul corps et les principes de la construction changent. Ce n'est désormais qu'une grande cage carrée, très légère, faite de poutrelles de fer sur lesquelles se déchire le vent. L'escalier s'enroule en spirale autour d'un pivot central. On monte avec la sensation du vide solennel de l'espace autour de soi.

De temps en temps, nous rencontrons, posés comme des oiseaux sur les chevrons intérieurs, des ouvriers qui semblent tout petits et comme perdus à cette hauteur. Alors s'explique pour nous un mystère qui a beaucoup intrigué la population parisienne. L'édification de la tour Eiffel a ressemblé à un travail de fée ; on imaginait pour une entreprise aussi colossale des légions d'ouvriers ; or on n'y voyait jamais personne. C'est que les hommes y sont pour ainsi dire imperceptibles à cause de la disposition.

Un vent terrible nous assaille au moment d'atteindre la plate-forme. Il est, nous dit-on, quand il souffle presque toujours plus violent dans cette région.

A 207 mètres, l'horizon apparaît très reculé. Les hauteurs s'aplanissent, le mont Valérien, dont la nette silhouette montait jusqu'ici avec nous, commence à se laisser dominer à son tour, nos regards passent par-dessus sa croupe pour aller chercher d'autres croupes plus loins, bien plus loins.

Montmartre est toujours charmant comme un blanc promontoire d'Afrique. Mais ne nous attardons point, nous avons hâte d'atteindre le sommet.

A la quatrième plate-forme, 273 mètres d'élévation... A mesure que nous montons, monte à côté de nous une grosse tranche d'escalier, deux spirales complètes. Cette masse de fer est pendue à une chaîne bien fine pour un tel poids. Une grue, dont on

entend le cliquet, l'enlève lentement. Elle a l'air de monter toute seule, nous ne voyons personne. L'escalier n'est pas terminé, en effet, nous allons être obligés de grimper par des échelles. Quand nous redescendons, nous retrouvons la tranche d'escalier en place, et trois ouvriers, sans plus, au train de l'ajuster. Il y a de la sorcellerie, là-dedans, la sorcellerie de la mécanique.

La plate-forme de 273 mètres est la dernière. Nous y arrivons après trois quarts d'heure d'ascension.

Au-dessus s'élève une coupole ronde partagée en quatre chambres qui seront livrées aux savants pour des observations de météorologie, d'astronomie, de physique. Au-dessus de la coupole, un phare électrique qui, d'en bas, fait l'effet d'un gros bouton ; ce bouton a cependant encore 8 mètres de haut. Au-dessus du phare, une toute petite terrasse située exactement à 300 mètres du sol.

Une quinzaine d'ouvriers travaillent dans cette partie de la tour, coiffés de toques de peaux, vêtus comme pour un voyage au pôle Nord et la figure rougie par le froid. Ils sont silencieux, le vent emportant les paroles et rendant les conversations pénibles.

Ici, l'ampleur du ciel est inouïe. Le globe en est comme décapé. Au lieu d'être arrêté, comme sur le sol, à une courte distance, l'œil plonge jusqu'à 90 kilomètres, jusqu'à la forêt de Lyons au nord-ouest, jusque par-delà la forêt de Villers-Cotterêts au nord-est, jusque près de Sens à l'est, et par-delà Pithiviers et Chartres au sud et au sud-ouest. De gros nuages lourds pendent au-dessus du pays, et la carte du ciel était aussi mouvementée que celle de la terre.

Sur l'ouest, le soleil brillait par instants. A mesure que ses rayons se promenaient sur la terre, on aurait dit qu'un tapis historique se déroulait : les « S » de la Seine, les collines de Bougival courbées en forme de cirque, la terrasse de Saint-Germain, des contrées plus lointaines que nous ne reconnaissions point, des plateaux avec des forêts violettes, des champs en damier, des villes flamboyantes de blancheur, tout un monde était évoqué.

Du nord nous vint une bourrasque, une sorte de mur noir et soufflant le froid qui se mouvait avec une rapidité vertigineuse. Ou plutôt, cela ressemblait à une ombre cataclysmique qui s'écroulait du ciel et qui faisait fumer la terre en la fouettant.

L'air stérile
des hauteurs

Puis la bourrasque s'éloigna, très vite, vers l'est, les pointes des monuments écorchant le bas du voile funèbre qu'elle traînait sur la ville. Et à mesure qu'elle s'éloignait, Paris, un moment englouti, reparaissait.

Est-ce le temps qu'il faisait ce jour-là, sera-ce un effet constant ? Mais à le contempler de si haut, une indicible mélancolie, un accablement intellectuel s'empara de nous.

Une mortelle tristesse d'hiver monte des champs raclés et nus au milieu desquels la ville s'extravase comme une inondation. Cette incroyable étendue d'édifices n'est plus qu'une tache de lèpre, une mince croûte sur le sol. Le bois de Boulogne, nos jardins publics dont le dessin s'accuse aussi franchement que sur un plan, nos rues droites, nos façades alignées, nos toits carrés et plats, tout cela est effrayamment géométrique et artificiel, dénué des sinuosités et des molles rondeurs de la vie.

Et tout semble mort comme dans un paysage lunaire parce que aucun bruit ne vous révèle plus le peuple qui est au-dessous de vous. Les millions de fenêtres qui vous regardent sont grosses comme le point noir d'un dié à jouer. Et quand on songe aux animaux qui grouillent derrière, c'est l'idée d'une fourmilière qui se présente à l'esprit. Ils sont si répétitifs que l'on ne sait plus quel intérêt on peut trouver à leurs passions et à leurs amusements. L'amour, l'argent, les disputes du Palais Bourbon, l'ironie de M. Renan, l'esprit des vaudevillistes, tout cela paraît insipide. On respire le sentiment de notre vanité avec l'air stérile des hauteurs.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h15

LOUIS
MERMAZ

animé par
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON et
Pascale ROBERT-DIARD (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN
et Béatrice HADJAJE (RTL)

Je m'inscris

En invitant la reine Elisabeth en URSS

M. Gorbatchev a mené à bien une parfaite opération de relations publiques

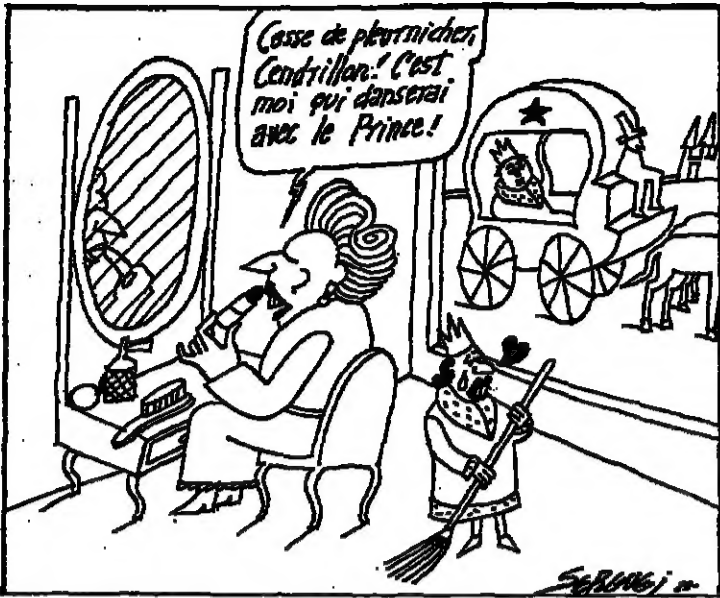
LONDRES
de notre correspondant

La reine Elisabeth se rendra en URSS, probablement d'ici deux ans... au moment voulu par M. Thatcher. Tel est le principal résultat, largement symbolique, de la visite de quarante heures accomplie par M. Gorbatchev en Grande-Bretagne. Le président soviétique a invité la souveraine en cours de déjeuner que celle-ci lui offrait, vendredi 7 avril, au château de Windsor, près de Londres, immédiatement avant qu'il ne reprenne l'avion pour Moscou en début d'après-midi. La reine Elisabeth a « accepté avec plaisir », tout en expliquant que « le programme de ses déplacements à l'étranger était fixé plusieurs années à l'avance ». Elle n'avait pas à préciser « par le premier ministre ». Son visiteur soviétique le savait.

M. Thatcher aurait voulu décider elle-même de l'opportunité d'une telle reconnaissance solennelle des progrès démocratiques accomplis en URSS. Les « fuites » habilement opérées par les Soviétiques et le désir manifeste de la souveraine en ont décidé autrement. Cet épisode ne risque pas d'améliorer les relations entre les deux femmes, aussi autoritaires l'une que l'autre, mais dont l'une décline le pouvoir réel.

M. Thatcher a fait bonne figure et s'est déclarée « très heureuse ». Le piquet, dans toute cette affaire, est qu'elle assisterait au déjeuner à Windsor, mais que la reine a refusé de glisser, dans un aparté avec le président soviétique, qu'elle aimerait bien visiter non seulement Moscou, mais aussi Leningrad.

« Sa Majesté », a déclaré vendredi soir à la télévision M. Chichine, conseiller de politique étrangère de M. Gorbatchev, voudrait se rendre à Saint-Petersbourg, ainsi qu'à la résidence de campagne proche de cette ville, où notre famille royale passait l'été. L'année était bien oubliée qu'il y avait des monarchies aux poubelles de l'histoire. M. Chichine utilise sans complexe l'ancien nom de la capitale du nord. Quant au secrétaire général du PC britannique, l'obscure Gordon McLennan, il n'a eu droit qu'à quinze minutes d'entretien, vendredi matin.



avec M. Gorbatchev. La souveraine, visiblement, avait la priorité.

Tous les fastes de la monarchie britannique étaient déployés pour accueillir Mikhail et Raisa Gorbatchev. L'immense château de Windsor, posé sur une colline dominant la Tamise, un peu en amont de Londres, comprend une cour centrale qui se prête très bien aux parades militaires. Celle à laquelle ont eu droit le président soviétique et son épouse était spectaculaire à souhait. M. Gorbatchev a choisi de regarder droit devant lui, et surtout pas les géants dont il était censé vérifier la tenue et le maintien. Il n'avait pas l'air davantage à son aise lorsqu'il a dû parcourir les interminables corridors du château, accompagné par un garde portant une épée nue.

La souveraine a montré à son hôte, dans la salle Waterloo ornée de portraits de tous ceux qui ont contribué à la victoire sur Napoléon en 1815, un tableau représentant le tsar Alexandre I^{er}, offert par la famille impériale russe vers la fin du dix-neuvième siècle, à leurs « cousins » britanniques. « Vous savez bien sûr de qui il s'agit », a dit la reine.

M. Gorbatchev s'est fort bien tiré de l'aventure, malgré toutes les

chances-trappes d'un protocole d'un autre âge, et il a quitté Windsor pour l'aéroport satisfait à juste titre d'avoir accompli pour son pays une mission de relations publiques parfaitement réussie. Seul, parmi ses prédécesseurs, Nikita Khrouchtchev avait eu droit à Windsor, en 1956, et seulement pour une tasse de thé expéditive.

Menace voilée

La journée de vendredi avait commencé au Guildhall, l'hôtel de ville de la City, où l'on fait aussi volontiers dans le genre médiéval. Précedé de la masse, qui symbolise le pouvoir municipal, et du lord-maire en grande tenue, M. Gorbatchev avait fait la aussi une entrée remarquée. On attendait de lui un grand discours, émaillé de propositions spectaculaires en matière de désarmement. Il n'en a rien été. Le président soviétique a choisi de parler surtout de la situation dans son pays et des mérites de la perestroïka, sans rien révéler de nouveau à propos des futures étapes de la « démocratisation ».

Il n'a créé l'événement qu'à deux points : sa menace de réagir négativement, dans les négociations

en cours à Vienne pour l'établissement d'une Europe plus sûre, si l'OTAN persiste dans son projet de modernisation des armes nucléaires tactiques à courte portée, et l'annonce que l'URSS avait récemment décidé d'arrêter dès cette année la production d'uranium enrichi à des fins militaires.

Les spécialistes présents au Guildhall ont immédiatement minimisé la portée de cette annonce. « Les Soviétiques ont probablement un stock très suffisant d'uranium enrichi ; cela n'aura pas d'effet en pratique, au moins pour de longues années », a déclaré M. Thatcher au cours d'une conférence de presse.

La Dame de fer est restée également imperturbable face à la menace voilée concernant les négociations de Vienne. Londres est à la pointe du débat idéologique et stratégique au sein de l'OTAN à propos de la modernisation des vieux missiles Lance (environ 120 kilomètres de portée) installés depuis une vingtaine d'années en RFA. La perspective d'une Europe débarrassée des armes de portée supérieure à 500 kilomètres leur rend évidemment une certaine actualité. L'OTAN a décidé de remplacer les Lance, et d'autres missiles de portée plus courte encore, destinés au champ de bataille, par des systèmes plus modernes.

Les Soviétiques affirment qu'il s'agit d'une « nouvelle classe d'armes », ce que ce projet rompt la dynamique de la recherche d'une plus grande sécurité en Europe. M. Thatcher n'est pas convaincu. « L'Union soviétique, dit-elle, vient d'achever la modernisation de ses armes nucléaires à courte portée. Nous n'avons pas encore commencé le nôtre. Je pense que nous devons y procéder ».

Ces questions un peu techniques, que M. Thatcher maîtrise visiblement très bien, ne l'ont pas empêché de donner une touche d'émotion à ses adieux au président soviétique. Il est rare de voir M. Thatcher émue. Elle l'était à la fin de cette visite. M. Gorbatchev, s'elle répond, est « a man of destiny » (« un homme appelé à un grand destin »). Elle a prédit que l'histoire retiendrait sa visite à Londres comme un moment important dans la vie des nations.

DOMINIQUE DHOMBRES.

A la fin de son séjour en URSS

M. Chevènement a visité la grande base navale de Severomorsk

MOSCOU
de notre envoyé spécial

Dans une salle d'études de l'académie militaire Vorouchilov, dans la banlieue de Moscou, le général Mikhail Moïseïev, chef d'état major général des forces soviétiques et premier vice-ministre de la défense, commente une carte à son interlocuteur, le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement. Le parti « bleu » (l'OTAN) attaque la presqu'île de Kola et la ville de Minsk, en URSS. Le parti « orange » (l'Union soviétique) lance sa contre-offensive. Pour le général Moïseïev, c'est l'illustration de la nouvelle doctrine « défensive » soviétique.

Dans les couloirs du croiseur lance-missiles *Maréchal-Ustinov*, ancré dans la base secrète de Severomorsk, à proximité de Mourmansk, la délégation française qui accompagne M. Chevènement découvre les panneaux d'instructions destinées à l'équipage sur le thème « Apprenez à reconnaître ». Sur l'un d'eux, bien en évidence, des photographies de deux frégates françaises, d'un avion Mirage F1 et d'un Super Étendard. Le ministre français est pourtant le premier Occidental invité à visiter la base de Severomorsk, qui abrite la moitié du tonnage de la marine de guerre soviétique.

Après douze années d'absence de contact entre responsables militaires des deux pays, cette visite du ministre français permet de saisir leurs points d'accord et leurs divergences.

Parmi ces dernières, les Soviétiques ont souligné celles qui portent sur les négociations de Vienne sur la réduction des armements classiques. En substance, ils ont répété qu'on exigeait d'eux beaucoup de concessions dans des domaines où ils ont effectivement une supériorité (comme les blindés et l'artillerie) alors que les Occidentaux refusent de débattre de secteurs qui fondent leur puissance (comme les navires de guerre et les avions d'attaque). Or « la marine coûte cher », a souligné le ministre soviétique de la défense, le général Dimitri Iazov, laissant ainsi pressager une réduction des crédits dans un arsenal naval soviétique longtemps prioritaire.

A plusieurs reprises les Soviétiques ont dénoncé l'alignement de la France sur les thèses de l'OTAN. Le général Iazov a pris l'exemple de la brigade franco-allemande, à qui M. Chevènement a répondu qu'il fallait plutôt voir dans cette brigade « un institut d'apprentissage des langues ». Alors, « pourquoi pas une division franco-soviétique ? ». Lui fut-il répliqué. On n'en est pas là. Le général Iazov a été invité à poursuivre officiellement le dialogue à Paris. On a cru comprendre, dans la délégation française, que, dans un premier temps du moins, c'est le général Moïseïev, l'homme qui monte dans la hiérarchie, qui pourrait représenter son pays à la signature du protocole sur la reprise des échanges militaires franco-soviétiques lors de la visite en France de M. Gorbatchev, en juillet.

JACQUES ISNARD.

Réactivation de la diplomatie française au Cambodge

Paris « se réjouit » de la reprise du dialogue Sihanouk-Hun Sen

Après de longs mois d'effacement, la diplomatie française a décidé d'apporter, de nouveau, une contribution active au dénouement du conflit cambodgien. Estimant « très positive » l'annonce par Hanoi du retrait de ses troupes d'ici la fin septembre, la France est prête à réunir une conférence internationale sur le Cambodge à condition qu'elle fasse suite à une réunion entre les factions khmères, elle-même consécutive à la rencontre prévue le 2 mai entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh. Cette entrevue, annoncée à Djakarta, pourrait tout aussi bien avoir lieu à Paris, selon le ministre thaïlandais des affaires étrangères.

Le communiqué du Quai d'Orsay, publié vendredi 7 avril dans l'après-midi, soit plus de deux jours après la déclaration vietnamienne, précise : « Le gouvernement français considère comme très positive l'annonce par le gouvernement vietnamien de son intention de retirer ses troupes du Cambodge avant la fin du mois de septembre prochain. Cette décision, dont la mise en œuvre devrait être contrôlée par un mécanisme international approprié, devrait accélérer la solution du problème cambodgien. Elle ne rend que plus urgente la recherche d'un accord entre les Cambodgiens eux-mêmes. »

« La France, poursuit le communiqué, qui n'a cessé d'apporter son concours aux efforts du prince Sihanouk et s'est attachée à favoriser le dialogue entre le prince et M. Hun Sen, se réjouit de la prochaine rencontre de Djakarta, qui devrait ouvrir la voie à l'organisation d'une table ronde de toutes les parties cambodgiennes à Paris. Au lendemain de celle-ci, la France confirme qu'elle serait prête à accueillir l'indispensable conférence internationale qui devrait sceller et garantir le rétablissement de la paix au Cambodge. »

Cette réaction française, attendue en raison du rôle que la France peut jouer dans les différentes phases d'un règlement cambodgien, ne risque pas de passer inaperçue. Paris, qui avait déjà proposé d'accueillir, au moment opportun, une conférence internationale sur le Cambodge, répond ainsi positivement à la requête en ce sens, émise de nouveau jeudi, par le prince Sihanouk. Mais la France rappelle au prince que la convocation d'une telle conférence n'aura de sens que lorsque les Cambodgiens auront trouvé, entre eux, un terrain d'entente.

En outre, alors que le prince Sihanouk semblait remettre en cause son rendez-vous du 2 mai avec M. Hun Sen (« Le Monde du 8 avril »), Paris « se réjouit » de cette prochaine rencontre et indique ainsi à l'ancien monarque son vœu, non seulement de la voir se tenir, mais également de la voir se poursuivre. Les Français expriment clairement leur approbation des initiatives prises par des

capitales d'Asie du Sud-Est pour tenter de dénouer le conflit, afin de contrer les réserves de ceux qui, dans la région, pouvaient les soupçonner de jouer leur propre jeu dans l'affaire.

Une prudence justifiée

Enfin, tout en saluant l'initiative vietnamienne, Paris ne s'engage pas sur le « mécanisme international » du règlement en réclamant seulement qu'il soit « approprié », une prudence d'autant plus justifiée que des désaccords sérieux subsistent sur ce point : alors que le prince Sihanouk souhaite que l'ONU gère cette part des choses, les Vietnamiens continuent de manifester une défiance à l'égard de l'Organisation internationale, en acceptant toutefois que son secrétaire général soit associé au processus à leur personnel. M. Javier Perez Cuellar a adopté une prudence similaire en se contentant, vendredi, d'exprimer l'espoir que le retrait annoncé des troupes vietnamiennes contribuerait à un « règlement politique global du problème cambodgien ».

Le message du gouvernement français s'adresse en particulier au prince Sihanouk qui, pour des raisons que l'on ignore, a été le seul, avec les Khmers rouges, à réagir très négativement à la décision de Hanoi : Paris fait ainsi savoir au prince, tout en lui rappelant son appui depuis le début, qu'il s'agit d'une occasion à ne pas manquer de régler le conflit. Norodom Sihanouk est invité, « cordialement, fermement et publiquement », par son principal allié à reprendre le « dialogue » avec Hun Sen. Une démarche française, dans ce sens, serait même faite très prochainement auprès du prince Sihanouk pour réitérer l'offre de conférence internationale et l'intérêt que représente la rencontre entre le prince et M. Hun Sen. L'un des soucis français serait de ne pas laisser le prince Sihanouk prendre un chemin sur lequel peu de monde semble prêt à le suivre.

Tout en invitant Sihanouk à qui Paris fournit une aide substantielle, y compris sur le plan militaire - à s'engager plus avant dans la négociation, les Français expriment clairement aux Vietnamiens et à leur allié de Phnom-Penh qu'ils sont prêts à les prendre au mot. En bref, on en revient au rôle d'« intermédiaire déterminant » qui avait été défini par l'Élysée à l'automne dernier et qui semblait avoir été un peu abandonné depuis. Il reste à voir comment réagira le prince Sihanouk, peu habitué à être ainsi interpellé publiquement par les Français et dont la réaction hostile aux propositions de Hanoi n'a fait, apparemment, l'objet d'aucune consultation préalable avec Paris.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Le discours du président soviétique

Voici les passages les plus significatifs du discours prononcé vendredi 7 avril à Londres par M. Gorbatchev :

« Démocratie et perestroïka. — Les élections des députés du peuple de l'URSS, qui ont eu lieu dans une atmosphère démocratique sans précédent dans toute notre histoire, ont démontré que le peuple soviétique ne va pas se détourner du chemin choisi il y a quatre ans (...). Nous avons lancé la perestroïka, les yeux ouverts (...). Je sais cette occasion pour vous dire que nous avons décidé récemment d'arrêter cette année la production d'uranium enrichi à usage militaire. En plus du réacteur destiné à la production de plutonium enrichi à usage militaire, fermé en 1987, nous prévoyons de fermer deux autres réacteurs de ce type cette année et l'année prochaine, sans mettre en chantier de nouvelles unités pour les remplacer. Il s'agit là d'une nouvelle étape majeure vers l'arrêt total de la pro-

duction de matériaux fissiles à usage militaire (...). »

« Nous avons déjà indiqué que nous allons bientôt rendre public notre budget militaire (...). La difficulté vient ici du fait que la non-convertibilité du rouble gêne une comparaison objective entre nos dépenses militaires et celles de l'Occident. Nous cherchons la manière la plus appropriée pour présenter nos chiffres. En ce qui concerne les effectifs de nos forces armées, je peux maintenant dire ce qui suit : au mois de janvier de cette année, leurs effectifs s'élevaient à 4 258 000 hommes, dont 1 596 000 dans les forces terrestres, 437 300 dans la marine, le reste se répartissant dans les troupes de missiles, la défense aérienne, l'aviation et les troupes logistiques. Après la réduction unilatérale de nos forces armées, leurs effectifs s'établiront approximativement à la fin de 1990 à 3 760 000 hommes. »

« ... Et contreparties. — Il n'y a aucun doute que si, par exemple, l'OTAN poursuit son programme de « modernisation » des armes nucléaires tactiques, cela affectera nécessairement les conversations de Vienne (sur la sécurité et la coopération en Europe), les mesures de confiance et la situation en Europe en général. Cela ne pourrait que faire perdre de sa valeur à ce qui a été accompli par le traité sur les FNI (Forces nucléaires intermédiaires). (...) Nous sommes fermement opposés à tout plan de modernisation des armes nucléaires. Nous ne nous attendons pas à ce que nous n'ayons pas l'intention de le faire, à moins que nous n'y soyons obligés. Je crois que le bon sens doit prévaloir (...). En ce qui concerne la doctrine de « dissuasion nucléaire », je crois qu'il est grand temps, au lieu de parler de la manière de « dissuader », les autres avec des armes nucléaires, que nous parlions de la manière de dissuader, de tenir en échec les armes nucléaires elles-mêmes. »

duction de matériaux fissiles à usage militaire (...).

« Nous avons déjà indiqué que nous allons bientôt rendre public notre budget militaire (...). La difficulté vient ici du fait que la non-convertibilité du rouble gêne une comparaison objective entre nos dépenses militaires et celles de l'Occident. Nous cherchons la manière la plus appropriée pour présenter nos chiffres. En ce qui concerne les effectifs de nos forces armées, je peux maintenant dire ce qui suit : au mois de janvier de cette année, leurs effectifs s'élevaient à 4 258 000 hommes, dont 1 596 000 dans les forces terrestres, 437 300 dans la marine, le reste se répartissant dans les troupes de missiles, la défense aérienne, l'aviation et les troupes logistiques. Après la réduction unilatérale de nos forces armées, leurs effectifs s'établiront approximativement à la fin de 1990 à 3 760 000 hommes. »

« ... Et contreparties. — Il n'y a aucun doute que si, par exemple,

l'OTAN poursuit son programme de

« modernisation » des armes nucléaires tactiques, cela affectera nécessairement les conversations de Vienne (sur la sécurité et la coopération en Europe), les mesures de confiance et la situation en Europe en général. Cela ne pourrait que faire perdre de sa valeur à ce qui a été accompli par le traité sur les FNI (Forces nucléaires intermédiaires). (...) Nous sommes fermement opposés à tout plan de modernisation des armes nucléaires. Nous ne nous attendons pas à ce que nous n'ayons pas l'intention de le faire, à moins que nous n'y soyons obligés. Je crois que le bon sens doit prévaloir (...). En ce qui concerne la doctrine de « dissuasion nucléaire », je crois qu'il est grand temps, au lieu de parler de la manière de « dissuader », les autres avec des armes nucléaires, que nous parlions de la manière de dissuader, de tenir en échec les armes nucléaires elles-mêmes. »

AUTRICHE

Ruée magyare sur les magasins de Vienne

VIENNE
de notre correspondant

L'invasion a été brutale. Au total, ils auront été un million de Hongrois — sur une population de dix millions — à traverser la frontière autrichienne cette semaine, selon diverses estimations. Dès l'aube, lundi et mardi — mardi, jour anniversaire de la libération, le 4 avril 1945, était fêté en Hongrie et lundi était chômé, — trois cent mille Hongrois ont littéralement pris d'assaut les magasins de Vienne. Principaux objets de leur convoitise : appareils électroniques et équipements électro-ménagers.

La ruée devait se poursuivre toute la semaine, au grand dam de la police qui a lutté désespérément contre les embouteillages : il a fallu neuf heures aux automobilistes pour parcourir les 50 kilomètres entre Vienne et la frontière. Les commerçants ont vu leur chiffre d'affaires grimper vertigineusement. Selon des esti-

mations officielles, les achats hongrois se sont élevés cette semaine à 2 milliards de schillings (1 milliard de francs), soit le quart du montant total des achats hongrois en Autriche en 1988. La raison principale de cette frénésie de consommation est l'entrée en vigueur, samedi 8 avril, d'une nouvelle réglementation douanière en Hongrie, plus restrictive sur les importations de biens comme les magnétoscopes et les micro-ordinateurs, afin de freiner les sorties massives de devises.

Les Autrichiens suivent avec des sentiments mitigés la migration commerciale de leurs voisins hongrois. La satisfaction des commerçants est tempérée par l'indignation des automobilistes bloqués par les voitures hongroises garées dans des endroits impossibles. Dans certaines villes frontalières, la police a même invité les résidents autrichiens à ne pas utiliser leur voiture.

WALTRAUD BARYLL.

Plutonium et uranium enrichi

La matière fissile pour les armes nucléaires est essentiellement de deux natures : d'une part le plutonium fissile, d'autre part l'uranium fortement enrichi, toutes matières avec lesquelles il est possible de faire des bombes A et des « sukmettas » pour les bombes thermonucléaires dans lesquelles fonctionnent des noyaux d'hydrogène. Dans le premier cas, la puissance des bombes A ne dépasse pas les quelques dizaines de kilotonnes (la bombe d'Hiroshima avait une puissance de 15 kilotonnes, soit l'équivalent de 15 000 tonnes de TNT), alors que dans le cas des bombes H thermonucléaires, la puissance peut atteindre plusieurs dizaines de mégatonnes.

Les fabrications du plutonium et de l'uranium enrichi sont très différentes. Le plutonium est produit naturellement dans tout réacteur nucléaire en fonctionnement, y compris dans les centrales nucléaires civiles. Mais pour obtenir la qualité militaire nécessaire à un bon rendement et des quantités appréciables de matière il vaut mieux posséder des réacteurs dits plutoniques,

qui sont de préférence à uranium naturel-graphite-gaz ou à eau lourde. Il suffit alors d'extraire par retraitement des combustibles irradiés dans le réacteur le plutonium nécessaire.

Quant à l'uranium enrichi, sa production nécessite des techniques de pointe beaucoup plus élaborées, qui permettent de séparer les différentes sortes d'uranium (isotopes) et d'enrichir le produit final en uranium 235 seul fissile, à des taux dépassant 90 %, alors que dans l'uranium naturel cette proportion est de 0,7 %. L'uranium des centrales civiles n'est enrichi qu'à 3 %. Les procédés d'enrichissement vont de la grande usine de diffusion gazeuse comme celle de Pierrelatte à l'enrichissement par laser encore dans les limbes, en passant par l'ultracentrifugation.

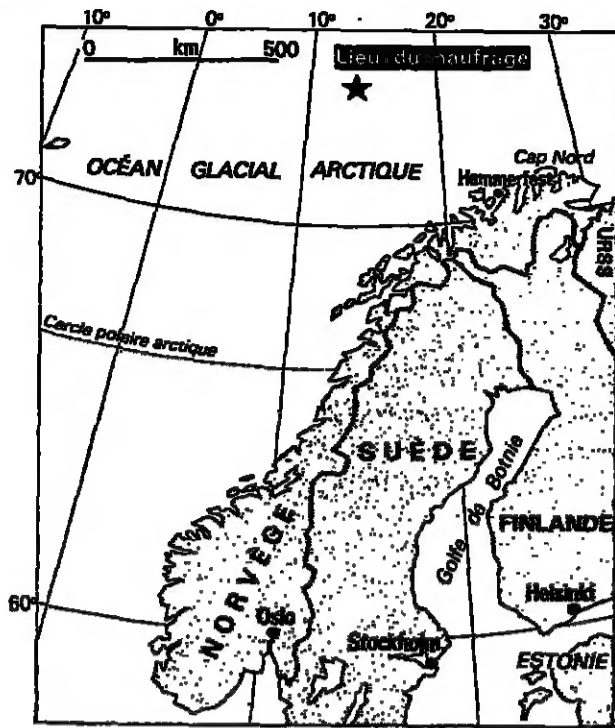
Compte tenu des stocks de plutonium et d'uranium hautement enrichi accumulés au fil des années par toutes les grandes puissances nucléaires, il y a surabondance de ces matières fissiles à usage militaire.

Europe

Au nord-ouest des côtes norvégiennes

Le naufrage du sous-marin soviétique aurait fait au moins douze morts

A la suite de l'accident survenu sur un sous-marin soviétique au large des côtes de la Norvège, le vendredi 7 avril, le Pentagone, dans son rapport sur la puissance militaire soviétique, indique que ce sous-marin, entré en service en 1984 et seul exemplaire de sa classe, est équipé de deux réacteurs nucléaires refroidis par liquide, et peut être armé soit de missiles balistiques, soit de missiles à portée intermédiaire SS-NX-21. D'après l'annuaire *Jane's* des flottes de combat, il est long de 110 mètres et, théoriquement, doté d'un équipage de quatre-vingt-cinq personnes. Cependant, le ministre norvégien de la défense, M. Johan Joergensen, a souligné qu'il pouvait aussi s'agir d'un sous-marin de classe Yankee, plus ancien, mais de la même taille que le Mike. Les Soviétiques ont d'ailleurs déjà perdu un sous-marin nucléaire Yankee en octobre 1986, au large des Bermudes. Le bâtiment, victime d'une explosion suivie d'un incendie alors qu'il transportait seize missiles nucléaires, avait coulé après avoir été pris en remorque par un cargo soviétique. Au moins trois membres d'équipage avaient été tués.



L'incident survenu en mer de Norvège s'est produit vendredi à 7 h 40 GMT, à 73 degrés 44 minutes de latitude nord et 13 degrés 18 minutes de longitude est. Un avion de reconnaissance de l'armée de l'air norvégienne a repéré dans l'après-midi, en surface, le sous-marin accidenté, d'où s'échappait de la fumée. Les équipages norvégiens ont ensuite vu des corps flottant dans l'eau, puis un certain nombre d'hommes à bord de deux embarcations de sauvetage qui devaient être recueillis par des navires soviétiques arrivés sur place, à 190 kilomètres au sud-ouest de l'île de l'Ours, entre la Norvège et le Groenland. Dans la soirée, plusieurs avions et navires soviétiques se trouvaient dans les

parages, selon le ministère de la défense à Oslo. L'URSS a décliné l'offre d'assistance de la Norvège. Tôt samedi matin, les autorités soviétiques ont informé les Norvégiens que le sous-marin avait coulé, sans leur fournir de précisions sur le type du bâtiment et le nombre d'hommes à bord. Les eaux dans cette zone sont profondes de 2 000 mètres. D'après la radio norvégienne, le croiseur soviétique *Kirov*, qui est équipé d'installations hospitalières, faisait route vers les lieux de l'accident. Selon un expert américain de l'armement nucléaire, M. William Arkin, de l'Institut d'études politiques de Washington, les sous-marins soviétiques seraient communs depuis 1975. — (AFP, Reuters, UPI, AP.)

POLOGNE

Adoption des projets de loi sur les réformes politiques

Les grands projets de loi devant conduire à une démocratisation de la Pologne, élaborés par le pouvoir et l'opposition dans le cadre des travaux de la table ronde, ont été adoptés par le Parlement, vendredi 7 avril, à Varsovie.

Il s'agit d'abord d'une loi modifiant la Constitution pour permettre la mise en place d'un système parlementaire à deux chambres (Diète et Sénat) et d'un président de la République doté de pouvoirs étendus.

Les députés ont, d'autre part, adopté deux lois électorales précisant les modalités de désignation des députés et des sénateurs, qui seront respectivement au nombre de quatre cent soixante et de cent.

La loi syndicale de 1982 a été amendée afin d'autoriser la restauration du pluralisme syndical et donc la légalisation de *Solidarité*. Une loi spécifique a été votée pour permettre aux agriculteurs privés de se syndiquer.

Enfin, les députés ont adopté une loi sur les associations, qui permet désormais, à tout regroupement à but économique, culturel, artistique ou de caractère étudiant de se faire enregistrer et de fonctionner légalement. — (AFP.)

ITALIE

Chaos dans la santé publique

ROME de notre correspondant

Grèves tourmentées et cortèges agités dans la plupart des grandes villes, grèves, cris, boucanades et manifestations diverses dans les hôpitaux, mobilisation générale des syndicats, émoi de l'ensemble de la classe politique, des communistes aux néofascistes du MSI... Pour sa première tentative de réduction des dépenses publiques, en s'attaquant au gouffre de la santé le gouvernement italien a fait très fort. Si fort même que son existence est en péril, certains partenaires de la coalition — les socialistes notamment — ayant commencé mercredi 5 avril à prendre quelque distance à l'égard de la réforme décriée la semaine dernière.

Trente francs pour une radiographie, 50 francs pour une consultation de spécialiste, et à peu près autant pour chaque journée d'hospitalisation. Telles sont quelques-unes des dépenses nouvelles auxquelles les assurés sociaux italiens, jusqu'ici soignés gratuitement, doivent désormais faire face pour leur santé. Introduit par décret administratif, le ticket modérateur est jugé nécessaire par le gouvernement de M. De Mita pour essayer de rétablir

quelque peu l'équilibre d'un budget de santé qui dépasse 60 000 milliards de lires par an (environ 300 milliards de francs).

Louable souci, dirait-on, si les services offerts par la santé publique en Italie étaient à la hauteur des coûts, mais depuis la grande réforme de 1978, la situation n'a fait qu'empirer. De l'avis même du ministre responsable, la grande misère des hôpitaux publics — vétustes et surchargés pour la plupart — n'a d'égale que l'incompétence de beaucoup de ses pléthoriques effectifs. Un exemple ? Trois cents patients meurent chaque année dans les hôpitaux uniquement pour cause de mauvaise utilisation ou de dysfonctionnement d'appareillages électriques. Autre exemple : selon le pionnier italien de transplantation cardiaque, le professeur Guido Chidichimo, le taux d'échec d'une intervention aussi banale qu'un pontage coronarien atteint 13 % à Rome contre... 1 % à Los Angeles.

Erreurs de diagnostic, infection, etc., selon les statistiques publiées régulièrement dans la presse, près de 10 % des malades italiens sortent de l'hôpital public avec des problèmes de santé qu'ils n'avaient pas en entrant. Bref, un chaos presque général pour lequel l'assuré social rechigne d'autant plus à payer que chacun sait bien dans la pénurie que le budget consacré à la santé publique serait largement suffisant s'il était un peu mieux administré. Gérées par des « politiques » sans relations amicales avec la médecine, les mille et quelques unités sanitaires locales (USL) disséminées sur le territoire transpirent de corruption et du clientélisme politique le plus éhonté.

C'est peu de dire que pour son premier essai de réduction de l'abysmal déficit budgétaire — évalué à 650 milliards de francs en 1989, le gouvernement a mis à côté de la cible. A moins, comme certains politologues romains le pensent, que le premier ministre, M. De Mita, ait tout simplement décidé son suicide politique.

PATRICE CLAUDE.

ESPAGNE

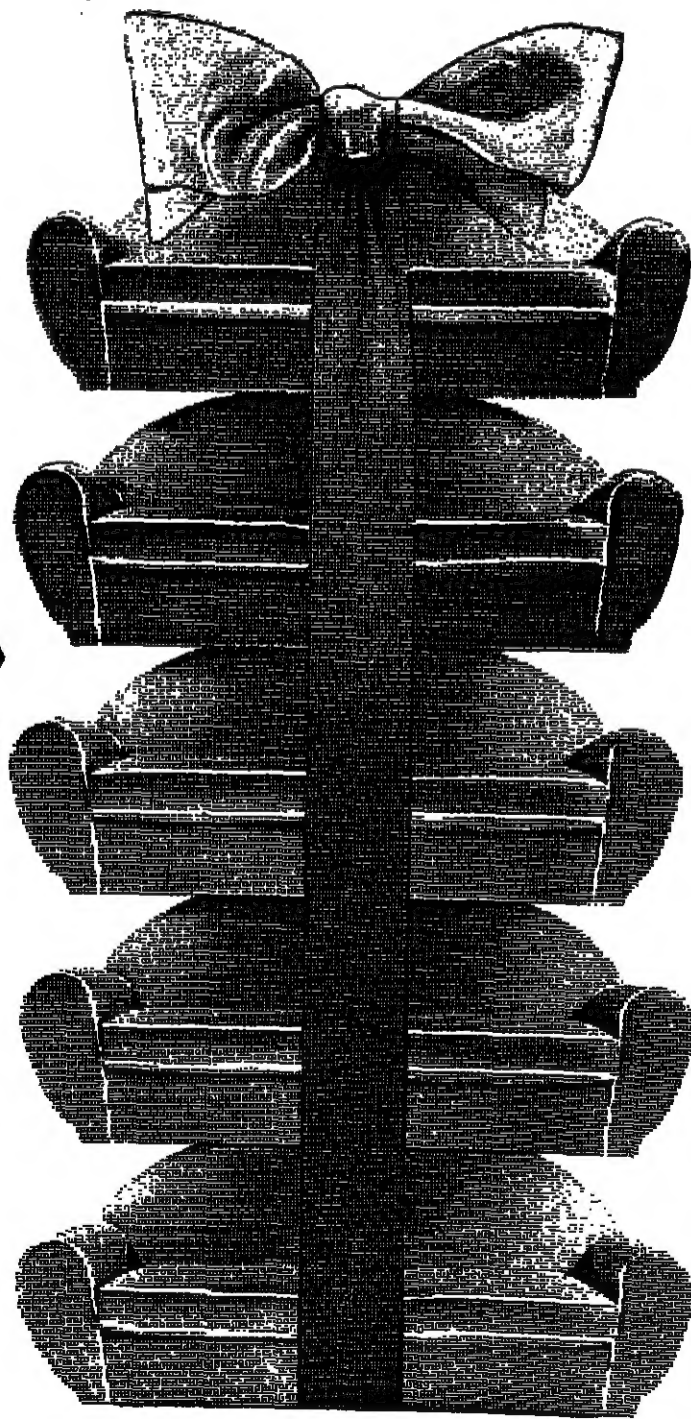
Attentats au Pays basque

Les artificiers de la police essaient de déterminer le type d'explosif utilisé dans un colis piégé qui a explosé vendredi 7 avril à Iruña (Pays basque espagnol), faisant un blessé grave, a indiqué vendredi soir la préfecture de Guipuzcoa, sans se prononcer sur la responsabilité de cet attentat. Le colis piégé avait été ouvert par erreur vendredi vers 13 h 50 heure locale (11 h 50 GMT) par un jeune professeur de vingt-sept ans, M. José María Rubio, qui a dû être amputé des deux bras. Son père a été légèrement blessé dans l'attentat qui a provoqué d'importants dégâts matériels. On ignore à qui était destiné le paquet. Vendredi soir l'attentat n'avait pas été revendiqué.

Six bombes ont d'autre part explosé samedi dans le nord de l'Espagne, le long de la voie ferrée reliant Madrid à la France, a indiqué la police. Deux autres ont été déamorçées. Les explosions se sont produites dans la région de Navarre, voisine du Pays basque espagnol. Ces attentats n'ont pas, eux non plus, été revendiqués.

Mardi dernier, l'ETA avait annoncé la fin d'une trêve commémorée en janvier dernier. L'organisation indépendantiste basque avait alors accusé le gouvernement espagnol de ne pas avoir respecté des accords souscrits à Alger, où se sont tenues des discussions entre l'exécutif et l'ETA.

Avec
le N° Vert
les commandes
répondent
à l'appel.



Utilisez un outil
marketing puissant
pour augmenter l'impact de
vos campagnes publicitaires.

Parce qu'il est gratuit, simple, et qu'il exerce un très fort attrait sur le public, le Numéro Vert est votre nouveau media publicitaire et promotionnel.

Lancement d'un produit avec demande de documentation, offres d'essais, jeux-concours, renvoi sur les points de vente, commandes par correspondance : votre Numéro Vert permet une adaptation immédiate et permanente aux besoins réels de votre clientèle.

Finis les bons de commande et les bons à découper. Vos clients passent directement de la demande d'information à l'action. Le Numéro Vert, un numéro si facile à repérer et à mémoriser. Avec le Numéro Vert, le succès répond à l'appel.

Si vous souhaitez des informations supplémentaires, contactez votre Agence Commerciale FRANCE TELECOM ou appelez notre Numéro Vert national :

N° Vert 05 00 00 01

APPEL GRATUIT

FRANCE
TELECOM



05 00 00 01

Proche-Orient

LIBAN

La dure épreuve des «déplacés» de Beyrouth-Est

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

La mer est calme. Quelques pêcheurs ont sorti leur ligne et quelques fanatiques du soleil profitent sur la plage de la première grosse journée de chaleur. Pourtant, toutes les familles installées dans ce petit hôtel-restaurant de Jbeil, à trente et un kilomètres au nord du pays chrétien, sont loin de paraître en vacances. Ces «déplacés» de Beyrouth-Est assistent tant bien que mal, en jouant aux cartes ou en bavardant, de tromper leur inquiétude et leur ennui, et surtout celui des enfants, privés une nouvelle fois d'école depuis plus de trois semaines. La petite musique du flash à la radio arrête instantanément les conversations. «Trois obus sont tombés sur le littoral du Metn». Quelques hochements de tête et de nouveau l'attente.

La trêve, instaurée depuis quarante-huit heures au Liban, entrecoupée de tirs sporadiques, est, pour les nœuds de tous, une très rude épreuve. «Le calme est trompeur, avoue ce père de famille. On a envie de sortir puisqu'il n'y a rien et, surtout, de retrouver un luxe aujourd'hui, mais comment prendre le risque ?». Croyez-moi, j'aimerais mieux dormir chez moi, dit pour sa part cette jeune femme. Mais avec mes deux enfants, je n'ose pas. Si brusquement ils tirent, on sera pris au piège. Alors, malgré le répit, beaucoup de familles continuent à dormir dans les abris,

de peur de voir se redéclencher la bataille. Il est vrai que les artilleurs syriens ou leurs alliés savent entretenir le suspense. Dans l'après-midi de jeudi, alors que tout était calme, en plein cœur d'Achrafieh, un obus de 240 mm est venu s'abattre sur l'église grecque orthodoxe Saint-Nicolas, détruisant complètement la charpente de l'édifice, qui git aujourd'hui dans les gravats. Alors, si le pays chrétien revit presque normalement le matin, dès 14 heures, en revanche, les magasins ferment et les gens rentrent chez eux. La seule question que tout le monde se pose, tant la conviction est unanime, est : quand tout cela va-t-il recommencer ?

Renforts syriens

Le gouvernement militaire chrétien du général Michel Aoun a d'ailleurs officiellement fait état, vendredi 7 avril, de «l'entrée au Liban de nouvelles forces d'armement syrien terrestre et maritime, ce qui dévoile les intentions agressives des forces d'occupation contre le peuple libanais».

De bonnes sources, on indique, en effet, qu'environ 1 500 à 2 000 hommes de troupes aguerries seraient pris position sur le front nord, où la Syrie a d'entre part installé, dans la région de Chekka, des missiles SAM 6 et SAM 12. De nouvelles forces, mieux entraînées, ont aussi pris position sur le front de Souk-El-Gharb, verrou qui protège

le palais de Baabda et le ministère de la défense à Yarzé. De leur côté, les brigades à majorité chrétienne, fidèles au général Michel Aoun, ont aussi profité du répit pour réorganiser leur défense.

La position du gouvernement français a de nouveau, vendredi, fait l'objet de violentes critiques des alliés de Damas sur le thème : «La France a pris fait et cause pour la communauté maronite, oubliant le reste des Libanais». Dans une conférence de presse, le chef du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri, s'adressant au président Mitterrand, qui avait évoqué «la solidarité instinctive de la France», s'est exclamé : «Est-ce que les principes de la révolution française ou ceux de l'internationalisme socialiste vous conduisent à l'instinct confessionnel ? Est-il pensable que la politique de la France soit guidée

par l'instinct, qui ne constitue pas une valeur humaine ?»

Pour sa part, M. Elie Hobeika, ancien chef de la milice chrétienne des Forces libanaises, devenu pro-syrien, a affirmé : «Toute manifestation de sympathie dirigée vers une composante quelconque du peuple libanais ne peut qu'encourager l'obstination de dirigeants obtus, qui utilisent les moyens les plus meurtriers pour préserver un système politique archaïque, cause de la guerre libanaise. Il est aisé de s'en prendre à la Syrie et d'occuper ainsi le problème libano-libanais».

Le Liban vit dans l'attente d'une déflagration que tout le monde prévoit, redoutée et souhaitée presque au même temps, tant l'heure des compromis semble aujourd'hui dépassée.

FRANÇOISE CHIPAUX.

La France a obtenu l'accord de Londres pour la convocation du Conseil de sécurité

Alors que les deux navires — dont un bâtiment de soutien de santé de la marine nationale, la *Rance* — envoyés par la France au Liban dans le cadre d'un «plan d'aide humanitaire d'urgence» (parallèlement aux actions menées par des organisations caritatives non gouvernementales) quittaient Toulon et Marseille, M. Roland Dumas a exprimé, vendredi 7 avril, l'espoir que les autorités «internationales et locales» permettront à la mission humanitaire lancée par Paris d'accomplir sa tâche. «J'espère, a déclaré le ministre à l'AFP, que tout se passera bien, et que les autorités internationales et locales permettront à tous ces gens qui se sont mobilisés de mener leur mission strictement humanitaire qui s'adresse à l'ensemble des Libanais sans distinction politique ou confessionnelle».

Sur le plan politique, Paris va s'attacher, indique-t-on de source diplomatique française, «à remettre en route la procédure» de convocation du Conseil de sécurité de l'ONU, la France ayant saisi cet organisme pour la première fois en septembre dernier et «cette demande étant toujours d'actualité». Les consultations à l'ONU ont, d'ailleurs, été engagées dès la semaine dernière par les Français. Le gouvernement a déjà l'accord de la Grande-Bretagne et elle a, du côté soviétique, «un bon son de cloche». A la demande de M. Mitterrand, un message a été transmis à M. Margaret Thatcher lui demandant de solliciter l'intervention de M. Gorbatchev auprès de la Syrie. Une mission que le premier ministre britannique a immédiatement acceptée. Paris a, en revanche, été surpris du

silence des Américains. M. Dumas, précise-t-on de même source, devrait évoquer la question libanaise lundi à Washington, où il doit rencontrer le président George Bush et le secrétaire d'Etat, M. James Baker.

A Washington, le département d'Etat a soigneusement évité de citer nommément la Syrie, dans un appel, vendredi, à «toutes les parties étrangères et libanaises à respecter l'appel de la Ligue arabe pour un cessez-le-feu immédiat et la fin de tous les blocus, terrestres, maritimes et aériens».

Exerçant actuellement la présidence de la CEE et chargée de prendre contact avec la Syrie en vue de l'envoi d'une mission européenne à Damas (le Monde du 8 avril), l'Espagne s'est, à son tour, manifestée publiquement vendredi en appelant à un cessez-le-feu et en appuyant «la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Liban, libre de la présence de toute force non libanaise» ainsi que «les efforts de médiation du comité des Six (sur le Liban) de la Ligue arabe».

Pour sa part, la Commission européenne a décidé, «compte tenu des conséquences dramatiques des combats pour les populations», une aide immédiate de 1,5 million d'ECU (1). Nouveaux combats de médicaments, de matériel médical, de couvertures et du financement de frais d'hospitalisation, cette aide de première nécessité, souligne la Commission, sera distribuée, «sans aucune discrimination, aux populations victimes des événements actuels».

(1) 1 ECU = environ 7 francs.

M. Arafat juge «déplacées» les propositions de M. Shamir

«Propos déplacés» : c'est en ces termes que M. Yasser Arafat a rejeté, vendredi 7 avril, la proposition faite la veille à Washington par le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, d'élections dans les territoires occupés subordonnées à l'arrêt du soulèvement palestinien (le Monde du 8 avril). En visite au Congo, le chef de l'OLP a réaffirmé que, «jusqu'à la victoire finale, le soulèvement des populations de Gaza et de Cisjordanie se poursuivra par l'intifada, pierre symbolique avec laquelle le David palestinien terrassera le géant Goliath israélien».

Dans les territoires occupés, les premières réactions palestiniennes aux propositions de M. Shamir ont été également négatives. Pour l'éditorialiste du quotidien de Jérusalem, *El Qods*, le premier ministre israélien «tente de ressusciter des idées mortes : Camp David et les élections. Mais le peuple palestinien, quant à lui, rejette l'idée

d'élections se déroulant sous occupation». De son côté, M. Radouan Abou Ayache, président de l'union des journalistes arabes, ne se montre pas opposé au principe d'élections, qui constituent un «processus démocratique», mais rejette les élections «telles que M. Shamir les propose, c'est-à-dire pour mettre l'OLP sur la touche (dans les territoires occupés) et surtout dans l'incertitude complète de ce qui se passera avant et après ces élections».

Réaction négative enfin à Moscou, où un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a estimé que la tenue d'élections selon le processus défini par M. Shamir à Washington était une «tentative pour écarter l'OLP» et constituerait «une grave erreur». Le porte-parole soviétique a, en outre, estimé qu'il n'y avait «aucun aspect nouveau» dans «l'approche américaine» du problème du Proche-Orient. — (AFP, AP.)

Des manifestants venus de Cisjordanie et de Gaza sont à l'origine des incidents de Jérusalem

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Est-ce le contexte politique — la visite à Washington du premier ministre Itzhak Shamir — qui explique cette brusque explosion de violence sur l'esplanade des grandes mosquées Al Aqsa et Omar, à Jérusalem ? Pour le premier vendredi de la fête du ramadan, une foule de quelque 20 000 fidèles occupent cette esplanade que les Israéliens appellent le «Mont du Temple».

Lieu saint à la fois pour les musulmans et les juifs situés à proximité du vestige du Temple (le mur occidental ou Mur des lamentations), l'esplanade des mosquées avait été, dans les premières semaines de l'intifada, le théâtre de plusieurs «vendredis chauds». Depuis des mois cependant, la sortie des mosquées se déroulait dans le calme. Les autorités israéliennes croyaient avoir établi un nouveau *modus vivendi* avec le waqf, l'autorité religieuse qui gère en fait cette enclave musulmane à Jérusalem-Est.

Mais vendredi, les choses ont mal tourné. Après les prières, alors qu'une grande partie de la foule s'était déjà dispersée, plusieurs centaines de jeunes manifestants se sont regroupés en cortège. Ils ont brandi des drapeaux palestiniens, déchiré des drapeaux israéliens et se sont mis à bombarder les policiers de pierres.

Une véritable pluie de projectiles a également atteint le toit du bâtiment sur lequel prennent place, chaque vendredi, les journalistes qui assistent à la sortie de la mosquée El Aqsa. Un cameraman a été légè-

ment blessé au visage. La police est alors intervenue en faisant grand usage de gaz lacrymogènes, et de balles en caoutchouc mais sans pénétrer dans les mosquées. Le bilan officiel publié par les autorités israéliennes fait état de onze blessés, trois Palestiniens cinq policiers et trois Israéliens qui priaient au Mur des lamentations.

Militants islamistes

Pendant les incidents qui ont duré une heure environ, les manifestants palestiniens ont en effet lancé des pierres qui ont atteint le Mur situé sous l'esplanade des mosquées. Les fidèles ont dû s'abriter pour échapper à ces projectiles, et l'esplanade du Mur était jonchée de pierres.

Ces événements ont provoqué une très vive réaction du maire de Jérusalem, M. Teddy Kollek : «Les temps sont révolus et il est dit, où les juifs ne pouvaient pas prier au mur occidental. Nous ferons tout pour assurer la liberté de culte et de prière sur le Mont du Temple». La police, elle, met essentiellement en cause les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Après les affrontements, elle a arrêté trente-sept manifestants, la plupart originaires des territoires. Parmi eux, il y avait plusieurs militants du mouvement islamiste Hamas de Gaza. Et le chef de la police de Jérusalem a laissé entendre que, comme cela avait déjà été le cas par le passé, les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza ne seraient plus autorisés à l'avenir à se rendre le vendredi à Jérusalem pour assister aux prières à la mosquée d'Al Aqsa. — (Interim.)

IRAN

Le limogeage de l'ayatollah Montazeri aurait provoqué des troubles

Il semble que l'éviction de l'ayatollah Hossein Ali Montazeri, exécuté le 28 mars par l'imam Khomeiny de sa succession (le Monde du 30 mars) n'ait pas été facilement acceptée par certains partisans de l'ex-dauphin du guide de la révolution — et ait même donné lieu à des troubles dans la ville natale de l'ayatollah évincé, Najafabad, à quelque 300 kilomètres au sud de Téhéran.

L'agence officielle IRNA a, en effet, cité, vendredi 7 avril, une lettre de l'ayatollah Montazeri aux habitants de Najafabad leur demandant de s'opposer à «toute action contre la République islamique qui pourrait être menée en son nom». Or le principal groupe d'opposition armée au régime de l'imam, les Moudjahidine du peuple de M. Massoud Radjavi (basé en Irak), a fait

état, de heurts, depuis dimanche dernier à Najafabad, entre les forces de l'ordre et des manifestants protestant contre le limogeage de l'ayatollah Montazeri. Selon les Moudjahidine du peuple, ces affrontements auraient fait des victimes de part et d'autre, tandis que des bâtiments publics étaient incendiés. Le couvre-feu aurait été instauré dans la ville, où le régime a dû dépêcher des renforts de gardiens de la révolution (*pasdaran*).

En l'absence de toute indication complémentaire — et notamment officielle — sur ces événements, l'agence UPI cite un habitant de Téhéran selon lequel de maigres informations sur des troubles à Najafabad sont parvenues jusqu'à la capitale, sans toutefois donner de détails. — (AP, UPI.)

TÉMOIGNAGE

Il y a dix ans l'assassinat d'Hassan Pakravan

M. Freidoune Sahebjam, écrivain iranien, membre du Pen-Club, nous a adressé le texte suivant :

Il y a dix ans, le 10 avril 1979, était assassiné dans son cabinet de Téhéran Hassan Pakravan, ancien ministre, ancien ambassadeur, ancien directeur de la sécurité d'Etat.

Francophone et francophile, cet homme de cœur et d'esprit n'avait que des amis en Occident, où il avait étudié et maintes fois représenté son pays. La France était sa seconde patrie, et Paris une ville qui n'avait plus de secrets pour lui.

Général de corps d'armée, il avait en la rude charge, entre 1961 et 1965, de diriger la trop célèbre SAVAK, police politique impériale, dont les excès furent vivement dénoncés dans les années 70. Ce furent ses services qui eurent pour mission d'arrêter en juin 1965 un ayatollah inconnu du grand public et qui lutta avec force contre les réformes du gouvernement (égalité des sexes, lutte contre l'illettrisme, juges anti-islamiques : Rouhollah Khomeiny. Des émeutes, provoquées par le futur maître de l'Iran, firent plus de mille morts dans tout le pays. L'ayatollah de Qom rejetait la monogamie, l'enseignement pour tous, la remise des grandes propriétés foncières — dont celles du clergé — aux moins riches, etc.

Jugé, incarcéré, puis condamné à mort, Khomeiny trouva un avocat de choix pour plaider sa cause auprès du chah : Hassan Pakravan en personne, qui persuada le souverain que le prélat mort serait pour l'Iran plus dangereux que vivant. Corraire pour Mossadegh dix ans auparavant sa peine fut commuée en exil et Khomeiny fut expédié dans un premier temps en Turquie, puis en Irak.

Dès son retour en Iran, le 1^{er} février 1979, le «saint homme» fut arrêté et jeté en prison tous les dignitaires de l'ancien régime, dont le général Pakravan, l'homme auquel il devait la vie. Soixante-dix jours durant, privé de soins et de médicaments, l'ancien homme d'Etat subit les pires humiliations et vexations et fut la vedette contre son gré d'une parodie de procès. Pendant ce temps, Ahmad Khomeiny promettait au fil de Pakravan la vie sauve pour son père.

Le 10 avril, en pleine nuit, il fut extrait de sa cellule et conduit au poteau d'exécution. Quand le corps de son père fut rendu à Karim Pakravan, Ahmad Khomeiny eut cette phrase terrible : «Il était pour nous plus dangereux vivant que mort».

Interdiction fut faite aux cimetières traditionnels d'accepter le corps du martyr, qui n'avait pas le droit à une sépulture décente. Pendant trois jours et trois nuits, le fils promena le corps de son père de village en bourgade, à la recherche d'un lieu d'enterrement. Finalement, loin des yeux indiscrets, aux portes du désert, sous un arbre, le fils ensevelit son père.

Directeur de la SAVAK pendant quatre ans, celui-ci avait interdit toute torture et humiliation des détenus. Ministre de l'Information, il avait aboli la censure. Ambassadeur, il avait permis à bon nombre d'exilés et d'opposés au chah de retrouver leur dignité et de rentrer au pays sans y être inquiétés.

Il y a dix ans, Hassan Pakravan a été assassiné au nom de Dieu clément et miséricordieux, comme le dit le premier verset du Coran, un verset généreux et humain que Khomeiny, depuis une décennie, a rendu satanique.

Amériques

L'exode des cerveaux argentins

(Suite de la première page.)

L'incertitude économique de ces dernières semaines, pendant lesquelles le dollar libre a plus que doublé sa valeur par rapport à l'austral, ne va certainement pas arranger les choses. Or, selon M. Milstein, ce qui empêche les jeunes intellectuels de revenir au pays, c'est précisément cette incertitude économique qui les fait douter des possibilités qu'ils ont de pouvoir vraiment travailler ici. «La perte des cerveaux est insupportable, estime M. Milstein. Vouloir la chiffrer ce serait comme tenter de mesurer la différence entre l'Argentine et l'Australie. Quand j'étais petit, l'Argentine, l'Australie et le Canada étaient plus ou moins au même niveau technologique et économique. Regardez où nous en sommes aujourd'hui».

Certains intellectuels ont trouvé le moyen de collaborer avec leur pays d'origine sans perdre leur poste à l'étranger, comme le docteur Norma Sanchez, physicienne au Centre national de recherche scientifique de France, qui revient régulièrement depuis quelques années pour donner des conférences ou diriger des travaux de recherche. Elle a quitté

l'Argentine en 1976 «parce que les personnes les plus capables de l'observatoire de La Plata ont été déclarées non indispensables. A l'observatoire de Paris-Meudon on m'a donné du travail». Sans rancune aujourd'hui elle pense qu'il faut changer cette idée qu'il faut changer cette idée qu'il faut changer cette idée qu'il faut absolument trouver des solutions pour ceux qui sont restés en Argentine ne partent pas».

Frénésie

Mais la frénésie de l'émigration touche tous les secteurs depuis plusieurs années et particulièrement en cette période pré-électorale. Face à une possible victoire péroniste aux présidentielles du mois de mai, nombreux sont ceux qui annoncent d'ores et déjà, leur intention de fuir le pays. «Si gana patilla, me voy» (1). «Si Menem gagne, je m'en vais», entend-on répéter et les ambassades sont prises d'assaut. Elles reçoivent tant de demandes d'émigration que celle d'Australie, submergée, a opté pour donner des explications de groupe tous les jours à 11 heures.

Ceux qui ont la chance d'avoir des ancêtres italiens sont sauvés. Il leur suffit de récupérer leur nationalité d'origine, ce qui ne leur coûte qu'une démarche administrative, pour avoir le droit d'émigrer. Mais ils sont si nombreux à remplir cette condition (sept millions) que l'ambassade a limité les jours d'ouverture au public. Les files d'attente sont phénoménales. Malgré l'organisation scientifique des «queues» avec des numéros d'ordre et des systèmes de relève par les membres des familles, chaque candidat doit au moins attendre une journée entière pour obtenir le précieux papier.

Le Japon aussi ouvre ses portes, mais pour d'autres raisons. Conséquence du fulgurant développement économique du pays, il est des travaux que les Japonais se refusent à effectuer, certains services par exemple. Le gouvernement a donc lancé une campagne destinée aux Japonais vivant à l'étranger et à leurs descendants. Il s'agit de contrats d'un ou deux ans qui leur garantissent le gîte et le couvert, ainsi qu'une économie nette de 1 000 dollars par mois.

A Buenos-Aires, nombreux sont les ténentaires (profession typiquement japonaise en Argentine) qui abandonnent femme et enfants, en leur confiant tout de même la garde du commerce, et qui économisent ainsi en un an ce qui leur demanderait des lustres de travail ici.

Le département d'Etat américain a mis en place un programme

d'attribution de visas «de durée illimitée», au moyen d'un tirage au sort entre toutes les lettres envoyées par les postulants de cent soixante-deux pays (voir encadré). Depuis l'annonce de cette décision, l'ambassade de Buenos-Aires est assaillie tous les jours par quelque trois cents candidats.

«Etant donné la situation que nous vivons, je ne vois pas comment il pourrait en être autrement», déclare Graciela, une étudiante de dix-neuf ans. Quand tu crois que le fond a été touché, tu te rends compte qu'il y avait encore pire. Et il ne s'agit pas seulement d'un changement politique, c'est les gens qu'il faudrait changer».

CATHERINE DERIVERY.

(1) Carlos Menem, candidat de l'opposition péroniste à l'élection présidentielle du 14 mai prochain est surnommé Patilla (roulaquette), en référence aux larges favoris qui ornent son visage.

● CANADA : prise d'otages en faveur des chrétiens du Liban. — L'auteur du détournement d'un autocar américain et de la prise en otages de ses passagers, qui sont restés six heures face au Parlement d'Ottawa avant d'être libérés, a agi pour attirer l'attention sur la situation des chrétiens du Liban, a indiqué, samedi 8 avril, la gendarmerie royale du Canada. Charles Yacoub, âgé de trente-six ans, est d'origine libanaise et a déclaré habiter à Montréal depuis 1976. — (AFP.)

Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites : MSI 184

Afrique

NAMIBIE : près de trois cents morts depuis le début des affrontements

L'Afrique du Sud affirme que le plan de paix est suspendu « de facto »

L'Afrique du Sud a fait savoir, vendredi 7 avril, qu'elle était prête à envoyer des renforts en Namibie pour arrêter les incursions des rebelles de la SWAPO dans le nord du pays. C'est le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. Botha, qui a lui-même prévenu le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, de la décision de Pretoria d'envoyer un contingent supplémentaire de soldats dans la région des combats. Une des principales raisons de ce renforcement, selon M. Botha, est la menace croissante que constituent les maquisards de la SWAPO à l'égard des fermiers blancs.

Reprenant les propos de M. Botha, M. Louis Pienaar, l'administrateur de la Namibie nommé par l'Afrique du Sud, a affirmé que le plan d'indépendance des Nations unies était suspendu de facto. Le calendrier qui prévoyait notamment des élections en novembre pourrait même être modifié, a assuré M. Pienaar. « Il est impossible d'envisager de telles élections dans les circonstances actuelles », a-t-il dit.

Vendredi, pour le septième jour consécutif, de violents combats ont opposé des rebelles de la SWAPO à des soldats des forces de sécurité. Au moins deux cent soixante et un maquisards et vingt-huit soldats ont été tués depuis le début des affrontements.

Plein appui à M. de Cuellar

Le Conseil de sécurité de l'ONU a apporté, vendredi soir 7 avril, son plein appui à M. Pérez de Cuellar, dans son plan visant à rétablir d'urgence le cessez-le-feu. Les quinze membres du Conseil ont estimé que « l'actuelle situation en Namibie continue de susciter de profondes préoccupations et nécessite des mesures urgentes afin de

parvenir à un cessez-le-feu et une normalisation [de la situation] ». Les membres du Conseil de sécurité, ajoute la déclaration lue par le président, l'ambassadeur soviétique Alexandre Belonogov, soutiennent totalement les efforts du secrétaire général à cet égard. Le Conseil se déclare également « déterminé à tout faire pour que le plan des Nations unies pour la Namibie puisse totalement s'appliquer et pour accélérer dans cette perspective le déploiement de la composante militaire du GANUPT [force de l'ONU] dans le territoire ».

Cette réunion précédée de quelques heures celle qui tiendront, à Windhoek, les membres de la commission de contrôle des accords de paix conclus en décembre dernier entre l'Angola, l'Afrique du Sud et Cuba. Les Etats-Unis qui seront représentés par M. Chester Crocker, l'ancien secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, et l'Union soviétique auront, à cette réunion, un statut d'observateur.

Selon des sources informées, l'ONU prévoit de rétablir le cessez-le-feu en accélérant le déploiement des forces de l'ONU, vers lesquelles les guerilleros de la SWAPO se dirigent pour être regroupés et désarmés, les forces sud-africaines regagnant alors leurs cantonnements.

L'URSS qui a lancé un appel au cessez-le-feu immédiat a proposé de transporter par air le bataillon des « casques bleus » kenyans, fort de huit cent cinquante hommes. De son côté, Mgr Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, a déclaré au cours d'une conférence de presse que la violence doit cesser afin que les Namibiens « puissent choisir le gouvernement qu'ils souhaitent, dans des élections libres et justes, sans influence ni intimidation extérieures ». (AFP, AP.)

Asie

JAPON : le scandale Recruit

L'opposition réclame la démission de M. Takeshita

TOKYO de notre correspondant

Les dirigeants de l'opposition, à l'exception des communistes, réunis à Kyoto, vendredi 7 avril, ont demandé la démission immédiate du premier ministre Takeshita et la dissolution de l'Assemblée nationale. M. Takako Doi, présidente du Parti socialiste, premier parti d'opposition, et ses homologues du Komeito (parti bouddhiste), du Parti social démocrate et de la petite formation Shinshinren (Union sociale-démocrate) ont décidé la création d'un « comité de liaison » réunissant des dirigeants syndicaux, des intellectuels et des représentants des différentes couches sociales et destiné à constituer le cadre d'un rassemblement des forces d'opposition. M. Doi a déclaré que le Japon était arrivé à « un moment historique » de sa vie politique.

Le premier ministre Takeshita est dans une position de plus en plus délicate : les révélations, publiées vendredi soir par la presse, sur de nouvelles donations que lui aurait faites Recruit (la société qui est au centre d'un scandale politico-boursier de plus en plus dévastateur pour la majorité libérale-démocrate) n'ont fait qu'accroître les pressions

pour qu'il démissionne. M. Takeshita aurait reçu 25 millions de yens en fonds politiques en 1986 : ce qui porte à 100 millions le total connu à ce jour des sommes versées entre 1986 et 1987 au premier ministre par Recruit. Deux autres versements, respectivement de 20 millions et de 30 millions de yens, avaient été révélés ces derniers jours auxquels s'ajoutent les 24 millions encaissés à titre de bénéfices grâce aux transactions sur la vente des actions Recruit-Cosmos.

Au sein du Parti libéral-démocrate s'est formé un groupe d'une quarantaine de jeunes parlementaires (dont certains appartiennent à son aile droite) demandant la démission des hommes politiques de la majorité mêlés au scandale. Le premier ministre a annoncé qu'il ferait une déclaration lundi devant la Diète sur ses liens avec le groupe Recruit.

Au cours de leur réunion de Kyoto, les partis d'opposition ont réaffirmé leur détermination de bloquer le vote du budget 1989 tant que l'ancien premier ministre Nakasone, qui apparaît comme une figure clé dans le scandale Recruit, ne serait pas venu s'expliquer devant les parlementaires.

PHILIPPE PONS.

● **CORÉE DU SUD** : un étudiant s'immole par le feu. — Un étudiant est décédé, le samedi 8 avril, à l'hôpital, après s'être arrosé d'essence et y avoir mis le feu, le veille, à l'université de Séoul, en dénonçant « la dictature » et « l'impérialisme américain », a indiqué la police. — (Reuters.)

● **SRI-LANKA** : vingt-huit soldats indiens tués. — Deux attaques menées par des groupes séparatistes ont fait vingt-huit morts parmi les soldats indiens et onze autres tués, jeudi 6 avril, dans le nord de l'île. Des nationalistes cinghalais ont par ailleurs fait exploser deux mines, vendredi, dans le sud du pays, tuant dix policiers et un civil. — (AFP.)

● **CHINE** : appel en faveur du dissident Wei Jingsheng. — A l'initiative de la Ligue des droits de l'homme, plus de trois cents personnalités françaises se sont jointes aux dix-huit Prix Nobel qui ont demandé, fin mars, la libération du dissident Wei Jingsheng, à l'occasion du dixième anniversaire de son arrestation. — (Le Monde du 30 mars.)

● **AFGHANISTAN** : Moscou et Kaboul condamnent la nomination d'un envoyé américain. — Le gouvernement afghan a qualifié, vendredi 7 avril, de « provocation » la décision de M. George Bush

d'envoyer un représentant après de la résistance (le Monde du 8 avril), tandis qu'à Moscou, un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a déclaré qu'il s'agissait d'une nouvelle expression d'attitude inamicale. — (AFP.)

● **VIETNAM** : l'archevêque Nguyen Van Thuan repart par le pape. — Jean-Paul II a repart, vendredi 7 avril, Mgr François-Xavier Nguyen Van Thuan, archevêque coadjuteur de Ho-Chi-Minh-Ville, libéré en novembre dernier par les autorités vietnamiennes, après treize ans de détention sans procès. « Il semble qu'il lui sera permis de rentrer au Vietnam », le gouvernement de Hanoi lui ayant accordé l'autorisation de quitter le pays « dans le cadre de la nouvelle politique d'ouverture », a affirmé Radio-Vatican. — (AFP.)

● **TAIWAN** : un opposant tué dans une explosion. — M. Cheng Nan-jung, propriétaire d'un hebdomadaire qui soutient le Parti progressiste démocratique (opposition) est mort, vendredi 7 avril, dans l'explosion de bombes incendiaires, à son domicile, alors que deux cents policiers tentaient de l'arrêter. Selon la police, M. Cheng a lui-même fait exploser les bombes, version contestée par les amis de la victime. — (AFP.)

DAKAR De notre envoyé spécial

A 180 kilomètres à l'est de Dakar, avant Touba, la brousse se peuple soudain de hautes structures en béton : « Là, avec son minaret entouré des pavillons des facultés, c'est notre future université islamique », prévient pour deux mille inscrites, explique fièrement un jeune « talibé » (de l'arabe *talib*, « étudiant »), c'est-à-dire un adepte de la confrérie mouride, dont Touba est le siège (il existe au moins cinq grandes confréries musulmanes sunnites au Sénégal, au premier rang desquelles la tidjane et la mouride). Dans Touba même, va bon vent, avec l'aide du Maroc, l'extension de la grande mosquée, érigée à partir de 1927 et qui se flattrait déjà, avant la décolonisation, d'être « le plus vaste sanctuaire d'Afrique Occidentale française ».

Les cinq minarets, dont l'un, haut de près de 100 mètres, représentent à la fois les cinq invocations quotidiennes et les cinq piliers de l'islam : profession de foi, prière, jeûne de Ramadan, aumône annuelle, pèlerinage à La Mecque. Toutefois, la doctrine mouride laisse entendre que « un pèlerinage bien fait à Touba vaut celui de La Mecque ». Peut-être est-ce pour cela que la petite ville constitue depuis quelque temps, au sein de l'Etat laïc du Sénégal, « une enclave où sont prohibés l'alcool, les cigarettes et le cinéma ».

Le chef actuel des mourides, le calife général Abdou Lahat, patriarche régnant benoûtement depuis vingt ans sur plus d'un million de fidèles qui cotisent à une confrérie fondée par son père, le cheikh mystique noir Ahmadou Bamba (1850-1927), — symbolisant jusqu'à récemment cet islam sénégalais, paisiblement répandu à la faveur de la paix guillica dans une contrée où, vers 1930, certains villages « brûlaient encore, après son passage, le tabac ou s'étaient assis le voyageur musulman » (1). Brûlerait-on un jour la chaire du visiteur « infidèle » ? La question vaut la peine d'être posée, et elle est déjà posée à Dakar par des francs-maçons ou de simples laïcs dont les idées sont pourrues sans relâche dans les organes islamistes locaux par des chrétiens à qui on a fait sentir qu'ils sont ultraminoritaires (environ 5 % des sept millions de Sénégalais).

L'image d'un islam avant tout africain — acceptant francophonie et laïcité, soutenant le très catholique Léopold Sédar Senghor puis « pardonnant » à son successeur, le musulman tidjane Abdou Diouf, ses écrits de jeunesse critiquant l'obscurantisme — confrérie — est en train de se briser dans un pays où, pourtant, rares sont les musulmans non affiliés à une de ces confréries longtemps présentées comme « la meilleure garantie contre l'intégrisme ».

Le calife tidjane

Le code de la famille de 1972, rebaptisé par moquerie « code de la femme », est de plus en plus ouvertement contesté et aussi violé. La télévision nationale avait dû interdire, en 1983, un débat au cours duquel un célèbre cardiologue dakarais, le docteur Daouda Diouf, décrivait la laïcité « comme la liberté de se prostituer, de se suicider, d'avorter, de se droguer, d'être homosexuel... ». Mais depuis lors le médecin et beaucoup d'autres Sénégalais tiennent ce discours dans des journaux ou des mosquées.

En 1985, ce fut l'annulation d'une visite du pape Jean-Paul II (récupérée alors par le roi du Maroc). El Hadj Abdoulaziz, calife général de la confrérie tidjane (créditée de quelque deux millions de cotisants) ayant menacé d'aller se coucher avec des milliers de ses fidèles sur le terrain d'atterrissage (2). Plus récemment, le même dignitaire, toujours sur la brèche malgré son âge (il est né en 1904), a obtenu la fermeture de l'unique chapelle construite par les catholiques vivant dans sa « ville sainte » de Tivaouane, à 90 kilomètres au nord-est de Dakar.

Au sein de l'opposition politique légale, de l'ancien chef du gouvernement Mamadou Dia au rival libéral du président Diouf, M. Abdoulaye Wade, c'est désormais à qui rappellera qu'il « accomplit ses cinq prières quotidiennes », ce dernier n'hésitant pas à prédire que « l'avenir appartient sans doute à celui qui interprétera le mieux la religion ».

Pas une seule des nombreuses publications dakaraises, même les feuilles satiriques, n'a osé critiquer l'interdiction, par le gouvernement, du livre de Salman Rushdie ni l'adhésion du calife tidjane à la ferveur (avis) de l'imam Khayrallah préconisant la mort pour l'auteur des Versets sataniques.

M. Abdou Diouf marche sur des œufs, un œil fixé sur ses bailleurs de

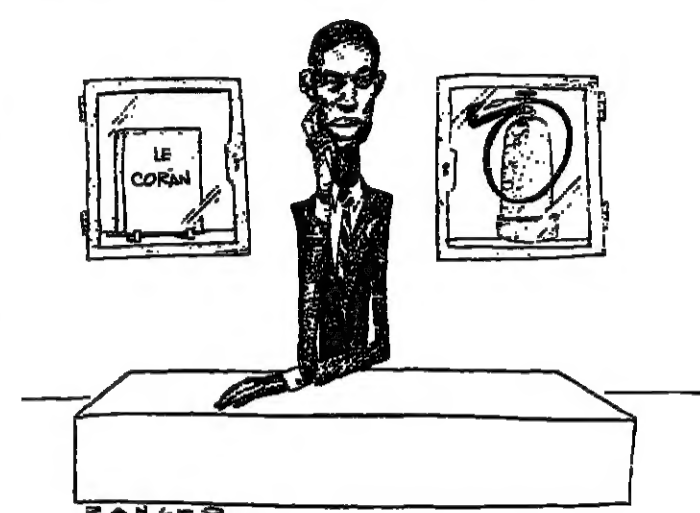
fonds occidentaux, attentifs à l'idéal de démocratie parlementaire du régime sénégalais, et l'autre sur les commanditaires aussi et devraient, en 1991, au sommet de Dakar, l'être président de la Conférence islamique mondiale.

En février, il avait accepté d'inaugurer dans la capitale un colloque international sur la jeunesse musulmane (deux mille délégués de vingt-trois nations) organisé par l'Association des monarchies (les « éclairés »), créée en 1984 par un petit-neveu du calife tidjane.

Accueilli par des milliers de jeunes gens des deux sexes tous vêtus de blanc, le chef de l'Etat a vu son allusion — en français — à la laïcité tomber dans un silence glacial, tandis que l'enthousiasme allait se déchaîner en faveur des orateurs demandant — en arabe — « l'éduca-

tion religieuse dans les écoles publiques » ou « le retour de la loi islamique ».

Aussi M. Diouf était-il représenté que par un fonctionnaire lors du rassemblement groupant en mars à la grande mosquée de Dakar, en présence du calife tidjane, plusieurs milliers de musulmans venus conspuer le nom « maudit et infâme » de Rushdie et réclamer l'interdiction, au Sénégal, de titres français comme le *Figaro*, l'*Express* ou l'*Evénement* du jeudi ayant publié des extraits des Versets sataniques.



tion religieuse dans les écoles publiques » ou « le retour de la loi islamique ».

Aussi M. Diouf était-il représenté que par un fonctionnaire lors du rassemblement groupant en mars à la grande mosquée de Dakar, en présence du calife tidjane, plusieurs milliers de musulmans venus conspuer le nom « maudit et infâme » de Rushdie et réclamer l'interdiction, au Sénégal, de titres français comme le *Figaro*, l'*Express* ou l'*Evénement* du jeudi ayant publié des extraits des Versets sataniques.

— Mali : 6881 000 habitants, 4679 000 musulmans (68 %).
— Sénégal : 5 862 000 habitants, 5 041 000 musulmans (86 %).
— En Afrique de l'Ouest, la principale communauté musulmane est celle du Nigeria : environ 40 millions sur une population totale de 87 millions. (Chiffres de 1984.)

Si les mourides hésitent encore à s'y résoudre, les tidjanes, ayant senti le vent tourner, essaient déjà de jouer à la fois sur le plan gouvernemental (« l'Etat nous protège ») et sur la tendance islamiste (« le Sénégal est musulman ! »), afin de ne pas être doublés sur ce dernier point par les nombreuses associations culturelles non confrériques, volontiers maximalistes formées par des arabes, de retour d'études au Maghreb, en Egypte, en Arabie saoudite.

Ce pays, souvent par des canaux privés, donc difficilement chiffrables, ou à travers la Ligue islamique mondiale, apporte une aide significative à ces associations ou à des personnes de leur mouvance pour l'ouverture de lieux de prière, d'écoles arabes, de points d'eau, de magasins, de bureaux... Le phénomène est encore plus évident dans le Mali voisin, où les confréries étant moins bien implantées, l'influence saoudienne a amené bon nombre de citoyens (on parle de plusieurs centaines de milliers sur 8 millions d'habitants) à la doctrine sunnite wahabite qui est celle du régime saoudien et qui n'a rien perdu de sa vigueur intégriste depuis sa naissance en Arabie au dix-huitième siècle.

Si, au Sénégal, les différents établissements d'obédience islamique ne scolarisent encore que moins de 10 % des quelque 700 000 écoliers et lycéens, au Mali, selon un rapport rédigé pour le gouvernement par des experts musulmans, il existait en 1983 dans le pays près de 2 000 écoles coraniques et medersas (3) groupant 128 000 élèves. La conclusion du rapport était que « l'administration (devait) intégrer immédiatement ces établissements dispensant un enseignement moyenné ».

L'Etat, qui se proclame laïque, n'est pas intervenu et aujourd'hui

environ 35 % des 380 000 enfants maliens scolarisés le seraient dans le système arabo-islamique. El Hadj Omar Ly, ancien administrateur de la France d'outre-mer, et président de l'Association malienne pour l'unité et le progrès de l'islam (AMUPI), se félicite de « la croissance explosive des medersas » et du fait qu'« on ne puisse plus trouver aujourd'hui d'antimodistes au Mali » — cette dernière affirmation étant au reste contredite par tous les observateurs.

Commerçants wahabites

L'AMUPI avait été créée en 1980, à l'inspiration du gouvernement, pour servir de rempart contre l'intégrisme, mais les néo-wahabites occupent aujourd'hui 8 des 20 sièges du conseil de l'associa-

L'influence wahabite n'est pas forcément irrésistible : on l'a bien vu en Mauritanie, où l'Etat, quoique islamique, a renoncé aux ablations publiques de la main des voleurs.

« Ce châtiment, convenait un ministre mauritanien, ne peut d'ailleurs être appliqué que dans une situation de justice sociale parfaite où le voleur n'a pas de circonstances atténuantes. » Pour ne pas trop braquer ses commanditaires saoudiens, Nouakchott a ensuite proscrit l'alcool...

On ne jurerait pas qu'il n'y a pas eu le même désir de piéce à Ryad de la récente décision de Bamako de faire brûler, dans la province de Sikasso, 800 exemplaires, d'un ouvrage édité sur place, les *Voies du message*, écrit en bambara par deux missionnaires protestants américains pour critiquer l'islam mais aussi le catholicisme et le fétichisme.

Un prêtre du Tchad estime que, « chez les catholiques, ce n'est plus le temps des missions mais plutôt celui de la démission ». Carrément optimiste est, en revanche, le cheikh Ahmed Niasse, jeune prédicateur musulman sénégalais, naguère surnommé « l'ayatollah de Kaolack », et qui s'est assis en installant près de Dakar, avec le concours d'une dizaine de nations musulmanes, au premier rang desquelles la Turquie, un institut islamique d'agriculture : « La chance de l'islam, aujourd'hui en Afrique et ailleurs, c'est qu'il a un projet mondial. L'Europe, de par sa tolérance même, ne peut pas se fermer à ce projet. Le Sénégal, avec son sens du dialogue, est particulièrement bien placé pour jouer un rôle original de pionnier dans la marche actuelle de l'islam. »

Autodafé au Mali

Pour illustrer ses propos, le prédicateur-agronome énonce une position inédite dans l'affaire Rushdie : « J'ai lu les Versets sataniques, je n'y ai pas reconnu du tout la figure parfaite du Prophète. Les musulmans qui ont cru la reconnaissance dans le personnage s'il inventé par le romancier doivent faire pénitence pour que Dieu leur pardonne une bêtise qui en dit peut-être long sur leur subconscient (...) ». Il fallait y penser. L'ijtihad — effort d'interprétation des textes musulmans — renait-il en Afrique noire ?

Le poids de la spécificité africaine, l'attachement à la laïcité musulmane, l'influence sociale des femmes (au Mali, certaines refusent l'enfermement wahabite), peuvent contrebalancer le phénomène islamiste au sud du Sahara. Quant à la France, il est clair que, politiquement et culturellement, elle a de la peine à tenir compte de plus en plus d'une présence arabo-islamique en Afrique, d'autant plus délicate à appréhender que, le plus souvent elle est le fait de puissances en principe alliées de l'Occident, comme l'Arabie saoudite.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ.

- (1) Vincent-Mansour Monteil : *L'islam noir, une religion à la conquête de l'Afrique*, coll. « Egypte », Seuil, réédition mise à jour de 1980.
- (2) Morita Magassouba (journaliste sénégalais-né en 1950) : *L'islam au Sénégal : demain les mollahs ?*, Khartala, 1985 (le Monde du 25 janvier 1986).
- (3) Etablissement d'enseignement musulman à base religieuse.
- (4) B.P. 2043, Bamako, Mali.

Prochain article

L'islam du sous-continent indien

— Dans la série « L'islam en fièvre », le Monde a publié : « I. - Allah contre Satan » (4 avril) ; « II. - Egypte, Soudan, Arabie saoudite, Bahreïn » (5 avril) ; « III. - Irak, Syrie, Oman » (6 avril) ; « IV. - Israël et les territoires occupés » (7 avril) ; « V. - Maghreb : de la clandestinité au légalisme » (8 avril).

● **BENIN** : manifestation de lycéens à Porto-Novo. — Des heurts entre lycéens et forces de l'ordre se sont produits, jeudi 6 avril, à Porto-Novo, faisant plusieurs blessés.

● **SOUDAN** : discussions entre le gouvernement et les rebelles. — Des discussions « sérieuses » devaient s'ouvrir, samedi 8 avril, à Adin-Ababa entre des représentants du gouvernement soudanais et les rebelles sudistes de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA), a-t-on appris vendredi dans la capitale éthiopienne. Une délégation officielle soudanaise, composée de trois membres, est déjà sur place, a déclaré un de ses membres, M. Taisir Mohammed Ahmed Ali, qui a précisé qu'une rencontre préliminaire avait eu lieu jeudi. — (AFP.)

Jeudi 10 avril 1989

La situation en Corse

Le « protocole d'accord » proposé par les préfets relance la négociation

Les négociations entre les délégués syndicaux et les préfets de Corse-du-Sud et de Haute-Corse devaient reprendre, samedi matin 8 avril, à la préfecture de Bastia, sur la base du protocole d'accord soumis, la veille, aux représentants syndicaux de l'île par le gouvernement.

Ce protocole représente, a indiqué, vendredi soir, M. Jean-Claude Vespérini, syndicaliste de Force ouvrière, « une légère avancée, pour les syndicats, dans les négociations, mais il faudra toutefois l'appuyer de nombreuses fois pour qu'il devienne acceptable ».

BASTIA
de notre envoyée spéciale

Le long de la grille, des CRS tout pâles qui arrivent de Lille. Ils protègent les bureaux de fer de l'extérieur, mais les percussions commencent, en ce deuxième jour de conclave à la préfecture de Bastia, ne tentent que quelques gammes avec leurs pierres.

Dans les jardins de la préfecture, des syndicalistes assis sous un palmier. L'intersyndicale des fonctionnaires de Corse est un peu fatiguée par une nuit passée dans les fauteuils de la salle de réunion du rez-de-chaussée, et quelques coups de poing échangés avec les policiers. La base arrière vient de faire passer des sacs de couchage au-dessus de la grille pour une deuxième nuit, moins inconfortable.

Dehors, dedans, on attend. Personne, ni les préfets, qui négocient au nom du gouvernement, ni les syndicalistes, qui représentent une dizaine de milliers de fonctionnaires en grève, ne veulent prendre l'initiative de la rupture. Les premiers n'acceptent pas le principe d'une prime de transport variable selon la différence de prix entre la Corse et

An terme d'un entretien avec M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sur la question des licenciements économiques, vendredi après-midi à Paris, M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, a, pour sa part, affirmé que « le gouvernement devait faire encore un effort » dans la négociation qui s'est engagée à Bastia.

Se déclarant « inquiet de la tournure que prend le mouvement en prenant un caractère politique », ce qui risque de faire le jeu des « séparatistes », M. Blondel a indiqué que, « il ferait tout pour qu'il n'y ait

pas rupture ». « Un accord sérieux est, selon lui, possible » et « il serait intelligent, a-t-il ajouté, de conclure aujourd'hui ou demain afin d'éviter que les choses n'empirent ».

De son côté, M. Louis Vianet, numéro deux de la CGT, qui participait également à la table ronde autour de M. Soisson, a affirmé que « le gouvernement est en train de prendre les travailleurs corses en otage ». « Je n'ai aucune raison, a-t-il ajouté, d'être optimiste [sur l'issue des négociations] puisque les deux préfets campent, d'une façon hargneuse presque, sur les positions du gouvernement, refusant toute perspective de déblocage de la situation. »

Une subtilité : l'indexation de « l'évolution à donner au montant » de l'indemnité.

Il fallait en fait contourner le bloc de l'intersyndicale. Depuis le début des discussions, jeudi, la CGT, qui réclamait au départ une prime d'insularité de 1 000 F, avait réussi ce qu'un syndicaliste appelle « un joli coup » en venant sur les positions de la CFDT, favorable à une indemnité compensatrice de vie chère et évolutive en fonction des différences de prix. Le protocole proposé par Matignon va donc dans le sens souhaité par la CFDT. Vendredi soir, les syndicats réfractaires, possédant des questions au préfet, pesaient les mots avant de reprendre les discussions samedi.

Les négociations n'avaient pas été rompues. Les grilles n'avaient pas été martelées. Aucune grenade lacrymogène n'avait été lancée. La voiture sono de la CGT annonçant cependant que le match « corps » de samedi à Furiani, entre la police bastiaise et la direction de l'équipement, était ajourné à la demande du commissaire, « certains joueurs étant indisponibles ». Rétenu, samedi après-midi, devant les grilles de la préfecture de Bastia.

CORINE LESNES.

comme des grévistes de la faim s'installent en dernier recours pathétique devant un ministère. Vers 18 heures, Matignon finit par bouger. Une télécopie arrive à la préfecture de Bastia. Pas de chiffres (les syndicalistes ne veulent pas encore en discuter), mais une déclaration d'intention, des principes.

Une subtilité

En préambule, le texte de ce protocole d'accord parle avec délicatesse de la Corse, qui est une île, de sa spécificité et des problèmes particuliers de transports et de prix. Tous les mots, selon la préfecture, sont pesés. L'indemnité de transport, que M. Michel Durafour a proposée aux syndicats la semaine dernière, est rebaptisée « indemnité compensatrice de transport ». La prime reste forfaitaire, mais le gouvernement suggère une réévaluation dans les douze mois en fonction de trois critères, notamment « l'évolution des prix à la consommation » et « l'évolution comparée du coût de la vie entre la Corse et le continent ». Les pouvoirs publics, qui brandissent la menace de contagion sur le continent pour refuser l'indexation de la prime, ont trouvé

Un entretien avec le secrétaire du Syndicat des travailleurs corses

« Les gros sous nous intéressent moins que les réponses de fond »

Dans la grève actuelle un syndicat, le Syndicat des travailleurs corses (STC), c'est-à-dire le Syndicat des travailleurs corses, fait bande à part. Il ne participe pas volontairement aux discussions de Bastia entre les préfets et les délégués syndicaux de la fonction publique.

M. Bernard Trojani, secrétaire du STC, trente-quatre ans, yeux bleus, rougis par des veilles répétées et des concubines nocturnes avec ses troupes, nous reçoit au siège du syndicat, une cave qui sent le renfermé et l'humidité, dans une rue proche du palais de justice. Au mur, des photos de « martyrs de la cause corse », des caricatures féroces, des affiches d'homme en cage et armés et des slogans nationalistes, et ce pastiche de parodie : « Le Seigneur regarda son travail, cela lui plut beaucoup. Il demanda à voir son salaire, se retourna et se mit à pleurer. » Évangile selon saint STC.

AJACCIO
de notre envoyé spécial

« Quel sens donnez-vous au mouvement actuel ?

— Nous ne participons pas à la « mascarade » de Bastia car nous voulons une solution globale et des réponses structurelles. Traiter la question de la vie chère par des réponses spécifiques de prime ou d'indemnité, ce n'est pas l'essentiel. Nous voulons des réponses qui concernent tout le monde, tous les salariés et pas seulement les fonctionnaires. La vie chère, si je puis dire, elle est à tout le monde. Les salaires moyens dans le secteur privé, selon l'INSEE, sont de 25 % inférieurs à la moyenne nationale. Nous ne sommes pas d'accord pour discuter gros sous uniquement, mais d'accord pour participer aux tables rondes suggérées par Michel Rocard, si elles ont bien lieu.

— Mais vous faites des « coups », des occupations de locaux...

— Oui, dans des organismes par lesquels passent nécessairement les réponses aux questions fondamentales : chambre régionale des comptes, organisme qui s'occupe des aides sociales et des aides aux handicapés, compagnies maritimes dont nous demandons le rattachement des sièges sociaux de Marseille en Corse. Nous voulons faire la lumière sur les circuits de l'argent public. Il faut mettre l'Etat au pied du mur.

— Mais vous sortez du rôle d'un syndicat ?

— Le STC cherche toujours la jonction entre le mouvement syndical et le mouvement populaire.

— Dans quels secteurs le STC a-t-il des bastions ?

— Je n'aime pas le mot bastion. Nous avons des ramifications presque partout, chez les marins, dans les hôpitaux, l'agro-alimentaire, les chemins de fer par exemple. Nous venons de faire une percée dans le bâtiment et les travaux publics. Aujourd'hui, près de quatre ans après notre premier congrès consti-

tutif de l'été 1985 et après plusieurs années de répression politique, nous comptabilisons deux mille quatre cent quatre-vingts adhérents. Depuis le début du conflit, nous avons créé dix nouvelles sections syndicales.

— Comment définissez-vous les thèses nationalistes ?

— Il s'agit d'engager une bonne fois pour toutes la Corse sur le chemin du développement économique basé sur l'intérêt du peuple et la moralisation de la vie politique. La coalition Unita nationaliste, dont nous faisons partie, demande d'ailleurs l'organisation de nouvelles élections pour remplacer l'actuelle assemblée. Il faudra inévitablement une avancée institutionnelle et un statut protecteur pour la Corse dans la perspective de l'Europe de 1993. Nous avons chez nous des autonomistes et des indépendantistes mais à la limite peu importe. Ce que veulent les nationalistes, c'est qu'à l'avenir le peuple corse vive dignement.

— Qu'allez-vous faire lorsque vous achèverez votre mandat au STC ?

— Créer une entreprise dans la montagne autour du secteur agro-alimentaire, et sous forme de coopérative. Je sais bien que c'est risqué, le climatisme étant ce qu'il est. Mais tant pis, j'essaierai.

Propos recueillis par
FRANÇOIS GROSCHARD.

100 000 LIVRES
EN STOCK

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12

La réunion d'urgence du conseil national du RPR

MM. Chirac et Juppé cherchent à limiter les dégâts

Le conseil national du RPR, nouvelle dénomination du comité central, convoqué pour samedi après-midi 8 avril, à Paris, était appelé à allumer d'urgence un contre-feu pour tenter d'éteindre le brasier enflammé par les rénovateurs de l'opposition. La précipitation de cette convocation — initialement prévue pour le 20 avril — a été motivée par la résolution des jeunes élus de participer à une liste d'union dirigée par une autre personnalité que M. Giscard d'Estaing et, surtout, par le soutien public apporté par M^{me} Simone Veil, jeudi soir, à cette initiative. M. Chirac, qui a présidé à 19 h 30, ce jour-là, dans son bureau de l'Hôtel de Ville, une réunion avec MM. Balladur, Juppé et les présidents des groupes parlementaires, a ainsi arrêté la tactique de la direction du RPR que M. Juppé a été chargé de rendre publique.

Le maire de Paris avait reçu, jeudi soir à 19 heures, M. Michel Noir, qu'il avait chargé la veille d'une sorte d'ultime mission auprès des dirigeants du PR et du CDS pour trouver ensemble une autre formule de liste d'union. Le député de Lyon pensait que toutes les chances n'étaient pas perdues. Le conseil national du 8 avril, exceptionnellement ouvert à la presse, devait débiter par une déclaration de M. Chirac, suivie d'un rapport de M. Juppé sur l'ensemble des questions européennes et d'un débat auquel MM. Noir, Carignon et peut-être Séguin devaient participer. Les délégués devaient enfin voter à bulletin secret sur une ou plusieurs motions pour désigner le chef de file du RPR et fixer la procédure de choix des autres membres de la liste.

Les décisions ainsi arrêtées par la majorité deviendront alors la loi du parti, et ceux qui ne s'y conformeraient pas ne pourraient plus se prévaloir de l'appartenance au mouvement. On démentait qu'il soit question d'exclure qui que ce soit, tant que des attitudes irréversibles ne seraient pas adoptées, comme par exemple la présence effective sur une liste qui ne serait pas celle officiellement choisie par le mouvement. Cette interprétation explicite des propos de M. Juppé, vendredi matin à Antenne 2, lorsqu'il affirmait : « Ceux qui transgresseront la décision prise par le conseil national se mettront ipso facto et de leur fait hors du parti. » (L'exclusion formelle ne pourrait intervenir qu'au terme d'une lourde et longue procédure.) Aussitôt M. Michel Barnier, député RPR de Savoie et l'un des rénovateurs, avait indiqué : « On ne peut pas débattre si l'on menace d'exclure : ce n'est pas une méthode que celle de la menace quand on veut donner l'image d'un mouvement démocratique. »

L'argumentaire contre les rénovateurs

M. Juppé, explique-t-on, a voulu tout d'abord prendre en quelque sorte les rénovateurs au mot, c'est-à-dire au pied de la lettre de leur communiqué de la veille : l'union de l'opposition et le renouvellement de celle-ci qu'ils proposent, le RPR, comme son secrétaire général, en est également partisan : l'appel aux partis de l'opposition afin qu'ils « rendent possible cette grande ambition » est entendu puisqu'ils sont invités à venir débattre devant leurs propres formations.

Comment pourraient-ils, dès lors, sembler leur dire le RPR, refuser de discuter de tout cela avec leurs propres « compagnons ». Et puisque les rénovateurs ont toujours souhaité que la vie démocratique du RPR soit développée, ils pourront exprimer leurs préférences en votant à bulletin secret ! Accepteront-ils alors les choix de la majorité ?

Avant que ne s'ouvre le conseil national, on ne désespérait pas, au RPR, de circonscrire le sinistre en limitant les dégâts. On se demandait

combien seraient, en définitive, ceux qui franchiraient réellement le pas pour se placer en rébellion ouverte. On assurait qu'il y avait entre ces quadragénaires plus de motifs de concorde que de raisons de concurrence et que leurs ambitions concurrentes risquaient de freiner leurs velléités de solidarité.

On soulignait que les contacts avec MM. Noir et Carignon notamment étaient constants et qu'aucun n'avait prononcé de propos irréductibles. On reconnaissait que, sans doute, M. Giscard d'Estaing n'était peut-être pas une locomotive flamboyante, mais on rappelait qu'aucun novateur n'avait proposé officiellement d'autres noms pour le remplacer et que les composantes de l'UDF elles-mêmes n'avaient pas réussi à se mettre d'accord sur un chef de file unique.

On faisait remarquer que M^{me} Simone Veil n'avait qu'un an de moins que l'ancien chef de l'Etat et que les rénovateurs, qui comptent dans leurs rangs des jeunes grands-pères (M. Noir), n'étaient pas plus jeunes que les autres et qu'en somme l'âge n'avait rien à voir dans cette affaire. On confiait que si Alain Pompidou, fils de Georges Pompidou, qui n'est pas RPR, s'était rallié aux rénovateurs, c'était suite d'avoir obtenu du RPR la promesse « écrite » de figurer sur sa liste, mais on mettait en relief le soutien apporté à M. Juppé par trente-quatre jeunes députés appelant au « plus large rassemblement de l'opposition » (dont M^{me} Barzach, Alliot-Marie et MM. Godfrain et Sarkozy).

L'allergie à l'égard de M. Giscard d'Estaing est cependant réelle dans les rangs du RPR, tout comme d'ailleurs celle qui s'applique à M^{me} Veil. Pour éviter un débat, voire un débâcle sur ce thème, le critère retenu consistait à voter pour un principe, c'est-à-dire pour ou contre « le chef de file RPR qui figurera sur la liste dont la direction sera assurée par le candidat désigné par les instances de l'UDF » (1).

M. Juppé est d'ores et déjà prêt à accepter, sur le contingent RPR, la présence de rénovateurs qui souhaiteraient demeurer dans le giron de leur parti. Dans la conjoncture actuelle si mouvante, rien ne peut être définitivement acquis avant le dépôt officiel des listes, fin mai. Mais M. Juppé compte surtout souligner qu'il est décidé à poursuivre avec ces contestataires le rapprochement des idées, des structures et des hommes du RPR, tout en renforçant l'union de l'opposition. Réussira-t-il à la convaincre que leur ralliement à une autre liste entraverait l'union et affaiblirait l'opposition face au Parti socialiste ? Toute l'ambiguïté de cette crise politique qu'il secoue l'opposition ne vient-elle pas, en réalité, du fait que les uns et les autres parlent de l'union avec la même apparente conviction mais avec des arrière-pensées différentes.

ANDRÉ PASSERON.

Barre, dont il était l'un des plus proches lieutenants. « Pour la première fois, peut-être, j'ai pris le risque de lui dédire. Homme de parole — et on l'a vu tant pour la présidentielle qu'à Lyon, — homme de fidélité et de conviction, impénétrable aux aléas électoraux, il appartient à l'opposition, mais à une opposition ouverte, intelligente et constructive. Ma conviction — et elle légitime ma décision — est que sa stature est telle qu'elle lui garantit ma fidélité comme celle de tous ceux qui ont travaillé avec lui et qu'il sait regrouper au-delà des sensibilités politiques. »

M. Alain Pompidou soutient les rénovateurs de l'opposition. — M. Alain Pompidou, fils de l'ancien président de la République Georges Pompidou, a apporté, vendredi 7 avril, son soutien à l'initiative des rénovateurs de l'opposition en faveur de la constitution d'une liste de renouvellement aux européennes. « La prise de position rendue publique le 6 avril par douze députés de l'opposition, a ainsi déclaré M. Pompidou, constitue une initiative porteuse d'un grand espoir. « A la suite de réflexions menées au sein d'un groupe réunissant des industriels, des scientifiques et des responsables de la vie socio-économique, a-t-il ajouté, je fais confiance et je suis déterminé à apporter mon soutien actif aux personnalités ayant manifesté leur volonté d'un tel renouveau car je les sais à l'écoute des besoins des Français. »

Les nationalistes accentuent leur pression pour « moraliser la vie politique »

Les nationalistes corses continuent de diffuser les dossiers qu'ils ont photocopiés au début de la semaine, en occupant, à Bastia, la chambre régionale des comptes. Le premier dossier rendu public porte sur un détournement de fonds publics qui serait reproché à l'Assemblée régionale. Celle-ci a contesté la réalité et l'ampleur de ces accusations (le Monde du 7 avril). Au-delà de ce seul cas, c'est tout le problème du fonctionnement quotidien de l'île que veulent poser les nationalistes.

BASTIA
de notre correspondant

L'un des arguments mis en avant dans le communiqué publié par la présidence de la région, est que le seul problème soulevé par la chambre régionale des comptes « est d'ordre juridique en raison de l'absence de textes réglementaires ».

« Un système pourri ! »

De fait, les textes qui régissent le statut général de la fonction publique prévoient qu'« il appartient à l'Etat de définir le régime indemnitaire de la fonction publique », une réalité que les fonctionnaires travaillant en Corse connaissent bien depuis sept semaines. Une réalité qui n'autorise donc pas la région à verser des primes ou complémentaires de rémunérations, sauf à être qualifiés de « dépenses irrégulières », ce qui semble être le cas. Mais il est vrai qu'en Corse et hors de Corse, d'autres collectivités territoriales ont recours à des « associations-relais » pour payer à leurs agents des primes ou indemnités.

Les nationalistes, de leur côté, affirment ne pas vouloir se lancer dans une « chasse aux sorcières ».

mais veulent inciter les pouvoirs publics « à prendre résolument leurs responsabilités en matière de moralisation de la vie politique ». « Ce ne sont pas des hommes que nous dénonçons mais un système clanique, pourri jusqu'à la moelle », affirme M. Léo Battesti, élu régional du groupe A. concetta nazionalista.

M. Battesti affirme ne pas manquer d'exemples d'affaires instruites par la chambre régionale des comptes dans le domaine du social comme dans celui de la culture ou de l'économie. « Que doit-on dire, demande M. Battesti, de la CADEC, la Caisse de développement de la Corse, dont la vocation première est de favoriser l'installation d'entreprises de production en Corse ? Aujourd'hui, nous avons la preuve de son rôle spéculatif. La CADEC est associée à des villages de vacances, par exemple à Porto-Vecchio. Plus grave, elle a accordé des prêts à des supermarchés sur le continent ! »

Les nationalistes estiment qu'en distillant les révélations que peuvent contenir les rapports qu'ils ont photocopiés, ils accroîtront la pression de l'opinion insulaire, de plus en plus sensible au thème de la moralisation de la vie publique. Ainsi, rappellent-ils, ils sont à l'origine de l'interrogation actuelle sur l'utilisation de l'enveloppe continuée territoriale. Une façon, aussi, d'alerter le gouvernement sur l'ampleur des dossiers que les tables rondes proposées par Michel Rocard auront à soulever dans les semaines à venir.

« Nous voulons prouver, dit M. Battesti, que les dysfonctionnements de l'Etat sont patents, que nous sommes dans une société de non-droit... Il faut qu'en Corse morale et politique coïncident, sinon nous sommes tous perdus ! »

MICHEL CODACCIONI.

La Corse soigne ses agents

AJACCIO
de notre envoyé spécial

La polémique lancée par les nationalistes corses — après leur visite à la Chambre régionale des comptes — sur l'utilisation par l'Assemblée des fonds publics, conduit à s'interroger sur la structure du budget du conseil régional par rapport à celui des autres régions. La Corse consacre dans son budget une part très importante aux dépenses de fonctionnement par rapport au budget d'investissement. En 1988, la région de Corse, qui arrive de loin en tête, dépense 59 F par habitant en frais de per-

sonnel au lieu de 23 F dans le Nord-Pas-de-Calais, 6 F en Poitou-Charentes et 5 F en Rhône-Alpes.

La Corse consacre 8,3 % de son budget de fonctionnement à payer son personnel alors qu'en moyenne les autres régions n'y consacrent que 5 %.

Autre donnée qui peut faire réfléchir les nationalistes : quand les régions du continent et la Corse ensemble reçoivent de l'Etat, pour leur budget 1988, en transfert financier 174 F par habitant, la Corse touche, elle, 746 F, selon les statistiques du ministère de l'Intérieur.

F. Gr.

Politique

POINT DE VUE

Construire l'Europe autrement

par Philippe Herzog
Tête de liste du PCF
pour les européennes

UNE ambition pour l'Europe, c'est une vocation de la France. Comment répondre aux attentes des salariés et des peuples, par une construction européenne qui soit aussi un apport de civilisation : voilà le vrai débat. Celui que les hommes politiques et les médias occultent délibérément lorsqu'ils prétendent distinguer entre ceux qui sont POUR l'Europe et les communistes qui seraient CONTRE.

Comment pourrions-nous ignorer que les travailleurs et les peuples européens ont noué tant de liens dans les luttes sociales et pour la paix, dans la résistance à l'oppression ? Comment ignorer les valeurs communes de démocratie, les aspirations à dépasser les rivalités, la fraternité, l'apport scientifique et culturel universel enrichi par tant d'échanges et de vies communes ? Et voilà qu'aujourd'hui nous avons affaire ensemble à des défis technologiques, financiers, et culturels fondamentaux.

Pour y répondre, il faut construire l'Europe autrement. Car le bilan de la CEE est pour le passé un état de crise sévère. La fabrication du marché unique, les politiques qui l'accompagnent, soulèvent des préoccupations multiples et des gens de tous horizons font état de risques d'aggravation considérables pour l'avenir.

La diversité des nations

Pourtant beaucoup de dirigeants et de médias font le forcing pour faire croire que tout commence à aller mieux et qu'il n'y a pas lieu de discuter. Ce brouillard consensuel pour embaucher le débat de fond est un intolérable refus de la démocratie, qui cache en réalité une politique de fuite en avant vers des difficultés encore beaucoup plus graves.

Les pays concernés ont à faire face à un formidable défi : la domination des sociétés multinationales, des États-Unis et de la RFA. Au lieu de s'attaquer à ce problème de front, on le fuit, on accepte de renforcer cette domination.

Le ministre de l'économie et des finances de la France ne vient-il pas de déclarer à New-York, aux hommes d'affaires américains : « L'Europe de 93 ne sera pas une forteresse. Nous allons procéder à l'élimination de multiples barrières qui isolent encore les différents marchés des États membres. Dans la quasi-totalité des cas, les entreprises et produits étrangers en bénéficieront automatiquement » ?

Alors que les déficits commerciaux de la France envers la RFA ne cessent d'augmenter, pour Michel Rocard, « construire l'Europe, c'est également reconnaître que l'Allemagne est la puissance économique dominante ».

Face au défi des nouvelles technologies, on répond par une éducation élitiste et ségrégative, une recherche militarisée et monopolisée par quelques groupes géants, la rareté des coopérations productives, l'exigence de plus-values rapides.

Face à la domination financière privée qui engendre tant de gâchis, de désordres et de dominations, on s'approprie la mise en œuvre de la circulation accélérée des capitaux et la « libération » des services financiers. On va vers des débauches industrielles.

L'extraordinaire déni de la réalité fait sur l'emploi et sur l'Europe sociale masque l'ampleur du chômage, dont la courbe après un palier va repartir, l'extension générale de la précarité du travail, les exclusions massives.

Comment relever ces défis ? Nous nous adressons aux travailleurs de toutes catégories, aux hommes de création et d'industrie, nous leur disons : exprimez votre force, vos réflexions, intervenez.

Une Communauté européenne de progrès suppose le respect de la diversité des nations associées. Les Français doivent conquérir la maîtrise de leurs outils pour pouvoir coopérer. Et coopérer n'est pas se soumettre aux groupes allemands, japonais et américains, à leurs normes technocratiques, qui divisent les peuples et multiplient les inégalités.

Face à la capitulation et à la compromission des élites dirigeantes, nous appelons à la mobilisation des salariés et des élus pour promouvoir, et non brader, les atouts humains et productifs de la France, en faisant appel à toutes les potentialités du secteur public et à une politique qui s'attaque au cancer financier pour créer des richesses disponibles supplémentaires. Seule une France forte de ses ressources humaines dans une nation libre et solidaire peut rayonner.

L'Europe du travail et de la création est complètement désemparée de la construction de la Communauté. Celle-ci est le monopole des financiers et des aéroports technocratiques. Des droits nouveaux doivent être conçus : de meilleurs salaires, des formations, la protection contre la précarité, l'intervention dans les gestions, la concertation internationale des salariés et des syndicats des entreprises, des laboratoires et des services. Il faut renégocier les traités pour faire une Communauté de nations souveraines et coopérantes.

Chacun des peuples des douze pays peut stopper la mise en œuvre des décisions de « libération » des mouvements de capitaux et du crédit prévues dans la CEE pour 1990, et exiger une véritable coopération financière de croissance : une taxation concertée des gâchis des capitaux ; du crédit à bas taux d'intérêt pour développer efficacement les capacités industrielles avec des coproductions, et un relèvement des taux d'intérêt pour les opérations spéculatives ; une maîtrise des marchés financiers pour récupérer la masse de fonds sociaux et d'épargne qui s'y engouffrent et s'y stérilisent ; l'élimination des déficits, particulièrement celui de la France envers la RFA. Nous voulons une Communauté protégée des dominations américaines et japonaises par le développement de ses capacités, la suppression des privilèges du dollar et du mark en son sein, la réciprocité des échanges.

Nous voulons relever le défi des nouvelles technologies par une promotion massive de l'intelligence de tous les travailleurs, et le passage des recherches à l'emploi qualifié et à la production, ce qui exige une mobilisation de ressources financières considérables, renforçant par conséquent l'exigence d'élimination des gâchis actuels.

Nous voulons inscrire ces efforts dans une construction sociale européenne ambitieuse : coopérer pour des créations massives d'emplois et d'activités ; promouvoir tous les services publics et sociaux, santé, communication, éducation, culture. On peut non seulement engager une réduction générale des inégalités du bas vers le haut dans la Communauté, mais aussi enrichir et diversifier ainsi les atouts nationaux.

Voilà les bases de nos apports pour une civilisation de rapports autogestionnaires, interactifs et solidaires. La solidarité que nous recherchons, c'est la promotion de tous par les apports de chacun pour une efficacité sociale supérieure, et non pas les enveloppes de la Commission de la CEE pour des « compensations » dérisoires des dégâts causés.

Bien entendu cette construction ne s'entend pas en Europe occidentale. Des rapports d'entente et de sécurité doivent s'organiser à l'échelle de toute l'Europe, avec un désarmement mutuel et la suppression des gâchis massifs des dépenses d'armements, des coopérations pacifiques entre l'Ouest et l'Est et non pas une pénétration prétendant à la domination idéologique

et financière. La défense de l'environnement doit affirmer la dimension sociale fondamentale du rapport à la nature contre les exigences de la rentabilité financière.

Face au défi explosif du développement du tiers-monde, nous voulons revoir complètement les rapports de coopération de la France et de l'Europe avec l'Afrique notamment, en ôtant le carcan des pratiques d'usurpation dans nos relations financières.

Une France trait d'union

Une France libre et maîtresse de ses choix a ainsi vocation à servir de trait d'union entre les forces de coopération et de refus des dominations, en particulier du nord et du sud de l'Europe et au-delà, par une politique non alignée pour une Europe non alignée.

Pour réunir une force sociale et politique capable de défendre et de développer les atouts de la France et de construire l'Europe autrement, nous prenons appui sur les luttes sociales.

Quand les infirmières des hôpitaux, les salariés des télécommunications, les enseignants agissent en France et dans d'autres pays européens pour leurs revendications, ils ont aussi en vue la qualité de leur travail et leur apport social. Les créateurs agissent face à la capitulation du gouvernement dans la CEE de l'audiovisuel. On peut, on doit maintenant aller au-delà et tenter de multiplier les rapprochements de luttes en Europe. Il y a un énorme enjeu de la place des syndicats dans la CEE. Ils doivent pouvoir, de façon autonome et créatrice, coopérer pour répondre à ces attentes, ce qui n'a rien à voir avec une intégration dans les appareils technocratiques de Bruxelles, cédant aux mirages de leur « Europe sociale ».

Bien entendu les luttes et interventions sociales ont besoin d'une perspective politique. Comment pourrions-nous ignorer la puissance coaliée des groupes capitalistes géants, des États-Unis, de la RFA et du Japon, conjuguée avec les forces de la droite et leurs valeurs ? Quels que soient les oppositions et les ralliements de façade, et l'union des forces d'opposition « qu'appellent Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing » inscrit dans ce bloc conservateur. Et pour être leurs « cadets », les Mitterrand, Nos et autres n'en sont pas moins déjà des promoteurs zélés de cette politique de soumission de la France et d'Europe aliénée et vassale.

Les dirigeants socialistes disent vouloir et pouvoir faire face aux géants financiers et aux dangers qui découlent de leurs choix, en maniant l'eau et le feu. Laurent Fabius prétend corriger cette domination financière privée, avec des promesses de progrès social, Pierre Mauroy propose l'eurogauche.

Mais si les partis socialistes tirent une crédibilité de leur accès aux gouvernements, ils en manquent précisément lorsqu'il s'agit de combattre l'affaireisme pour pouvoir répondre aux besoins sociaux et technologiques.

Il ne suffit pas de s'appeler « gauche » pour changer la vie. Pour fabriquer une Europe du progrès social il ne suffit pas de prétendre unir les forces de gauche et au-delà, afin de se faire élire à la tête des institutions communautaires. Au lieu d'un consensus qui élimine le débat sur les difficultés et les solutions, il faut une gauche qui pose ces questions de front, une gauche de transformation des structures pour répondre aux besoins réels, et donc capable de s'opposer réellement à la droite et non en surface.

Prenons donc le problème à l'endroit : aidons les gens à intervenir sur les enjeux de la coopération, cherchons des rassemblements, en ne négligeant aucune possibilité de dialogue fructueux pour signifier le

reflexion et avancer sur le fond. C'est la meilleure façon de faire avancer les choses en France comme dans la Communauté, et d'ouvrir progressivement une perspective nouvelle, qui s'imposera au plan politique sur le fond comme dans la forme.

La politique européenne du PCF prend appui sur un acquis : nos efforts, notre résolution pour aider les gens à défendre leurs droits et à intervenir à tous les niveaux avec des propositions, jusque sur les enjeux financiers et de gestion. Aujourd'hui cette politique se renouvelle précisément alors que les luttes sociales progressent un peu partout en France et en Europe.

Elles expriment une volonté de renouveau et de construction, qui rend possible une crédibilité accrue des communistes. L'apport de députés communistes nombreux à l'Assemblée européenne se fondera sur cette originalité foncière d'hommes de lutte, de dialogue, de rassemblement, avec des idées nouvelles. Ils porteront le défi d'une France redressée et libre pour rayonner. Ils porteront le défi de coopérations nouvelles entre des peuples européens qui ont tant de choses communes à mettre en valeur aujourd'hui pour eux-mêmes, pour leur société et pour l'humanité.

Au Palais du Luxembourg

Les sénateurs se préoccupent des « retardataires » de la Résistance

Quatre heures d'une discussion passionnée ont été nécessaires, jeudi 6 avril au Sénat, pour l'adoption, en première lecture, du projet de loi portant reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la Résistance (CVR). Quatre heures durant lesquelles les sénateurs se sont interrogés sur l'opportunité de permettre, à vie, à quelques trois mille résistants « retardataires », de réclamer leur carte de CVR, un document « à caractère essentiellement honorifique », selon M. André Mérie, secrétaire d'État chargé des anciens combattants et des victimes de guerre.

Au nom de « l'honneur de la Résistance », sénateurs et secrétaire d'État ont longuement discuté de ce texte au point que M. Étienne Dailly (Ras. dém. eur., Seine-et-Marne) a dû rappeler à ses collègues qu'il ne s'agissait pas, dans cette affaire, d'une « compétition de courage ». Rescapé du camp de Raw-Raska, M. Mérie a ainsi demandé à ses anciens collègues du Sénat, d'adopter ce texte, « réparateur d'une injustice », qui tend à lever définitivement les foudres qui empêchaient la reconnaissance de la qualité de CVR, pour les personnes ne justifiant pas, à l'année 1951, d'une homologation régulière de leurs services de résistance par

l'autorité militaire pendant une durée au moins égale à trois mois. A l'accent rocailleux et ému de M. Mérie, a répondu celui, tout aussi rauque, de M. André Jarrot (RPR, Saône-et-Loire), lui-même grand résistant, qui s'est demandé, si « à quarante-cinq ans des combats », il ne fallait pas faire passer cette « comédie » une bonne fois pour toute. Soutenu par l'amiral Philippe de Gaulle (RPR, Paris), M. Jarrot a exprimé ses craintes de voir « des brebis galeuses, des petits malins, s'insérer dans nos rangs, grâce à des esprits complaisants et des attestations de copains ». Si une nouvelle vague de reconnaissances de la qualité de CVR doit avoir lieu, a poursuivi le sénateur (RPR), autant que celle-ci soit limitée dans le temps à deux ans maximum. Demande de scrutin public, nombreuses explications de vote, amendement repoussé. Sous l'œil vigilant des associations d'anciens combattants, présentes dans les tribunes, ce débat a également permis, tant aux sénateurs qu'au secrétaire d'État, de balayer les nombreux dossiers encore en suspens qu'il s'agit des Polus de la grande guerre ou des récents conflits du Tchad et du Liban.

V. D.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

UNE dame, historienne de son état, vient et assure, contrairement à ce qui avait été dit ici, ou là, que la Révolution française n'est pas terminée. Allons, bon ! Devrait-on couper de nouvelles têtes ? Non, bien sûr ! Et heureusement pour les années de 1789, car si la Révolution continue, c'est précisément dans les têtes. Elle persiste dans le discours politique de 1989 comme une référence, toujours actuelle et encore opératoire.

Marie-Laurence Netter a constaté, comme tout le monde en 1981, que la victoire de la gauche s'accompagnait d'une « résurgence de la référence à la Révolution française », et elle a cherché à comprendre les raisons de cette persistance symbolique. Ne parlait-on pas, alors, de mettre fin au style monarchique du régime, ou de rendre caduc aux républicains ? Le premier ministre de l'époque voulait que la France retrouve le visage des droits de l'homme et, au cours d'un congrès socialiste resté célèbre, un orateur ne se référait-il pas à Robespierre en menaçant de faire tomber des têtes ?

Marie-Laurence Netter s'est adressée aux acteurs de la politique pour obtenir les éclaircissements qu'elle souhaitait. S'agissant de faire un repérage qualitatif des images et des thèmes de la Révolution, elle n'a retenu qu'une vingtaine d'interlocuteurs représentatifs des courants politiques dominants. Son ouvrage se compose des comptes rendus de ces entretiens et des réflexions qu'ils ont inspirées à l'auteur.

En commençant son enquête, l'historienne avait noté que la référence à la Révolution permettait à la gauche de définir le sens de son action et de situer la droite. Au-delà d'une certaine dépersonnalisation, aux dépens des grandes figures révolutionnaires, elle avait discerné le double legs de 1789, en ce sens que la Révolution serait porteuse de deux légitimités : celle de la République et celle du changement.

Les entretiens qu'elle a collectés lui ont appris que les représentants de la droite acceptaient la première et relativement sa seconde. Certains d'entre eux sont aussi sensibles à l'expansionnisme de l'apport révolutionnaire français. La France avait montré alors qu'elle était porteuse d'un message universel sur les droits de l'homme, et cette capacité messianique ferait, selon eux, partie de sa nature propre, à condition de lui en donner les moyens.

La gauche est portée à célébrer, en même temps que la veine républicaine, la rupture sociale symbolisée par les révolutions à partir de 1789. La

Enquête sur les amis du roi aujourd'hui. Cet ouvrage a le mérite d'aller chercher les royalistes à la base et de les décrire tels qu'ils sont. Certes, les auteurs n'oublient pas l'histoire du mouvement royaliste ; ils n'ignorent pas ses querelles dynastiques, les organisations qui le composent et les chefs de file ou grandes figures qui l'incarnent, mais ils font la part belle aux militants inconnus. Le choix des témoignages retenus découle d'une vaste enquête par questionnaire suivie d'une certaine d'entretiens. De la sorte, les auteurs ont pu entendre les diverses sensibilités du royalisme et situer, in vivo, les royalistes. Ce sont, nous disant-ils, des roturiers appartenant à toutes les générations, d'un niveau culturel plutôt élevé, catholiques, généralement à droite et en majorité partisans d'un régime associant le principe monarchique et la démocratie.

Leurs motivations s'ordonnent autour de l'idée de nation. Ce sont l'intérêt national, le souci de maintenir l'entité France, de la doter d'un pouvoir indépendant des groupes de pression, à vocation arbitraire, se situant au-dessus des partis et s'inscrivant dans une continuité historique. Sur ces bases se retrouvent des libertaires, des conservateurs, des partisans d'un pouvoir fort, des adeptes du populisme d'extrême droite, et bien d'autres encore. A travers l'ouvrage de François-Marie Fleuret et Patrick Louis, ils prennent un visage, une voix pour nous dire par exemple que la monarchie, relevant de l'ordre naturel, « n'a jamais été que l'écologie politique » ou que « le roi est le jardinier du royaume ». Le roi côté jardin, c'est bien la conception roturière de la monarchie.

* La Révolution française n'est pas terminée, de Marie-Laurence Netter, PUF, 278 pages, 145 F.

* Les Royalistes. Enquête sur les amis du roi aujourd'hui, de François-Marie Fleuret et Patrick Louis, Albin Michel, 244 pages, 95 F.

Cdt JACQUES-YVES COUSTEAU
AU CLUB DE LA PRESSE
DIMANCHE 9 AVRIL A 19 H
Dirigé par Jean-Pierre Elkabbach
EUROPE 1

2011/150

REPÈRES

Enfance

Des labels de qualité pour crèches et garderies

Des labels de qualité seront décernés aux jardins d'enfants, aux crèches et aux haltes-garderies, a annoncé, vendredi 7 avril, à Mulhouse, M^{me} Hélène Dorhac, secrétaire d'Etat chargée de la famille. Ces structures, qui favorisent les activités artistiques d'éveil et constituent un mode d'intervention privilégié pour lutter contre les risques d'exclusion ultérieure des enfants, a souligné M^{me} Dorhac.

Marée noire

Des militaires américains en Alaska

Le président George Bush vient de donner l'ordre à l'armée américaine de participer aux travaux de nettoyage des côtes de l'Alaska polluées par la marée noire de l'Exxon Valdez. Cette décision est, semble-t-il, la conséquence des pressions exercées sur la Maison Blanche par le Congrès, inquiet de la lenteur de réaction du gouvernement devant

cette catastrophe. L'aide apportée par l'armée sera « massive et de longue haleine », a déclaré M. Bush. Mais, selon lui, cette contribution des militaires ne devrait « pas dégrader » la compagnie pétrolière « de ses responsabilités et de ses engagements ».

Service militaire

Nouvelles possibilités de report

La loi du 13 janvier 1989 a porté à deux ans la durée du report supplémentaire d'incorporation des jeunes devant accomplir leurs obligations militaires. Selon le décret d'application paru au Journal officiel du 7 avril, cette possibilité de report permet aux jeunes gens de poursuivre sans discontinuité des études ou une formation professionnelle jusqu'à vingt-quatre ans dans le cas général, vingt-six ans pour les titulaires d'un brevet de préparation militaire et vingt-huit ans pour les titulaires d'un brevet de préparation militaire supérieure. Des directives ont déjà été données pour que tous les jeunes gens qui pouvaient être incorporés en 1989 bénéficient, s'ils le désirent, de ces dispositions.

MÉDECINE

Création d'un fonds de solidarité pour les hémophiles atteints de sida

BOURGES de notre envoyé spécial

M. Claude Evry, ministre de la Santé, a annoncé, vendredi 7 avril à Bourges, la création d'un fonds de solidarité pour les hémophiles atteints du sida. Cette décision a été annoncée au terme d'une réunion organisée par la Caisse primaire d'assurance maladie du Cher dans le cadre du Printemps de Bourges. Elle devrait mettre un terme au dossier délicat et difficile en suspens depuis plusieurs années. Près de la moitié des trois mille hémophiles français ont été contaminés accidentellement par le virus du sida après injection thérapeutique de produits fabriqués à partir de sang humain infecté. Plusieurs dizaines d'entre eux sont morts, et plusieurs centaines sont atteints par la maladie, ce qui soulève des problèmes matériels et psychologiques particulièrement dramatiques. Cette même situation avait déjà été, dans plusieurs pays européens, à l'origine de « compensations » financières émanant, soit des pouvoirs publics, soit de compagnies d'assurances.

La création d'un fonds de solidarité a été décidée après des négociations difficiles entre les ministères de la Santé et des Finances (le Monde du 22 février). Ce fonds ne sera destiné, en principe, qu'aux

seuls hémophiles atteints du sida et non aux malades séropositifs contaminés de manière accidentelle. Il ne concernera pas les personnes polytransfusées, contaminées elles aussi accidentellement par le virus du sida.

La question de l'indemnisation des familles des hémophiles décédés du sida au cours des dernières années ne semble pas avoir encore été tranchée. M. Evry, qui a insisté lors de la réunion de Bourges sur le fait que seuls « la fidélité et l'usage de préservatifs » permettraient d'enrayer la progression de l'épidémie de sida, n'a pas donné d'informations à ce sujet.

On ne connaît ni le montant ni l'origine du financement du fonds de solidarité qui sera constitué dans les semaines à venir.

J.-Y. M.

● Aux Etats-Unis, libération sous caution d'une personne atteinte du sida. — Les services d'immigration américains ont autorisé, vendredi 7 avril, la libération de M. Paul Verhoef, un citoyen néerlandais atteint du sida et emprisonné à Minneapolis (Minnesota) depuis son arrivée aux Etats-Unis le 2 avril (le Monde du 6 avril). M. Verhoef, délégué au Forum national du SIDA à San Francisco, s'est engagé à verser une caution de 10 000 dollars et à quitter les Etats-Unis le 28 avril. — (Reuters, AFP.)

POLICE

La Ligne des droits de l'homme s'inquiète de la « persistance des bavures policières »

Dans un communiqué, diffusé vendredi 7 avril, la Ligne des droits de l'homme « s'inquiète de la persistance des bavures policières, qui se manifestent non seulement par des violences intolérables commises à l'interieur de certaines commissariats mais aussi par une série d'attitudes inadmissibles à l'égard de personnes interpellées : turlévement systématique, pose de menottes, refus d'accorder une possibilité de communiquer, etc., et malheureusement dans trop de cas attitudes racistes et violentes ».

Cette réaction de la Ligne des droits de l'homme est motivée par deux incidents récents dont ont été victimes un médecin noir et un PDG (le Monde du 8 avril). Elle « souhaite que ces dérapages soient sanctionnés avec la maximum de rigueur et que les procédures administratives et judiciaires y fassent pleinement droit ». Elle espère que les mesures prises par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, en faveur d'une meilleure formation des personnels de police permettront à l'avenir de limiter, sinon d'éliminer, ces pratiques contraires à l'honneur de la police.

L'affaire Jobic

Un démenti du Syndicat des commissaires de police

L'article du Monde intitulé « Un rappel à l'ordre du ministre de l'Intérieur » (le Monde du 17 mars), qui évoquait un appel du syndicat des commissaires de police à venir soutenir M. Yves Jobic au cours du procès où il comparait, a suscité un démenti de M. Pierre Olivier Mahaux, secrétaire général adjoint de ce syndicat.

« Votre article faisait état d'un appel à la mobilisation qui aurait été diffusé sur le répertoire téléphonique de notre organisation pour le procès de notre collègue Yves Jobic, en des termes qui, cités entre guillemets, avaient, de ce fait, l'apparence de l'authenticité. Les propos rapportés dans l'article ne sont que le fruit de l'imagination fertile de leur auteur ».

[Contrairement à ce que nous avons écrit, la phrase appelant les commissaires de police « de la police courtoise » à venir soutenir M. Jobic au palais de justice de Nanterre ne fut pas, en effet, diffusée sur le répertoire du Syndicat des commissaires. Mais elle fut ajoutée par écrit au texte du message enregistré par ce dernier, reproduit sous forme de circulaire syndicale diffusée aux commissaires des départements de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et des Hauts-de-Seine. Ce qui provoque — nous le maintenons — un rappel à l'ordre du cabinet de M. Pierre Joxe.]

BIBLIOGRAPHIE

Un traité du conseiller Henri Angevin

La cour d'assises et les malices de sa procédure

La Cour de cassation se trouve de plus en plus surchargée. Depuis plusieurs années, de nombreuses suggestions ont été faites, des propositions, avancées, afin que la juridiction suprême puisse faire face dans des « délais raisonnables », à l'infestation des pourvois dont elle est saisie. Sans qu'il soit certain que M. Henri Angevin, conseiller à la Cour de cassation, ait eu à l'esprit cette obsession, ou seulement cette pensée, il faut bien constater que son ouvrage, *La Pratique de la cour d'assises*, semble avoir pour objet de réduire notablement l'activité de la chambre criminelle. Certes, les subtilités du droit sont telles que la haute juridiction sera toujours sollicitée. Mais l'important travail de M. Angevin devrait contribuer à limiter les pourvois aux cas sans précédent et aux erreurs grossières dont peuvent avoir été entachés les arrêts rendus ou la conduite de la procédure d'audience.

Chaque acte de cette procédure qui s'impose à toute cour d'assises est examiné avec minutie et l'auteur paraît avoir envisagé tous les cas particuliers en faisant une multitude de références aux décisions de la chambre criminelle, fondées tant sur l'interprétation des textes français que sur les dispositions de la convention européenne des droits de l'homme.

Ce traité apparaît d'abord comme un ouvrage technique destiné aux magistrats, aux greffiers, aux avocats et aux étudiants en droit, ce qui ne l'empêche pas d'être rédigé en termes clairs, qu'il n'est pas encore la règle des arrêts de la Cour de cassation. Ce souci de clarté lui permettra sans doute d'être consulté par un public plus large. Il est surtout appelé à rejoindre aux rayons des bibliothèques des « pénalistes » le célèbre traité de Fernand Chapar intitulé *la Cour d'assises*, bible jusqu'à présent des greffiers et greffières de cours d'assises. A l'intention de ces derniers, M. Angevin a consacré une cinquantaine de pages de couleur jaune, dans lesquelles figurent des exemples types d'arrêts, des modèles de conclusions ou de procès-verbaux où seules les identités et les dates ont été laissées en blanc.

L'ouvrage est conséquent, ce qui montre bien, même si le simple spectacle d'une audience ne le laisse pas toujours voir, qu'il n'est pas facile d'être président d'une cour d'assises. Le risque de la cassation peut surgir à chaque instant, tout comme les contraintes de la procédure peuvent avoir un effet inverse à celui qui est recherché : en devenant excessives et obsessionnelles, elles peuvent nuire à un bon déroulement des débats.

MAURICE PEYROT.

* Henri Angevin : *La Pratique de la cour d'assises*, de Henri Angevin, traités-formulaires, Litec 1989, 480 pages, 330 F.

(1) *La Cour d'assises*, de Fernand Chapar, manuel Dalloz de droit usuel, 4^e édition 1988, 268 pages.

● Un suspect inculpé après le meurtre de Valbonne. — M. Marc Noguères, juge d'instruction à Grasse, a inculpé, vendredi 6 avril, Pasquale Strano, cinquante ans, de nationalité italienne, après le meurtre à Valbonne (Alpes-Maritimes) d'un agriculteur de quarante-neuf ans, Louis Rabaud, qui figurait parmi les candidats d'une liste « divers droite » aux dernières élections municipales (le Monde du 5 avril). Pasquale Strano, qui n'a rien avoué, a été reconnu par un témoin comme étant l'homme qui se dissimulait derrière une cabine téléphonique pour attendre l'agriculteur qui allait prendre, comme à son habitude, un café dans un bar tout proche. Le meurtrier, qui dissimulait son visage derrière un foulard, avait tué Louis Rabaud de trois cartouches de chevrotines. Pasquale Strano, un ébéniste calabrais sans travail, était logé par l'agriculteur dans une petite maison sur sa propriété. Il avait eu, quelques jours plus tôt, une violente altercation avec l'agriculteur au sujet de son hébergement.

● Découverte à Poitiers du cadavre d'une fillette. — Le cadavre d'une fillette d'environ trois ans a été découvert, jeudi 6 avril, dans un immeuble de Poitiers (Vienne), dissimulé dans une valise. L'autopsie, pratiquée vendredi, a établi que la mort remonterait à environ un an. La découverte a été faite à l'occasion de travaux de rénovation d'un vieux immeuble de Poitiers, inoccupé depuis la fin du mois dernier. En net-

toyant les caves, des peintres ont trouvé une valise soigneusement fléchée dans laquelle le corps de la fillette avait été placé. Les premiers résultats de l'autopsie n'ont pas permis de déterminer les causes de la mort, mais ont fait apparaître que le corps ne portait aucune lésion extérieure provoquée par une arme quelconque. La police a aussitôt commencé une enquête pour les anciens locataires de l'immeuble. Aucune disposition de fillette n'a, d'autre part, été signalée à Poitiers ou dans la région depuis plusieurs années.

● L'Association professionnelle des magistrats condamne le projet d'abrogation de la loi Pasqua. — L'APM (Association professionnelle des magistrats) « condamne fermement », dans un communiqué diffusé vendredi 7 avril, le projet du gouvernement visant à abroger la loi Pasqua de septembre 1986 sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Pour l'APM, ce projet témoigne « une fois de plus d'un profond mépris » envers les magistrats, « qu'on prétend utiliser comme de simples alibis pour des décisions de caractère purement administratif, créant ainsi tout à fait artificiellement un contentieux considérable qu'ils n'ont pas les moyens de traiter ». L'association « s'indigne, à cet égard, de la passivité évidente du garde des sceaux quant à la défense des intérêts supérieurs de l'instruction dont il a la charge ».

Tennis : la France menée (0-2) par les Etats-Unis en Coupe Davis

Bref sursaut à San-Diego

Les chances de qualification de l'équipe de France de tennis aux demi-finales de la coupe Davis sont compromises : les joueurs d'Eric Deblicker étaient menés 2 à 0 vendredi 7 avril à l'issue de la première journée de la rencontre avec les Etats-Unis à San-Diego (Californie). Yannick Noah a d'abord été battu par John McEnroe (6-3, 6-4, 6-1) puis Henry Leconte s'est incliné face à André Agassi (6-1, 6-2, 5-7, 6-1).

SAN-DIEGO (Californie) de notre envoyé spécial

Une journée droite et mornie comme un voyage sur une autoroute californienne écrasée sous le soleil. C'est-à-dire sans surprise, normale, comme on aime finalement les vivre sur cette côte du Pacifique. Voilà comme se présentait sur le coup de 21 heures, vendredi, la première journée du quart de finale de la Coupe Davis entre les Etats-Unis et la France. Voilà comme le ressemblaient les quelque 13 000 spectateurs qui s'étaient massés depuis 16 heures dans les tribunes du Sports Arena au lieu de se dorer sur la plage, de flâner dans le grand zoo marin, ou plus simplement de rester devant leur télévision pour regarder la retransmission des Masters de golf à Augusta (Géorgie), qui est ici le véritable grand événement sportif de la semaine.

En se disant, ce bon public, que la soirée ne faisait que commencer et qu'il allait pouvoir encore passer un bon moment dans la vieille ville mexicaine, il s'apprêtait à assister au cérémonial de la victoire sans trop d'ostentation. Des petits draps étaient sortis de-ci de-là. Mais avec une certaine retenue. Comme s'il paraissait un peu indécent de leur enfoncer cet adversaire qui s'était rendu si facilement. Bref, après les trois sets expéditifs de McEnroe contre Yannick Noah, André Agassi était en train de faire subir à Henri Leconte un sort encore plus cruel.

Il servait pour le match, une heure quarante minutes après être rentré sur le court. Il servait comme on verse un dernier verre à des invités sur le départ. Pour la forme, parce qu'il n'est pas possible de faire autrement. C'était fini. Et tout le

monde le pensait comme lui. Mais parce que son esprit avait sans doute déjà quitté le court, Agassi fit alors une incroyable double faute. Et d'un seul coup, la tension, qui avait été quasiment absente de la rencontre, a rempli le stade par grosses vagues successives.

Une vague quand, après cette double faute, Leconte prend le service de l'Américain pour revenir à 5-3 ; et trois autres, de plus en plus fortes, quand le Français sauve trois nouvelles balles de match et égalise à 5-5 ; une dernière quand Leconte enlève la troisième manche, en alignant cinq jeux consécutifs en prenant pour la troisième fois le service de Agassi.

A ce moment, il règne dans le stade une grande confusion. Comment réagir ? Faut-il soutenir Agassi, faut-il le féliciter ? Le public n'a pas hésité très longtemps, il a prouvé bruyamment fait et cause pour son représentant dès qu'il est réapparu sur le court après le traditionnel repos de dix minutes qui subsiste en Coupe Davis après le troisième set. Mais, pendant ce laps de temps, tous les doutes qui ont assailli l'Amérique sur sa dernière merveille ont été présents dans les esprits. Ce gain consécutif de trois manches, monté comme un soufflé médiatique, ne serait-il finalement qu'un « loser », un perdant, cette catégorie sociale dont l'Amérique a la phobie ?

A dix-huit ans, on a sans doute de bonnes raisons d'avoir des doutes au moment de conclure un match important. Et Agassi pouvait en avoir d'autant plus qu'il n'avait pas été épargné par les critiques, ces derniers temps, par ceux-là mêmes qui l'avaient un peu trop rapidement porté aux nues, ceux qui en avaient fait le successeur des Connors et McEnroe quand il s'était hissé à la troisième place mondiale sans avoir remporté de tournoi majeur. Tout avait été passé au peigne fin de la critique : sa coiffure qui était décidément un peu trop punk, son sourire qui était trop angélique pour être honnête, ses réactions qui pouvaient être celles d'un gosse égoïste, ses sponsors qui, comme son nouveau fournisseur de raquettes, devaient se sentir grignés par ses critiques.

A-t-il mesuré tout cela, cet enjeu qu'il mettait tout d'un coup sur le court pendant son rapide passage dans les vestiaires ? En tout cas, si

Agassi a eu la trouille, il n'en a rien montré en attaquant le quatrième set. Au contraire, il a pris complètement les opérations en main. Leconte n'a plus eu la moindre ouverture au quatrième set. Le Français n'avait eu que le sursaut du fauve blessé qui donnait un dernier coup de griffes avant de s'éteindre. Et ce n'était pas si mal.

La raclette de Noah

Cela a donné une brève saveur de suspense à cette journée, qui, sinon, aurait été américaine à sens unique. Cela a permis à Agassi de se reconstruire avec son public qui a pu donner libre cours à sa joie. Cela a mis un peu de baume sur les blessures d'amour-propre des Français. Car ils pensaient bien marquer au moins un point vendredi. Et ils n'ont, au bout du compte, pu remporter qu'un set. Techniquement parlant, c'est la faute à leur service. L'un et l'autre ont passé un pourcentage médiocre de premiers services, insuffisant pour avoir des chances sérieuses contre de solides revoyeurs comme l'étaient les deux Américains. Ce manque de réussite presque anormal a-t-il été provoqué plus ou moins involontairement par les juges de ligne, qui ont infligé une quantité astronomique de fautes de pieds à l'encontre seulement des Français ? On n'en jurerait pas mais le doute est permis.

Cette lacune a été aggravée chez Leconte par une démarche quasiment suicidaire : il est monté à la volée en suivant presque tous ses seconds coups, s'exposant ainsi à un tir de barrage formidable de Agassi. La situation de Noah a été sensiblement différente : ce fut comme si McEnroe s'était trouvé devant un tableau noir couvert de symboles mathématiques qu'il aurait effacés à grands coups d'éponge humide.

« Je ne m'attendais pas à prendre une telle raclette », a ainsi dit, dans un souffle, Yannick Noah quelques minutes après être sorti du court, dont McEnroe l'avait effacé au moins de deux heures. Qui se serait attendu à une issue aussi rapide, aussi brutale ? La différence de niveau entre le Français et l'Américain n'est pas telle qu'une issue aussi rapide ait pu logiquement être envisagée. Comment dès lors expliquer qu'après avoir fait jeu égal avec l'ancien numéro un mondial pendant six jeux, au point d'avoir semblé capable d'obtenir le premier break, Noah ait ainsi subi l'ascendant de son adversaire ?

Le McEnroe qui a joué vendredi soir contre un Noah en grande condition physique après deux semaines de préparation intensive sur le circuit était, l'ancien furor aveugle en moins, celui qui avait enchanté Wimbledon et Flushing Meadow naguère. Un gaucher surréaliste au poignet indéchiffrable. Le McEnroe qui avait épousé Borg, qui avait tenu en laisse Lendl. Ce fût de tennis, qui l'est d'autant plus qu'il s'agit de Coupe Davis. Contre ce joueur-là, Noah ne pouvait rien.

ALAIN GRAUDO.

Le fondateur de l'instinctothérapie a été inculpé

M. Guy-Claude Burger, le fondateur de l'instinctothérapie, a été inculpé, vendredi 7 avril, d'exercice illégal de la médecine, de publicité mensongère pour méthodes thérapeutiques et d'escroquerie, par M. Georges Pomet, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Melun. M. Guy-Claude Burger, qui prétend guérir de nombreux maux grâce à l'alimentation crue, a été inculpé en liberté.

« Nous avons demandé l'inculpation au juge d'instruction afin d'avoir accès au dossier, explique M. Jean-Michel Voyer, l'avocat de M. Guy-Claude Burger. Mon client a été entendu en tant que témoin, mais il ignore tout du reste de la procédure. Nous allons maintenant savoir sur quelle base repose le dossier ».

Une information judiciaire contre X. avait été ouverte à la fin du mois d'août 1988 par le procureur du tribunal de Melun pour « exercice illégal de la médecine et publicité irrégulière pour méthodes thérapeutiques ». Depuis 1984, le centre Orkos, installé au château de Montmaré, à Soisy-Bouy (Seine-et-Marne), accueille toute l'année des « instinctos », convaincus que l'alimentation crue leur rendra la santé.

ÉDUCATION

M. Georges Laforest nouveau doyen de l'inspection générale

M. Georges Laforest, inspecteur général de l'éducation nationale, a été nommé doyen de l'inspection générale par un arrêté du 30 mars. Il remplace M. Yves Martin, qui occupait cette fonction depuis 1981 (le Monde du 7 octobre). L'inspection générale gère la carrière des professeurs et rédige les programmes scolaires. [Né en 1940 à Toulon, agrégé de philosophie, M. Laforest a enseigné en classes terminales et en classes préparatoires, avant d'être chargé de cours à la Sorbonne de 1972 à 1976. Depuis 1974, il a présidé différents jurys, dont celui du CAPES de philosophie et du concours général des lycées. Nommé inspecteur d'académie en 1976, il a été l'artisan des nouveaux programmes de l'école élémentaire et du collège rédigés entre 1984 et 1986, à l'époque où il était conseiller technique de M. Chevènement à l'éducation nationale. Il a été nommé en septembre dernier par M. Lionel Jospin membre d'un groupe de réflexion, présidé par le doyen Yves Martin, qui a proposé en janvier dernier une réforme de l'inspection générale.]

Rectificatif Les milliards de la recherche

Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 8 avril, sur la foi d'une dépêche de l'Agence France-Presse, le gouvernement n'envisage pas de débloquer 11 milliards de francs supplémentaires en faveur de la recherche au cours du X^e Plan (1989-1992). Cette somme est destinée à l'éducation nationale. Cela n'empêche pas la recherche d'être considérée comme l'une des priorités du gouvernement pour les années à venir.

CINÉMA

Le réalisateur israélien Amos Gitai tourne « Berlin-Jérusalem »

Mania et Else, porteuses d'espoirs

Elles seront socialistes, révolutionnaires, furieusement romantiques et... sionistes. Elles se rencontreront à Berlin, se retrouveront en Palestine. Mania, la Russe, et Else, l'Allemande, sont les héroïnes du film de l'israélien Amos Gitai Berlin-Jérusalem.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le scénario est à peine romanesque, « juste quelques libertés » : ces deux femmes ont existé et se sont côtoyées en dépit de cheminements personnels et politiques différents. Mania, la militante, manipule des explosifs et fera le coup de fusil dans les collines de Galilée. Else, l'intellectuelle, traversera l'époque en écrivant de la poésie expressionniste. Mais dans leur idéalisme révolutionnaire et sioniste, elles ont incarné, dit Gitai, « une des traditions fondatrices de l'Etat d'Israël ». C'était, poursuit-il, l'époque de l'immense, des grands rêves et de l'utopie laïque, une utopie à la fois socialiste et sioniste, avant que la confrontation avec la réalité ne vienne en souligner les contradictions, avant que l'idéal ne commence à s'effriter.

Mania Wilbushewitch-Shohat est née en 1919 en Russie, dans une famille de petits propriétaires terriens, près de Grodno (Biélorussie). Elle a vingt ans quand elle est arrêtée et jetée en prison pour activités subversives au sein des socialistes révolutionnaires. Mania a participé à une tentative d'attentat contre le ministre de l'Intérieur du tsar, responsable d'une série de pogromes ; elle est aussi l'organisatrice d'un réseau de trafic d'armes.

En 1904, elle quitte la Russie pour la Palestine. Elle y retrouve deux de ses frères, deux originaux, exerçant à Jaffa la profession d'« inventeurs », portant barbe à la Tolstoï et blouse de moujik, membres d'une organisation de pionniers sionistes, le Hevat Zion (l'Amour de Zion), créée en 1881 par des étudiants de Saint-Petersbourg. On est dans l'univers d'un tannin illuminé des premiers vrais croyants en la cause de Zion.

Mania va participer à la fondation d'un groupe de colons armés, constitué sur le modèle des villages cosaques, le collectif de Soudja (près de la mer de Galilée), dont les membres s'en vont à cheval assurer la défense des implantations juives de Palestine. Les photos de l'époque les montrent attifés d'improbables costumes arabes, sabre à la ceinture, fusil en bandoulière et turban sur la tête. « Mania était formidablement dure et formidablement généreuse », raconte l'écrivain Amos Gitai ; elle était sentimentale et sans peur, fanatiquement sioniste et fanatiquement socialiste (1).

La Palestine est encore une province de l'Empire ottoman. En 1914, Mania sera quelque temps exilée par les Turcs - en Anatolie - avant de reprendre son combat sioniste au lendemain de la guerre : l'empire de la



Amos Gitai

Porte s'est alors effondré, et la Palestine va passer sous mandat britannique.

A l'époque, l'Allemande Else Lasker-Schuller a une cinquantaine d'années. Elle est poète de grand talent, en tout cas reconnue, et a déjà beaucoup publié. Bourgeoise en rupture de famille, elle mène une vie de bohème et fréquente, à la terrasse des cafés, l'intelligentsia politique et artistique de l'époque. On lui prête mille extravagances, une vie où la légende se mêle parfois à la réalité et que pas moins de trois biographies ne trahissent jamais tout à fait au clair. On est en 1919. C'est, dans l'Allemagne vaincue, la naissance de la République de Weimar, sur les décombres de la révolte des spartakistes de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. Else est sympathisante - du moins est-ce ce qu'assure Gitai.

Quatre ans d'enquête

Elle vit ensuite à Berlin, où elle est proche du peintre Kandinsky et des architectes de l'école du Bauhaus. Des Berlin des années 20, dit Gitai, « c'est alors le plus grand bouillonnement culturel de l'Europe, dont le chaos économique total et la veille de l'apocalypse politique ». 1933 : Hitler est nommé chancelier, et, en mai de cette année-là, Else Lasker-Schuller assiste au grand autodafé berlinois. Les nazis brûlent les livres, par centaines, et notamment les siens. L'histoire veut qu'Else s'en fût directement à la gare prendre un billet - aller simple - pour Zurich, où elle séjournera quelques années avant de s'installer à Jérusalem en 1937.

La poète expressionniste n'avait sûrement pas des convictions sionistes aussi solides que celles de son amie Mania. Simplement, Else n'a pas vraiment eu le choix. Berlin-Jérusalem : l'itinéraire avait été décidé par les nazis, en quelque sorte, et beaucoup de ses amis qui ne l'ont pas suivie périront dans les camps.

Si les personnalités de Mania et d'Else étaient exceptionnelles, le parcours ne l'était pas. Il sera celui de bien des fondateurs de l'Etat d'Israël. L'émancipation nationale du peuple juif, pensaient-ils, devait prendre la forme d'un Etat socialiste. L'écrivain Amos Gitai explique encore : « Mania était l'incarnation éclatante de cette imbrication du sionisme et du révolutionnarisme russe ».

Gitai a deux ans de moins que l'Etat d'Israël : trente-huit ans. Alors qu'il tourne les dernières images à Jérusalem, sous un ciel de mars gris et pluvieux, la droite vient d'emporter une nette victoire aux élections municipales. Son chef, le premier ministre Itzhak Shamir, conforte un pouvoir qui paraît chaque jour échapper un peu plus à cette gauche travailliste, dont Mania fut une des fondatrices. L'Israël de 1989 ressemble sans doute fort peu aux rêves des deux personnages de Berlin-Jérusalem. Mais le cinéaste se défend d'avoir voulu faire « un film nostalgique », et s'il regrette les héros avec nostalgie, il ne regrette rien, il ne veut pas, dit-il, « les idéologues », en dresser un portrait angélique et innocent. Dans le tumulte de l'époque, Mania et Else étaient ce qu'elles étaient, porteuses de « formidables espoirs » que la réalité de la Palestine des années 30 et 40 va quelque peu ternir.

Else est morte en 1945, Mania seize ans plus tard, après avoir été dans la Hagana, l'organisation de défense juive qui deviendra l'armée israélienne, après avoir fondé des kibboutzim et joué un rôle important dans la centrale syndicale Histadrut.

Gitai a mis quatre ans pour enquêter, rencontrer parents et témoins puis écrire son scénario-fresque, qu'il a fait tourner en moins de trois mois. Il a confié le rôle de Mania à une actrice de théâtre israélienne, Rivka Neumann, et celui d'Else à l'Allemande Lisa Kreuzer. Il a voulu tourner en son direct, dans une vingtaine de décors différents et dans toutes les

langues qui furent celles de cette histoire : allemand, russe, français, anglais, yiddish, hébreu et arabe. Entreprise aussi risquée, qu'ambitieuse, mais pour laquelle il a bénéficié de l'appui de quelques très grands artistes : Henri Alekan a assuré la photo de toute la « partie berlinoise », en fait tournée à Paris, et Antoine Bonfanti a été l'ingénieur du son. La musique a été composée par Marcus Stockhausen (le fils de Karlheinz).

Amos Gitai a déjà réalisé une dizaine de films : des documentaires, « notamment la Maison et le Jardin de campagne », et, il y a trois ans, une première œuvre de fiction, Esther, tous très « politiques » - tournant autour du conflit avec les Palestiniens - et jugés fort peu tendres pour le gouvernement israélien. Certains ont été boycottés par la télévision, d'autres ont eu une distribution semi-confidentielle, souvent confinée à la cinémathèque de Jérusalem. Berlin-Jérusalem est pour Amos Gitai une manière d'examen de passage qui devrait le faire connaître du grand public israélien.

Gitai ne le dit que très pudiquement, mais il y a un peu plus encore : l'histoire que raconte Berlin-Jérusalem n'est pas très éloignée de celle de sa propre famille : « Mon grand-père maternel était russe, venu en Palestine en 1905, mon père était allemand, architecte, membre du Bauhaus, ayant quitté Berlin pour Jérusalem en 1934, juste quand il était encore temps. » Comme Mania, comme Else.

ALAIN FRACHON.

Le film est une coproduction internationale, comprenant notamment la chaîne de télévision britannique Channel Four, en France la SEPT et la Maison de la culture de Lille, en Italie la société Nova-Films, et d'autres encore.

(1) Amos Gitai, *The Israeli, Founders and Sons*, pp. 183 et 211, Adam Publishers.

Hommage à Marin Karmitz

Quand New-York reconnaît la différence

New-York rend hommage à Marin Karmitz, producteur heureux de La vie est un long fleuve tranquille, Bagdad Café. Une affaire de femmes... et qui fut également réalisateur.

« J'ai été flatté, dit Marin Karmitz, mais assez surpris que les Américains se préoccupent d'un Français, et surtout d'un producteur. Dans la mesure où la notion de producteur, depuis un certain nombre d'années, menace de tomber en désuétude ».

Remarque curieuse en un temps où des gens tels que David Putnam, Jeremy Thomas ou Ed Pressman commencent à être connus du public. Au cours de ses nombreux entretiens avec la presse, au cours aussi d'une rencontre, le 5 avril, avec l'Association des producteurs indépendants, Karmitz précise : « On admet que réalisateur, écrivain, opérateur, sont des métiers. Producteur, non. » Il parle du « désastre qui commence à caractériser cette profession » et en tient pour responsable la télévision. « Elle transforme les producteurs en directeurs d'usines et en managers de chaînes de fabrication. » D'où l'importance, à ses yeux, de cet hommage, qui correspond peut-être, dit-il, « au besoin de reconnaître à nouveau un métier en voie de disparition ».

Tandis que, sorti depuis peu, *Chocolat*, de Claire Denis, produit par Karmitz, connaît un (relatif) succès critique, public et financier - avec une projection box-office se montant à plusieurs millions de dollars - l'hommage du Musée d'art moderne couvre non seulement les films produits par Karmitz et MK2 (de *La Vie est un long fleuve tranquille* au *Mur de Yilmaz Guney*, en passant par *Locke and Smiles* de Ken Loach, *Mélo* d'Alain Resnais et *Affaire de femmes* de Claude Chabrol) mais aussi, de *Camarades* à *Coup pour coup*, les films qu'il a réalisés.

« Là, je suis stupéfait ! », dit-il, rappelant que *Camarades* était passé au Festival de New-York en 1969 et qu'« à la fin de la projection, les gens étaient debout dans la salle du Lincoln Center en train de chanter l'Internationale ! ». La décision de présenter aussi Karmitz réalisateur revient entièrement à Lawrence Kardish, co-directeur de la Cinémathèque new-yorkaise qui estime essentielle cette remise en perspective historique.

Ce n'est pas la première fois que le Musée d'art moderne de New-York consacre un hommage à un producteur français (Anatole Dauman avait précédé Karmitz dans ce domaine) ; en revanche - et c'est une grande première - cet hommage fera la tournée de plusieurs grandes villes américaines : en mai, il sera à Chicago (Film Center, Art Institute), en juillet à Boston (Musée des beaux-arts) et à l'université de Berkeley, en août à l'université de Los Angeles.

« Je suis tout à fait conscient de l'importance de la chose, dit-il, dans la mesure où je sais à quel point il est difficile de pénétrer ce marché », souligne Marin Karmitz. Certes,

poursuit-il, le cinéma français a, sur le public moyen, l'image d'un produit de luxe au même titre qu'un parfum Chanel ; « mais il maintient une présence, et je préfère de loin le produit de luxe au silence ».

Marin Karmitz évoque la fondation des 14-Juillet-Basille (salles passées en version originale - des films d'auteurs dans un quartier populaire porté uniquement sur le karaï et le porno). « C'était tenter de prendre une place, une citadelle avancée dans un camp ennemi, et à partir de là, essayer de faire tâche d'huile. C'est de la lutte de guérilla ».

Il s'en prend dès lors au discours de Claude Berri, « repris par les hautes instances culturelles socialistes », selon lequel, pour résoudre la crise du cinéma et conquérir les marchés étrangers, l'Europe (donc la France) doit faire des films de plus en plus chers, généralement en langue anglaise... « Or on sait que « cher » signifie tel type de rentabilité, donc tel type de diffusion, donc tels types de sujets : ceux qui ne dérangent personne ».

On a beau jeu de lui répliquer que sa dernière production - réalisée par Alain Resnais sur un scénario de l'humoriste Jules Plieffier - est en anglais. « Ce film est né de conversations que j'ai eues avec Resnais, et l'écriture ressemble à ce que je vis en ce moment : je suis à New-York, je ne parle pas un mot d'anglais, je suis complètement paumé, je ne sais même pas comment je peux rentrer dans ma chambre. Aucune référence, aucun point d'appui. J'en discute un jour avec Resnais ; quelque temps plus tard, je me retrouvais avec un scénario qui immergeait cette situation, racontant un Américain à Paris face à une civilisation à laquelle il ne comprend rien. Il est normal que dans le film on parle anglais, c'est le sujet même du film ».

Karmitz étend le sujet du Resnais à la préoccupation actuelle de l'horizon 92 et aux concentrations forcées du type Warner Communications-Time Inc. « Le fond du problème est celui-ci : quelle langue va-t-on parler ? L'Europe doit-elle se soumettre à la langue anglaise ou doit-on préserver notre culture et nos caractéristiques culturelles ? On nous dit en France qu'aujourd'hui le choix se limite à ceci : assimilation ou marginalisation. C'est ce qu'on proposait aux juifs à partir des années 30 et aux protestants avant l'Edit de Nantes. Le refus des termes mêmes de ce débat. D'où l'importance que j'accorde à ce qui se passe au Musée d'art moderne de New-York : c'est la reconnaissance, peut-être l'acceptation par les Américains d'une différence ».

Vendredi 7 avril, il a mis à l'épreuve l'adite « reconnaissance d'une différence » lors de la présentation de gala d'une affaire de femmes. Le film n'a pas encore de distributeur américain. La bataille risque d'être rude - ce portrait par Claude Chabrol et Isabelle Huppert d'une « faiblesse d'anges », arrive au moment où la campagne bat son plein qui vise à renverser la décision, prise il y a quinze ans par la Cour suprême, de légaliser l'avortement...

HENRI BEHAR.

MUSIQUES

Le Printemps de Bourges

Images du show-biz

Le Printemps devait se terminer, ce week-end, avec Claude Nougaro et une série de concerts rock donnés par The Pogues, Womack and Womack, Nick Cave and The Bad Seeds.

Seule manifestation de l'année réunissant tous les courants de la chanson et des musiques populaires, entreprise culturelle employant pendant deux semaines 700 personnes, le Printemps de Bourges a présenté quatre-vingt-cinq spectacles répartis dans dix salles, soit sensiblement le même chiffre que lors de la précédente édition. Mais le festival ne va pas atteindre le même nombre de spectateurs : environ 90 000 personnes au lieu de 120 000 l'année dernière.

Si les petites salles de 300 à 1 000 places ont été systématiquement remplies chaque jour par un public de dix-huit à vingt-cinq ans, provenant pour moitié de la région, le Palais des congrès (2 000 places), le Pavillon (3 000) et le Stadium (10 000, la vitrine des stars) ont eu leur audience en dents de scie : 200 personnes pour le rock chinois au Palais des congrès, 500 dans le même lieu pour les rockers soviétiques, 4 000 pour Kassav au Sta-

dium, 6 000 pour Renan, 7 000 pour Stévie Wonder.

La baisse sensible de spectateurs provient sans doute de deux facteurs : le pouvoir sans contrepartie du « Top 50 », qui détermine aujourd'hui la quantité de billets vendus dans les grandes salles ; un paysage musical en pleine mutation mais sans encore d'éléments fédérateurs.

La fin de la semaine à Bourges a permis de faire deux découvertes : celle de Patrick Pelletier, dont c'était le premier vrai spectacle, et celle de Liane Foly, déjà connue par un séjour au « Top 50 ». Né il y a vingt-six ans d'une mère algérienne et d'un père français, Patrick Pelletier a grandi à La Rochelle et vécu dans une bande qui le chargeait de voler des disques dans les centres commerciaux. Il a ainsi écouté James Brown, Miles Davis et Al Jarreau avant d'entrer, à l'âge de treize ans, dans un centre pour jeunes délinquants à Poitiers. Il y est resté trois ans, a obtenu en sortant un CAP de plâtrier et est devenu... moniteur-éducateur stagiaire dans un centre social pour adolescents. C'est là qu'il est devenu un fou de l'improvisation vocale dans la tradition d'Al Jarreau et de Bobby Mac Ferrin. Patrick Pelletier n'utilise que peu de phrases, plutôt des mots, des points de repère pour laisser imaginer des sentiments, pour développer des émotions. Pelle-

tier se produit en duo avec un bassiste et chante de la *soul* comme un Noir de Harlem.

Liane Foly swingue aussi. Et elle mélange avec humour le français et l'anglais, chante enfin des standards américains comme *The man I love* et *Stormy Weather*. Liane Foly vient au Printemps dans le cadre d'une politique de promotion vaine par son producteur Xavier Dubuc. Celui-ci a déjà financé un soir de juin dernier, à La Cigale, un *showcase*, un « spectacle-vitrine » d'une heure au coût : 300 000 F.

Xavier Dubuc dirige, avec Jacotte Dubuc, à Lyon, la société Rainbow. Il est l'un des jeunes producteurs actifs du show-biz. Avec quelques autres organisateurs de spectacle, il a participé à l'actuelle réorganisation d'un métier dont les lois (licences, droits d'auteurs, etc.) ont rarement été appliquées jusqu'ici. Promoteur local, il accueille dans la région Rhône-Alpes les tournées de variétés et de rock (à Lyon, Jean-Jacques Goldman a rassemblé récemment 35 000 personnes) ; producteur, il monte des concerts comme ceux de Francis Cabrel au Zénith en septembre prochain ou achète au forfait pour les régions un spectacle créé à Paris comme celui de Jacques Higelin (quarante dates jusqu'en juin ; budget de la tournée : 13 millions de francs). Projet de Xavier Dubuc : une salle de spectacle au cœur de Lyon.

CLAUDE FLÉOUTER.

La grève au Centre Pompidou

Beaubourg paralysé

(Suite de la première page.)

Ses efforts doivent porter dans deux directions : améliorer globalement les problèmes liés aux personnels et aménager l'espace. « Quand je suis arrivée ici, remarque-t-elle, j'ai noté qu'il n'y avait aucun plan de carrière, ni de formation pour les employés du Centre. On avait estimé, au départ, que ceux-ci ne feraient que passer par Beaubourg. Or certains d'entre eux sont là pratiquement depuis la débâcle. On a ensuite traité les revendications, secteur par secteur, sans jamais vouloir envisager l'ensemble des problèmes. Une politique à court terme qui n'a rien réglé au fond et qui se refuse catégoriquement. Le Centre Pompidou est un tout. Les problèmes de personnels, comme ceux qui sont liés à l'aménagement des espaces, seront réglés globalement ou ne le seront pas ».

Une direction commerciale

Ce langage a l'avantage de la fermeté et de la transparence. Pour l'instant, il ne convainc guère les syndicats, qui ne nient pas, cependant, la bonne volonté de la nouvelle présidence. Et puis, comment dégager des res-

sources nouvelles pour engager plus de monde sans gonfler démesurément un budget déjà considérable : 413 millions de francs. « Mieux gérer le centre, répond Hélène Ahreweiler, sans que la qualité de celui-ci s'en trouve affectée. Réduire, par exemple, le nombre des missions à l'étranger, paraît-il abusif. N'utiliser la sous-traitance que de manière exceptionnelle, ce qui est loin d'être la règle. Coordonner la programmation. Eviter les invitations abusives d'intervenants étrangers. Examiner le devis des manifestations avec un œil critique et ne pas accepter n'importe quel chiffre : 6 millions de francs pour une exposition Wharol proposée par le MOMA, c'est trop cher. » Mieux diffuser les produits du Centre :

« J'ai créé une direction commerciale qui n'existait pas. » Se préoccuper enfin de la publicité comme du mécénat. Ce dernier point inquiète les responsables du Centre de création industrielle, qui redoutent que la politique culturelle soit soumise aux lois du marché. « Nous devons déjà trouver nous-mêmes 50 % du financement de nos expositions, remarque l'une d'entre elles. Nous avons dû annuler au dernier moment un projet « parcs et jardins » parce

que le sponsor avait renoncé. Olivetti nous a imposé, par ailleurs, une rétrospective Polon dont nous ne voulions pas ».

L'aménagement de l'espace est un autre problème que la nouvelle présidence aura à résoudre très vite. Chaque mètre carré est ici chèrement disputé. Si l'ITRCAM a réussi à s'agrandir, grâce à l'entregent de son patron, Pierre Boulez, le Musée national d'art moderne, plus riche que son homologue de New-York, est étouffé littéralement. La Bibliothèque publique d'information est débordée par son succès. Privilegier l'un des départements au détriment de l'autre ou prôner, comme le font certains, le démantèlement de secteurs entiers signifie un changement radical de la vocation du Centre dont la vertu première est justement la pluridisciplinarité. Le « Convergence Beaubourg » redoute surtout que le ministère de la culture, tuteur de l'établissement, ne se désintéresse progressivement du Centre au profit des autres grands travaux, qui arrivent aujourd'hui à maturité. Ce n'est peut-être pas un hasard si la récente grève s'est déclenchée le jour de l'inauguration des sous-sols de la Pyramide du Grand Louvre.

EMMANUEL DE ROUX.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

ÉTRANGER

4. - **ÉTATS-UNIS** : Les groupes Time et Warner annoncent leur intention de fusionner pour constituer le premier groupe mondial de communication (7 et 9).

5. - **SOUDAN** : M. Sadek El Mahdi, premier ministre depuis mai 1986, accepte, sous la pression de l'armée, de former une nouvelle coalition avec l'ensemble des partis et des syndicats, sauf le Front national islamique, qui était associé au pouvoir depuis mai 1988. Dès sa première réunion, le 26, le gouvernement approuve l'accord de paix conclu le 16 novembre 1988 avec la rébellion sudiste (1, 3, 5-6, 7, 10, 14, 24 et 25).

5-7. - **CHINE** : Au Tibet, de violentes émeutes antichinoises sont très sévèrement réprimées à Lhassa, où la loi martiale est instaurée le 8. Le nombre des tués serait bien supérieur aux seize morts officiellement reconnus. Pékin proteste après l'adoption, le 16, par le Parlement européen et par le Sénat américain, de résolutions condamnant la répression au Tibet (du 7 au 16 et du 18 au 27).

5-7. - **GRANDE-BRETAGNE** : Une conférence sur la protection de la couche d'ozone est réunie à Londres à l'invitation de M. Thatcher. Les représentants de cent vingt-quatre pays y participent, alors que les ministres de l'environnement de la CEE ont décidé, le 2, d'accélérer leurs efforts pour réduire l'usage des chlorofluorocarbures qui détruisent la couche d'ozone et provoquent un réchauffement de la Terre (du 4 au 9).

6. - **EST-OUEST** : Les négociations sur les forces conventionnelles en Europe s'ouvrent à Vienne en présence des ministres des affaires étrangères des vingt-trois pays qui y participent (les seize membres de l'OTAN et les sept du pacte de Varsovie). M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, présente, le 6, un plan de désarmement en trois phases, avant d'avoir, le 7, son premier entretien avec M. Baker, le nouveau secrétaire d'Etat américain (4, 7, 8, 9 et 25).

6. - **VENEZUELA** : Le couvre-feu instauré le 28 février est levé. Du 27 février au 2 mars, entre trois cents et cinq cents personnes ont été tuées lors de la répression des émeutes contre les mesures d'austérité. Plus de 1,2 milliard de dollars de crédits sont accordés par les États-Unis, par l'Espagne et le 30 par le FMI (du 1 au 13 et 15/III, 14/IV).

7. - **AFGHANISTAN** : La résistance lance une attaque contre Jala-labad, troisième ville du pays entre Kaboul et la frontière pakistanaise. Tandis que de très violents combats se poursuivent autour de la ville, encerclée jusqu'à la fin du mois, Moscou dénonce le soutien militaire apporté par le Pakistan aux moudjahidins (3, 7, du 9 au 21, 25, 28, 29 et 31).

9. - **ÉTATS-UNIS** : Le rejet par le Sénat de la nomination de M. John Tower au poste de secrétaire à la défense est un grave échec pour le président Bush. Ce dernier nomme, dès le 10, M. Richard Cheney, qui est confirmé par le Sénat le 17 (du 2 au 13, 18, 19-20 et 24).

9. - **ONU** : La Commission des droits de l'homme à Genève adopte une résolution condamnant les violations des libertés fondamentales en

Roumanie. L'URSS et les trois autres pays de l'Est représentés à la Commission ne prennent pas part au vote, tandis que la Hongrie parrainait la résolution (3-6, du 8 au 13, du 16 au 24 et 26-27).

9-10. - **FRANCE-ALGÉRIE** : M. Mitterrand se rend en Algérie pour d'« amicales conversations » avec le président Chadli (1, 10 et 11).

10. - **DÉVELOPPEMENT** : M. Nicholas Brady, secrétaire américain au Trésor, lance de nouvelles propositions d'allègement de la dette des pays en voie de développement. Les banques commerciales, Le 23, dix-huit ministres latino-américains sont reçus à l'Élysée pour faire le point sur le plan français de réduction de la dette présenté à l'ONU en septembre 1988 par M. Mitterrand (du 11 au 14, 18, du 21 au 25, 28 et 31/III, 14/IV).

11. - **PAYS-BAS** : Un « sommet sur la protection de l'atmosphère du globe » est réuni à La Haye à l'initiative des premiers ministres français, néerlandais et norvégien. Les dirigeants de douze États industrialisés et de douze pays en voie de développement y participent, dont MM. Mitterrand et Rocard pour la France ; ni les États-Unis, ni l'URSS, ni la Chine ne sont représentés. Un « appel à tous les États du monde » est lancé afin que soit créée une autorité mondiale de l'environnement (8, du 11 au 14, 17 et 18/III, 4/IV).

12. - **AUTRICHE** : Les élections régionales au Carinthie, à Salzbourg et au Tyrol sont marquées par les progrès du Parti libéral (droite ultranationaliste) de M. Jörg Haider (11 et 14).

12. - **MADAGASCAR** : A l'élection présidentielle, M. Didier Ratsiraka est réélu pour un troisième mandat avec 62 % des suffrages, alors qu'il n'en avait obtenu 40 % en novembre 1982. Le régime, au pouvoir depuis 1975, se libéralise et se démocratise (11, 13 et 18).

12. - **RFA** : Aux élections municipales à Francfort, les chrétiens-démocrates perdent la mairie au profit des sociaux-démocrates alliés aux Verts. Le parti néo-nazi NPD fait son entrée au conseil municipal avec 6,6 % des suffrages et 7 des 91 sièges (10, 14 et 31).

14. - **GRÈCE** : M. Agamenon Kostasopoulos, numéro deux du gouvernement, démissionne en raison de son implication dans le « scandale Koskotas », qui empêche le climat politique depuis quatre mois et menace de plus en plus le premier ministre, M. Andreas Papandréou (8, 10, 11, du 15 au 18, 21 et 23/III, 14/IV).

14. - **IRAN** : A Beyrouth, de violents tir d'artillerie sont échangés entre le secteur chrétien et le secteur musulman. Les jours suivants, les bombardements redoublent d'intensité, après que le général Michel Aoun, chef de l'armée et du gouvernement chrétiens, ait appelé à la « guerre de libération » contre « l'hégémonie et l'occupation syriennes ». A partir du 21, le « réduit chrétien » est soumis à un blocus total par Damas et ses alliés libanais, tandis que les cessez-le-feu, à peine décrétés, sont rompus (9 et à partir du 14).

14. - **SUISSE** : Mort de Zita de Habsbourg, dernière impératrice

Mars 1989 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

d'Autriche et reine de Hongrie qui vivait en exil depuis 1919 (15 et 16/III, 4/IV).

15. - **AFRIQUE DU SUD** : M. Pieter Botha reprend ses fonctions à la tête de l'Etat après la congestion électorale dont il a été victime le 18 janvier. Le Parti national, au pouvoir depuis 1948, a subi, le 13, que M. Frederik De Klerk, qui dirige le parti depuis la démission, le 2 février, de M. Botha, devienne président de la République « dans l'intérêt du pays » (9, 11, 14, 15, 17 et 25).

15. - **CEE** : Le Parlement européen adopte, par 244 voix contre 55, une résolution recommandant que le droit de vote soit accordé aux étrangers ressortissants des pays membres de la CEE pour les élections municipales (17).

15. - **HONGRIE** : D'importantes manifestations sont organisées à Budapest par le pouvoir comme par l'opposition pour célébrer la fête nationale, rétablie au 15 mars, jour anniversaire de l'insurrection de 1848 contre les Autrichiens (17).

16. - **OCI** : La dix-huitième session ministérielle de l'Organisation de la conférence islamique, réunie à Ryad depuis le 13, refuse de soutenir l'appel au meurtre lancé par l'imam Khomeiny contre Salman Rushdie, mais qualifie d'apostat l'auteur des *Versets sataniques* et condamne fermement son livre (du 14 au 21).

16. - **RFA** : Après les élections du 29 janvier à Berlin-Ouest, les sociaux-démocrates forment avec les Allemands le gouvernement régional, dont huit des onze membres sont des femmes (4, 11, 15 et 18).

16. - **URSS** : M. Gorbachev fait adopter par le comité central de nouvelles réformes en faveur d'une décollectivisation de l'agriculture, après avoir dressé, le 15, un bilan catastrophique de la situation dans les campagnes et dénoncé les pénuries qu'entraînent l'incurie, gaspillage et mauvaise gestion (17 et 18).

18-19. - **ISRAËL** : Sept Palestiniens sont tués au cours d'un week-end particulièrement meurtrier dans les territoires occupés, où le soulèvement ne faiblit pas. Le 30, la Cisjordanie et Gaza sont isolées pour la Journée de la terre célébrée par les Arabes israéliens (7, 8, 9, 14, 15, 21, 23, 24, 25, 28, 29 et 31/III, 14/IV).

19. - **SALVADOR** : M. Alfredo Cristiani, candidat de l'ARENA (extrême droite), remporte l'élection présidentielle avec 53,82 % des suffrages exprimés. L'abstention, partie due au mot d'ordre de boycottage lancé par la guérilla, atteint près de 50 %. La guerre civile, qui a fait soixante-dix mille morts en neuf ans, ne s'interrompt pas le jour du scrutin, où des affrontements font quarante-trois morts dont trois journalistes. M. Cristiani succède le 1^{er} juin au président démocrate-chrétien José Napoleón Duarte (2, 4, 7, 10, 11, du 17 au 24, 28, 30 et 31/III, 2-3/IV).

20. - **CEE-IRAN** : Les ministres des affaires étrangères des Douze décident d'autoriser chaque pays à renvoyer son ambassadeur à Téhéran, un mois après leur rappel en raison de l'affaire Rushdie et alors que l'Iran et la Grande-Bretagne ont, le 7, rompu leurs relations diplomatiques. L'imam Khomeiny affirme, le 22, que l'Europe est « humiliée » et « honteuse » (du 1^{er} au 13 et du 22 au 25).

20. - **CHINE** : M. Li Peng, premier ministre, annonce devant l'Assemblée nationale populaire un ralentissement des réformes et un plan d'austérité de deux ans « au moins » afin de lutter contre l'inflation qui s'élève à près de 30 % en rythme annuel. D'autre part, une campagne d'intellectuels pour l'amnistie des « prisonniers politiques » provoque un durcissement des autorités (17, 19-20, 22, 24, 28, 30 et 31).

22. - **ITALIE** : Le dix-huitième congrès du Parti communiste, réuni depuis le 18 à Rome, s'achève en approuvant une ligne politique qui le rapproche de la social-démocratie (19-20, 22 et 24).

22. - **ONU** : Une « convention sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux » est approuvée par les délégations de cent quinze pays, réunies depuis le 20 à Bâle (Suisse) sous l'égide du Pro-

gramme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Contrairement au souhait de nombreux pays africains, les exportations de déchets ne sont pas interdites, mais elles seront strictement contrôlées (23 et 24).

22. - **PROCHE-ORIENT** : Une deuxième « rencontre formelle » américano-palestinienne a lieu à Carthage (Tunisie), en dépit de plusieurs tentatives d'infiltration de commandos palestiniens en Israël, destinées à torpiller le dialogue entre l'OLP et les États-Unis (du 3 au 7, 9, 12-13, 14 et du 17 au 25).

22-24. - **FRANCE-BANGLADESH** : M. Mohammed Ershad, président du Bangladesh en visite d'Etat en France, s'entretient avec M. Mitterrand du projet lancé par ce dernier pour contrôler les inondations (23, 24 et 26-27).

24. - **ÉTATS-UNIS** : En Alaska, un pétrolier de 300 000 tonnes, l'*Exxon-Valdez*, s'échoue après avoir heurté un récif dans la baie du Prince-Guillaume, au sud du terminal pétrolier de Valdez. Les 42 000 tonnes de brut échappées de ses soutes provoquent la plus importante marée noire jamais survenue en Amérique du Nord (à partir du 26).

24. - **ÉTATS-UNIS** : Un accord est conclu entre M. George Bush et le Congrès sur l'octroi d'une aide « humanitaire » de 4,5 millions de dollars par mois, pendant onze mois, pour les onze mille « contras » nicaraguais basés au Honduras (16, 17, 19-20 et 26-27).

26. - **ESPACE** : Les communications sont interrompues avec la sonde soviétique Phobos-2, qui était en orbite autour de la planète Mars depuis le 29 janvier. Elle avait été lancée en juillet 1988, comme Phobos-1, avec laquelle le contact a été perdu en septembre 1988 (30 et 31).

26. - **TURQUIE** : M. Turgut Ozal, premier ministre, subit un net échec aux élections municipales et départementales. L'ANAP, son parti, en obtenant 21,9 % des voix, perd 14,5 % par rapport aux législatives de novembre 1987 et n'est plus que le troisième parti du pays (du 26/III au 3/IV).

26. - **URSS** : Au premier tour des élections législatives, les Soviétiques se prononcent clairement pour le changement et la démocratie. A l'issue d'une campagne animée, le scrutin - le premier où les candidatures multiples étaient autorisées - est marqué par le succès de nombreux réformateurs ou nationalistes, alors que des candidats officiels du parti sont désavoués. A Moscou, M. Boris Eltsine, devenu très populaire après avoir été victime, fin 1987, des conservateurs du parti, obtient 89,44 % des suffrages (4, 5-6, 11, du 14 au 18, 21 et du 23 au 31/III, 2-3/IV).

27-28. - **YOUgoslavie** : Au Kosovo, de violents affrontements entre les forces de l'ordre et des « nationalistes et séparatistes » albanais ont officiellement vingt-quatre morts, après l'adoption d'une révision de la Constitution restaurant l'autorité de la Serbie sur le Kosovo, province peuplée à 90 % d'Albanais de souche (du 1^{er} au 8, 22, 25 et à partir du 28).

28. - **IRAN** : L'ayatollah Hosein Ali Montazeri, qui était depuis novembre 1985 le successeur désigné de l'imam Khomeiny, est contraint de renoncer à ses fonctions (2, 19-20, 22, 28, 29 et 30).

29. - **BELGIQUE** : Abdullah Abdel, recteur de la mosquée de Bruxelles, et son adjoint sont assassinés. L'imam, de nationalité soudanaise, avait adopté une position modérée dans l'affaire des *Versets sataniques* (31/III, 14/IV).

29-30. - **PÉTROLE** : Le comité de surveillance de l'OPEP, réuni à Vienne, se félicite de la hausse des prix du brut, qui sont revenus de moins de 12 dollars à plus de 18 dollars le baril en quatre mois (3-6, 16, 19-20 et 29/III, 14/IV).

31. - **FRANCE-CANADA** : Paris et Ottawa concluent un accord qui met fin à un contentieux vieux de trois ans sur les droits de pêche au large de Terre-Neuve et de Saint-Pierre-et-Miquelon (7, 15, 18, 26-27 et 31/III, 2-3/IV).

FRANCE

2. - Ouverture du procès du commissaire Yves Jobic, inculpé par le juge d'instruction Jean-Michel Hayat de proxénétisme aggravé et de corruption passive de fonctionnaire. Jusqu'au 21, les audiences font apparaître des méthodes policières controversées ainsi que des relations parfois tendues entre policiers et magistrats. Le jugement est fixé au 28 avril (du 3 au 23).

4. - Un colloque scientifique est réuni à Paris à l'instigation de M. Fabius sur le thème : « Atmosphère et climat, comprendre pour agir ». Les principaux spécialistes des relations entre la couche d'ozone et du réchauffement de la Terre y participent (7).

7. - Mort de Roger-Patrice Pelat, ami de M. Mitterrand, inculpé le 16 février de « recel de délit d'initié » dans l'affaire Pochiney (3 et du 9 au 13).

8. - Le conseil des ministres approuve un projet de loi destiné à renforcer les pouvoirs et l'indépendance de la Commission des opérations de Bourse (COB) et à assurer une plus grande transparence des offres publiques d'achat (8, 10 et 29).

8. - L'équipe de France de football, battue (0-2) par l'Ecosse à Glasgow, perd pratiquement tout espoir de participer à la Coupe du monde 1990 en Italie (1, 5-6, 8 et 10).

8. - Mort de Robert Lacoste, plusieurs fois ministre sous la IV^e République, chargé de l'Algérie de février 1956 à avril 1958 (10 et 11).

9. - M. Pierre Bérégovoy annonce la suppression totale du contrôle des changes pour les entreprises (11 et 19-20).

14. - Des médecins lyonnais annoncent qu'ils ont réalisé, le 30 juin 1988, la première greffe in utero en transplantant des cellules fœtales sur un fœtus de vingt-huit semaines atteint d'un déficit immunitaire mortel (16).

16. - M. Lionel Jospin signe un accord avec les syndicats du supérieur sur la révision des carrières des universitaires. Le 20, il présente de nouvelles propositions sur la revalorisation de la profession pour les enseignants du primaire et du secondaire, qui reçoivent un accueil moins hostile des syndicats. Le 30, de nouveaux enregistrements avec tous les partenaires du système éducatif portent sur l'avenir-projet de loi d'orientation, qui est accueilli avec beaucoup de scepticisme (du 2 au 7, du 9 au 16, du 21 au 27, 29, 30 et 31/III, 14/IV).

18. - L'équipe de France de rugby, en battant le XV écossais par 19 à 3 au Parc des Princes, remporte le Tournoi des cinq nations pour la quatrième année consécutive (7 et 21).

20. - Alors que la Corse est paralysée par une grève des fonctionnaires qui dure depuis quatre semaines, M. Michel Rocard propose une « concertation approfondie » autour de quatre tables rondes, mais exclut d'accorder la prime d'insularité réclamée par les grévistes afin de compenser un coût de la vie plus élevé que sur le continent.

Après l'échec d'une tentative de négociations avec les syndicats corses, le 25 à Paris, le mouvement se poursuit, soutenu par la grande majorité de la population de l'île. De nouvelles propositions faites le 30 par le gouvernement sont, elles aussi, rejetées par les syndicats, qui maintiennent leurs revendications (8, 9, 11, 14, 15 et à partir du 17).

20. - M. Bérégovoy autorise un rapprochement entre la BNP et l'UAP, les numéros un français de la banque et de l'assurance. Mais les deux sociétés nationalisées devront se contenter de participations croisées de 5 % à 10 % et d'actions commerciales communes (22 et 24/III, 14/IV).

20. - Le groupe pétrolier Elf-Aquitaine annonce qu'il va acquérir pour 1,06 milliard de dollars la firme chimique autrichienne Pannal grâce à une OPA amicale (21, 23 et 25).

21. - Le gouvernement s'oppose à la vente de Spontex, filiale du groupe Chargeurs, à la société américaine 3M, en affirmant que le nouvel ensemble aurait eu une position dominante sur le marché de l'essuyage français (19-20 et 23/III, 14/IV).

21. - Seule la CGC accepte immédiatement de signer l'accord sur l'aménagement du temps de travail, à l'issue de négociations commencées en octobre 1988 entre le patronat et les syndicats. La CFDT, en décidant le 24 de signer aussi le texte, se pose en interlocuteur du patronat face au raidissement de FO (23, 25, 26-27 et 29).

24. - En février, le déficit du commerce extérieur a été de 500 milliards de francs, le nombre des chômeurs a diminué de 0,8 % et les prix ont augmenté de 0,5 % (11, 16, 18, 25, 26-27, 29 et 31).

28. - M. Mitterrand annonce qu'il recevra cette année, à l'Élysée, M. Yasser Arafat, nommé le 26 par le comité exécutif de l'OLP « président de l'Etat indépendant de Palestine » (26-27, 30 et 31/III, 4/IV).

29. - Le gouvernement est légèrement remanié : M. Louis Besson est nommé ministre délégué au logement et deux secrétaires d'Etat, MM. Brice Lalonde et Gérard Renon, voient leurs attributions modifiées (31).

29. - M. Mitterrand intervient en conseil des ministres en faveur de l'abrogation de la loi Pasqua sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, alors que M. Pierre Joxe envisage le maintien de certaines dispositions « pour combattre et décourager l'immigration clandestine » (30 et 31/III, 14/IV).

29. - Mort du général Fernand Gambiez, commandant en chef en Algérie en 1961 pendant le « putsch des généraux » (31).

30. - Mort du professeur Pierre Lépine, virologue, qui avait mis au point en 1957 un vaccin inactif contre la poliomyélite (2-3/IV).

Elections

Le 12, l'abstention (27,18 %) est importante au premier tour des élections municipales, en particulier dans les grandes villes. Le rapport des forces entre la gauche (48,02 %) et la droite (50,34 %) reste stable par rapport aux législatives de juin 1988. Les Verts progressent : le FN est plutôt en recul ; le PS, qui récupère le terrain perdu lors du scrutin de mars 1983, concentre sept villes de plus de 20 000 habitants, dont Nantes et Chambéry ; la droite a gagné six, dont Angoulême (UDF) et Montbéliard (RPR). M. Rocard se félicite qu'il n'y ait pas eu de vote-sanction contre sa politique.

Les jours suivants, la droite s'attache à isoler le FN, qui décide de se maintenir partout où il peut tandis que les écologistes, très courtisés, préfèrent eux aussi se maintenir le plus souvent. A quelques exceptions près, les conseils nationaux de désistement PC-PS et RPR-UDF sont appliqués. Mais l'affrontement gauche-droite devient l'exception : sur les 173 communes de plus de 20 000 habitants restant en ballottage, il y a des triangulaires dans 83 villes et des quadrangulaires dans 23.

Le 19, au second tour, l'abstention reste élevée (28,90 %), mais un surcroît de mobilisation dans les grandes villes permet au PS de confirmer son avance. Au total, pour les villes métropolitaines de plus de 20 000 habitants, le PS en gagne 35 dont Strasbourg, Brest, Dunkerque et Aix-en-Provence, et en perd 14, dont 2 conservées par des dissidents, Annemasse et Marseille, où la victoire de M. Vigoroux est totale (80 élus sur 101). Le PC reconquiert Saint-Quentin, mais perd 15 autres villes, 7 au profit de la droite, 5 du PS et 3 du PC dissidents. La droite ne contrôle plus que 180 de ces villes (sur 394), dont 80 sont dirigées par le RPR (13 gagnées, 20 perdues) et 74 par l'UDF (12 gagnées, 22 perdues). Les listes de M. Chirac à Paris et de M. Noir à Lyon l'emportent dans tous les arrondissements. Les Verts et le FN préservent leurs voix du premier tour et font leur entrée dans de nombreux conseils municipaux.

Dès le 19 au soir, tandis que M. Rocard remercie les électeurs pour ce « signe de confiance », M. Giscard d'Estaing et M. Chirac appellent l'opposition à s'unir pour les élections européennes du 18 juin. Mais, le 20, M. Méhaignerie (CDS) s'affirme opposé à une liste unique RPR-UDF et, le 23, M. Veil déclare qu'elle serait « très honteuse » de conduire une « liste du centre ».

Le 22, M. Fabius se porte candidat pour conduire la liste socialiste aux européennes. Il obtient l'accord de tous les dirigeants du PS. Le PC présente, le 30, une liste conduite par M. Philippe Herzig.

Le 28, M. Charles Millon (UDF) lance publiquement l'idée d'une liste composée de « la nouvelle génération du RPR, de l'UDF et de l'UDC ». Cette proposition reçoit le soutien de nombreux « jeunes » dirigeants de ces trois formations qui rappellent que les résultats des municipales ont démontré une aspiration des électeurs au renouvellement des hommes et des idées (du 2/III au 3/IV).

CULTURE

4. - Lors de la quatorzième Nuit des Oscars, Isabelle Adjani, sacrée meilleure actrice de l'année pour *Camille Claudel*, lit un court extrait des *Versets sataniques* de Salman Rushdie (7).

8. - Mort de l'écrivain Charles Exbrayat, auteur d'une centaine de romans policiers (10 et 11).

16. - Pierre-Jean Remy, reçu à l'Académie française par Jacques de Bourbon-Busset, prononce l'éloge de Georges Dumézil (19-20).

16. - Mort de l'historien Georges Blond (17 et 18).

17. - *Guillaume Tell*, le dernier opéra de Rossini, est représenté au Théâtre des Champs-Élysées dans une mise en scène de Pier Luigi Pizzi, avec le baryton José Van Dam et le ténor Chris Merritt (21).

18. - Antoine Vitez, pour sa première mise en scène à la Comédie-Française, monte *Le Mariage de Figaro* de Beaumarchais (18 et 23).

19. - Le Conseil de l'Europe présente une exposition au Grand Palais sur « la Révolution française et l'Europe, 1789-1799 », qui regroupe près de mille deux cents œuvres prêtées par quinze pays (25).

29. - M. François Mitterrand inaugure l'entrée du Grand Louvre par la pyramide, œuvre de l'architecte Ioh Ming Pei, qui abrite

désormais un efficace centre d'accueil pour le public (30 et 31).

29. - *Rain Man*, film de Barry Levinson avec Dustin Hoffman, obtient les Oscars du meilleur film, du meilleur réalisateur et du meilleur acteur à Hollywood (16 et 31).

29. - Mort de l'actrice Madeleine Ozary (31).

29. - Mort de l'acteur Bernard Blier (31).

30. - De nombreuses personnalités françaises et soviétiques participent à Moscou au lancement d'une saison française en URSS. Outre une importante exposition sur l'art français du vingtième siècle, la venue de troupes françaises de théâtre est organisée (30/III et 2-3/IV).

31. - Une cérémonie célèbre le centenaire de l'inauguration de la tour Eiffel (30/III et 2-3/IV).

1988 en « Folio »

Comme pour 1986 et 1987, les douze chronologies mensuelles de 1988 sont publiées en livre, chez Gallimard, dans la collection de poche « Folio-Actuel », avec une préface d'André Fontaine, et augmentées d'un index détaillé.

ETRANGER

Le taux de chômage aux Etats-Unis à son plus bas niveau depuis 1973

Le taux de chômage a de nouveau baissé aux Etats-Unis en mars revenant à 5% de la population active, son plus bas niveau depuis presque seize ans. Ce résultat confirme la très forte activité économique en Amérique du Nord : le chômage a également baissé en mars au Canada, quoique de façon moins significative, pour atteindre 7,5% contre 7,6% en février, mais 4,9% dans la province de l'Ontario, la plus industrialisée.

La phase d'expansion rapide qui a commencé dès la fin de 1982 en Amérique du Nord et s'est poursuivie sans interruption depuis va-t-elle se

prolonger, comme pourrait le faire croire la baisse continue du chômage, ou est-elle sur le point de prendre fin progressivement comme le pensent la plupart des économistes, qui rappellent que la situation de l'emploi peut statistiquement continuer de s'améliorer alors même qu'un ralentissement de l'activité est déjà engagé ?

Un chiffre semble leur donner raison : les créations d'emplois en mars (180 000) sont beaucoup plus faibles qu'en février (280 000) et qu'en janvier (415 000). C'est le chiffre le plus bas depuis les 154 000 emplois d'août 1988.

Un ralentissement incertain

Les signes d'un ralentissement spontané de l'économie américaine — de la consommation notamment — sont « encore très fragiles et demandent à être confirmés », écrit la direction de la prévision du ministère français de l'économie et des finances (1).

L'étude du ministère souligne l'ambiguïté des statistiques publiées et la difficulté de les interpréter : « Avec un taux de croissance de 3,9%, le plus élevé depuis 1984, l'économie américaine a connu en 1988 sa sixième année consécutive d'expansion. »

« Le ralentissement progressif que décrivent les résultats des comptes trimestriels ne doit pas faire illusion. Certes, la croissance est passée de 3,4% en rythme annuel au premier trimestre 1988 à 2,4% au quatrième. Mais, hors effet saisonnier, il apparaît que le rythme de croissance a été, au cours des deux derniers trimestres de 1988 respectivement de 3% et de 3,5%. Un certain nombre d'indicateurs

sont venus confirmer la vigueur de l'activité au début de l'année 1989. Les créations d'emplois restent importantes : 352 000 emplois salariés par mois en moyenne sur les deux derniers mois (janvier, février) contre une moyenne mensuelle de 303 000 en 1988. »

D'autre part, l'indice de la production industrielle a augmenté de 0,4% en décembre et en janvier. « Malgré une stabilisation en février, la hausse en glissement annuel a été pour les trois derniers mois respectivement de 4,9%, 5% et 5%. »

L'étude de la direction de la prévision relève cependant plusieurs signes d'un ralentissement. « Le taux d'épargne des ménages, après son très bas niveau de 1987 (3,2%), est remonté en 1988 à 4,2% et 4,5% au quatrième trimestre. En janvier 1989, il a atteint 5,2%, niveau qui reste inférieur au niveau moyen des années 1980-1983. La hausse continue des taux d'intérêt commence sans doute à faire sen-

tir ses effets, notamment sur les achats d'automobiles. Mais « ce sont les ventes d'automobiles qui expliquent la plus grande part du ralentissement des ventes de détail depuis le début de l'année. »

« Ainsi, ajoute la DP, les derniers indicateurs disponibles vont bien dans le sens d'un ralentissement de la consommation, mais ce jugement demeurera très fragile, tant que les ventes hors automobiles n'indiqueront pas d'inflexion plus marquée, signifiant que la hausse des taux d'intérêt commence effectivement à « mordre » sur les dépenses des ménages. »

« L'investissement des entreprises pourrait devenir progressivement moins dynamique à partir du milieu de l'année, si les entreprises anticipent un ralentissement de la demande et constatent des profits moins élevés sous l'effet des hausses des coûts salariaux. »

(1) Note de conjoncture internationale, mars 1989.

Compromis Etats-Unis-CEE sur l'agriculture

Les concessions américaines permettent une relance de l'Uruguay Round

L'accord agricole auquel sont parvenus, vendredi 7 avril, à Genève, les représentants des pays du GATT (l'Organisation qui régit le commerce international) convient parfaitement à la Communauté européenne dont, à ce stade, tous les objectifs dans la négociation sont atteints. Cependant, cette réunion de repêchage, organisée par le GATT et dont l'objet est de relancer l'Uruguay Round, bloqué depuis la session ministérielle qui s'est tenue en décembre à Montréal, dut encore samedi sur le dossier concernant les échanges de produits textiles.

Dans ce domaine, la communauté, sous la pression de l'Italie, premier producteur des Douze, entend obtenir des pays du tiers monde davantage de garanties. Elle demande notamment un meilleur accès à leur marché, pour accompagner l'élimination progressive des dispositions de l'accord multilatéral (AMF) qui, depuis 1977, la protège efficacement contre le déferlement des importations en provenance des pays à bas coût de revient.

M. Guy Legras, le directeur général de l'agriculture de la Commission européenne, était radieux lors de la conférence de presse qu'il a tenue vendredi après que le débat agricole ait été bouclé. « La raison de notre succès, c'était de définir un objectif et un programme. Il a été atteint. Le vainqueur, au bout du compte, c'est le réalisme, ainsi que le système multilatéral des échanges. »

Les divergences sur l'objectif, cause première de la rupture de Montréal, ont disparu puisque les Etats-Unis ont renoué avec l'idée d'une élimination totale des subventions accordées à l'agriculture. Le programme distingue le court terme et le long terme. Les orientations approuvées pour le court terme représentent, a expliqué M. Legras, « un engagement de caractère très général » et n'imposent aucun

changement de politique à la Communauté, « qui a pris de l'avance » en engageant depuis 1984 une réforme en profondeur de la politique agricole commune. « Les seules conséquences pratiques, a-t-il ajouté, sera de conduire nos partenaires du GATT à prendre le même chemin que nous. »

Pour le long terme, la volonté commune est d'atteindre des réductions substantielles et équilibrées des différentes formes de soutien accordées aux agriculteurs, afin que les échanges puissent se développer de manière plus conforme au règlement du marché. La négociation, qui va durer jusqu'au 31 décembre 1990, terme normal de l'Uruguay Round, portera sur les différents aspects des politiques agricoles : l'accès au marché, le soutien intérieur, l'aide aux exportations.

Un programme de réformes à long terme devra être arrêté à cette date. Le texte approuvé n'isole d'aucune manière les subventions à l'exportation accordées par la Communauté, ce qui est une victoire importante pour les Douze.

La tarification

La réduction concertée du soutien, qui va être durement négociée au cours des vingt mois à venir, sera mise en œuvre soit de façon globale par le biais d'un « instrument de mesure du soutien » (l'Aggregate Measurement of Support (1) AMS) qu'il faudra mettre au point au cours des prochaines semaines, soit en négociant sur les différentes mesures de politique agricole.

Comme le suggère cette seconde formule, il est tout à fait possible que les subventions à l'exportation accordées par la CEE soient à nouveau mises sur la sellette. Mais alors on parlera tout autant, et sur un pied d'égalité, des aides directes (Deficiency Payment) ou du Loan Rate américain, qui dicte le prix mondial,

ou encore du programme de gel des terres appliqués aux Etats-Unis.

L'essentiel, pour la Communauté, demeure que telle ou telle mesure ne soit pas singulière, que l'ensemble des instruments de soutien à l'agriculture soit concerné par l'effort d'assainissement. Parmi les dispositions sur lesquelles le groupe de négociation agricole de l'Uruguay Round va réfléchir figure ce qu'on appelle la tarification. L'idée est de transformer en droits de douane ces autres instruments de protection des marchés que sont les prélèvements mobiles (perçus par la CEE) et les restrictions quantitatives.

La Communauté, qui explorera une telle piste avec suspicion, a obtenu en quelque sorte, en contrepartie, que soit également examinée sa demande visant à rééquilibrer sa protection extérieure.

Si, du fait de la mise en place de la tarification, les céréales dans les pays tiers peuvent entrer demain plus facilement dans la CEE, il deviendra encore plus urgent de rééquilibrer, c'est-à-dire d'appliquer des droits de douane aux importations de soja ou de produits de substitution des céréales (PSC), qui, aujourd'hui, entrent tout à fait librement. S'agissant du programme de travail à long terme, il est précisé, dans le texte approuvé, que les propositions sur les différents points à étudier devront être présentées par les gouvernements avant la fin de 1989.

P. L.

(1) AMS : Aggregate Measurement of Support est un instrument qui permet de comparer et de ramener à un dénominateur commun des mesures de soutien, de nature tout à fait différente. La Commission européenne, qui a procédé à de nombreuses simulations, produit par produit, est convaincue qu'il y a à un moyen efficace et équitable pour établir, et ensuite vérifier l'absence de l'effort à accomplir par chacun des pays producteurs.

Une négociation sérieuse portant sur le long terme va commencer et se prolonger jusqu'à la fin de 1990, terme de l'Uruguay Round. La Communauté s'abandonne sans avoir hypothéqué sa marge de manœuvre. Le retournement des marchés, les bruits de pénurie, ont sans doute influencé le débat genevois. Il reste que la Communauté a marqué un point décisif à l'égard des Etats-Unis. Elle a démontré qu'elle était suffisamment forte pour s'opposer à une réforme agricole imposée, et déséquilibrée. Ce n'est pas dire qu'elle ne devra pas consentir des efforts pour aboutir à une organisation plus rationnelle de la production et des échanges mondiaux.

PHILIPPE LEMAITRE.

Un succès européen

(Suite de la première page.)

N'exigeant plus d'éradication immédiate des aides à l'agriculture, ils acceptaient l'idée d'une réduction concertée du soutien mais mettaient l'accent sur la nécessité d'éliminer les subventions à l'exportation, les fameuses « restitutions » accordées par la CEE. L'Europe a marqué un rappelant qu'à ses yeux la réduction du soutien devait être « globale » et non pas viser tel ou tel instrument des politiques agricoles. Cependant, si l'on tenait à se montrer plus précis et à obtenir par exemple le plafonnement des subventions à l'exportation, il faudrait, alors, estimer les Européens, appliquer un traitement identique à l'ensemble des mesures, par exemple américaines, qui aboutissent au même résultat. La CEE

ne cherchait pas à se dérober mais réclamait une approche équitable. Cependant, l'administration américaine, à l'origine pourtant de l'Uruguay Round et de ce mouvement pour un aggrégation des politiques agricoles, bloquée par le Congrès, n'était pas capable de souscrire à des engagements à court terme précis.

Résultat, les mesures de caractère général décidées pour le court terme sont sans portée concrète. Elles n'affecteront pas la CEE, qui a « déjà donné » en réduisant sa politique agricole commune (PAC). La Commission européenne, porte-parole des Douze, a en effet obtenu, geste jusque-là refusé par Washington, que les efforts consentis depuis 1986 soient inscrits au crédit de l'Europe.

SOCIAL

Portrait

Bernard Ibal, un syndicaliste philosophe

Il est rare que les dirigeants syndicaux, même parmi les universitaires, plus rare encore qu'ils veuillent fonder leur action sur une métaphysique. C'est le cas de Bernard Ibal, le leader des cadres CFCT, qui, dans un livre récent, vient d'exposer sa philosophie.

« Si l'autre acquiesce à ma revendication de responsabilité, j'existe libre quelque part : dans le regard et le comportement d'autrui à mon égard. » La mot « revendication » mis à part, une telle phrase n'entre pas dans le registre habituel d'un syndicaliste. L'auteur, Bernard Ibal, est pourtant, depuis 1981, président de l'Union générale des ingénieurs, cadres et assimilés BGICA-CFTC. Mais, docteur d'Etat en Sorbonne, il enseigne aussi la philosophie dans un lycée d'Etat (en classe préparatoire à HEC) et à l'université de Toulouse. Syndicaliste et philosophe.

Le syndicaliste décline parfois sur le philosophe et vice versa. Lors d'un récent débat organisé par le Crédit mutuel, un militant de la CFCT a même qualifié Bernard Ibal d'« humaniste philosophe », en oubliant de mentionner ses responsabilités syndicales. A la tête d'une UGICA modeste (1) dont un adhérent sur cinq est un professeur de l'enseignement privé, Bernard Ibal, quarante-trois ans, qui passe la moitié de ses semaines près de Limoux, dans l'Aude, a publié il y a quelques mois un livre de philosophie intitulé *Aux risques de l'autre* (2), qui se présente comme l'approche d'une « nouvelle culture démocratique chrétienne ».

« Je suis un militant de terrain et un philosophe », écrit-il d'emblée avant de s'envoler dans les hautes sphères de la pensée : « La réalité s'annonce comme blessure et censure : elle est l'autre, le non-moi, l'anti-moi ; bref, l'altérité. Si l'idéaliste, ou plutôt l'utopiste, s'en accommode mal, il n'a qu'à devenir raisonnable. » L'ambition du « raisonnable » Bernard Ibal est de « convertir l'angoisse du quotidien en exaltation du risque et de l'expression de soi ». Suivent des considérations hautement philosophiques sur le « racisme moderne », les « avancées de l'économie moderne », appliquées notamment par l'« idéologie économique » et la « mentalité d'assisté » — ou encore sur le « devoir de Dieu ».

Une nouvelle morale

L'intérêt de cette philosophie est qu'on la retrouve en toile de fond dans ce « militantisme de la modération » que défend l'UGICA. Bernard Ibal, membre du bureau confédéral de la CFCT depuis 1987, entend « mettre en œuvre un syndicalisme moderne » et proposer « une autre mentalité de l'entreprise ». Désireux de « claquer davantage » la spécificité chrétienne du syndicalisme CFCT, il souhaite « équilibrer l'entreprise » en définissant celle-ci comme une « interdépendance des cellules dans un corps vivant ».

« Plus personne ne veut obéir idiot », souligne Bernard Ibal, qui propose une « nouvelle morale » de l'autorité entre cadres et non-cadres : « Ni démagogie, ni désisme, ni refus systématique de la participation. » Tant pis si cela se fait pas, telle morale pour un syndicat.

liste, même cadre, de parler d'autorité. Bernard Ibal prend le risque. « Il faut, souligne-t-il, que le syndicalisme ait des préoccupations gnostiques positives. » « Il n'est pas bon pour un syndicat de ne rien proposer, ajoute-t-il, quand même. Ce qui serait honnête, ce serait de n'en rester qu'à la revendication. » Et des revendications, l'UGICA en avance quelques-unes. Ainsi estime-t-elle, comme la CGC, que « la formation doit être un travail rémunéré », à instaurer dès lors qu'elle est l'élément de retrouver dans le plan de rénovation du secteur public de M. Rocard les « contrastes d'objectifs » qu'elle préconise depuis plusieurs années, visant à florer, après concertation, des buts et des moyens à chaque cadre.

Précisant, en plus de l'ancienneté, une valorisation du mérite par les salaires, l'organisation de Bernard Ibal demande que celui-ci soit évalué « démocratiquement ». Elle suggère la mise en place d'une « commission consultative d'évaluation » dans les moyennes et les grandes entreprises du secteur privé. Composée pour plus de la moitié de « cadres moyens dégrés à tout de jute, les pour le reste, les cadres supérieurs, elle donnerait un avis » sur les propositions de notation des non-cadres, par leurs cadres directs. Une nouvelle conception de l'autorité où syndicalisme et philosophie se rejoignent.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) L'UGICA adhérait que trente-cinq mille cadres ont rejoint, ces trois dernières années, au moins une union syndicale.

(2) *Aux risques de l'autre*, collection « Essais/philosophie », 344 pages, 136 francs.

La Cour de cassation revient sur l'ouverture des magasins le dimanche

La chambre sociale de la Cour de cassation vient de casser un arrêt de la cour d'appel d'Alsace-Provence, qui, le 6 février 1987, avait interdit à la société Leroy-Merlin d'ouvrir le dimanche son magasin de Nice.

Selon la Cour de cassation, les magasins à commerces multiples appartiennent, au regard de la législation du travail, à une catégorie différente de celles des commerces spécialisés. Même si Leroy-Merlin exerce l'un des commerces pour lesquels un accord sur le repos hebdomadaire a été signé, cette société échappe à l'application des articles 1732-1733 du Code de Commerce, qui imposent des restrictions de produits très divers.

Des syndicats de négociants en matériaux de construction, de commerçants en quincaillerie, électroménager, équipements sanitaires, chauffage et canalisation, de négociants en bois et dérivés avaient, en effet, assigné Leroy-Merlin, qui reprochant, en ouvrant son magasin le dimanche, d'être en infraction avec deux arrêtés du préfet des Alpes-Maritimes du 5 juin 1973 et du 2 juin 1977 interdisant l'ouverture dominicale de certains commerces spécialisés.

L'affaire a été renvoyée devant la cour d'appel de Montpellier.

AFFAIRES

Automobile : la Commission européenne opposée aux quotas à l'importation

L'Europe, après 1992, devra supprimer les quotas d'importations sur les automobiles japonaises qui protègent depuis plus de dix ans l'industrie du Vieux Continent, a déclaré M. Martin Bangemann, commissaire européen à l'industrie et au marché intérieur, à l'occasion d'une réunion informelle des douze ministres de l'industrie à San-Sebastian, en Espagne.

Jetant ainsi un pavé dans la mare, le nouveau commissaire a plaidé pour l'ouverture des marchés, estimant que l'industrie européenne « paraît capable de faire face au défi japonais à l'intérieur même de la Communauté », qui constitue le plus grand marché automobile du monde.

« Il n'est pas question d'une force européenne », a-t-il ajouté, la Communauté est déterminée à respecter ses engagements commerciaux internationaux. »

Cette position ne devrait pas manquer de susciter une vive polémique entre les Douze. Soutenue par l'Allemagne et la Grande-Bretagne, elle se heurte à l'opposition des Français et des Italiens qui ont imposé depuis dix ans des quotas d'importation sur les automobiles japonaises. L'industrie japonaise a conquis 14,7% du marché allemand et 17,7% du marché britannique, mais ne couvre que respectivement 3% et 2% des marchés français et italien. M. Bangemann a toutefois précisé que la levée des restrictions devrait être graduelle.

REPÈRES

Investissement
Hausse de 6 % à 7 % en France en 1989

Les Industriels français, interrogés par l'INSEE, ont répondu qu'ils prévoient d'augmenter leurs investissements de 9 % à 10 % cette année, soit un peu moins vite que l'année dernière (+ 12 %). L'INSEE précise que, en volume — c'est-à-dire compte non tenu de la hausse des prix — la croissance des dépenses d'équipement de l'industrie sera de 6 % à 7 % en 1989, après + 9 % l'année dernière.

Le secteur de l'automobile et celui des biens de consommation annoncent les programmes d'investissement les plus dynamiques. Le secteur des biens d'équipement professionnels connaîtrait, en revanche, une faible croissance.

D'une façon générale, les chefs d'entreprise interrogés par l'INSEE prévoient souvent leurs prévisions de dépenses d'équipement en cours d'année.

RFA

La protection sociale excédentaire

Le système public d'assurance sociales en RFA (maladie, chômage et retraite) est resté excédentaire en 1988 (1 milliard de deutschemarks, soit environ 3,4 milliards de francs), selon les données publiées par l'Office statistique fédéral à celui de 1987 (6,7 milliards de deutschemarks). Les recettes (387 milliards

de deutschemarks), provenant à 86% des cotisations patronales et salariales, ont augmenté de 4,8%, les dépenses (386 milliards), consacrées pour 94% aux prestations, de 8,4%.

Le plan d'économies qui a réduit depuis le 1^{er} janvier les remboursements pour les soins dentaires, les prothèses auditives et les lunettes, a entraîné un déficit de 1 milliard de deutschemarks de l'assurance-maladie en 1988 : les dépenses ont augmenté de 47% pour les prothèses dentaires, de 38% pour les prothèses auditives, de 19% pour les lunettes. L'assurance-chômage a été déficitaire de 4 milliards de deutschemarks, tandis que l'assurance-vieillesse était excédentaire d'environ 200 milliards.

Pétrole

Le Yémen du Sud commencera à produire fin 1989

Le Yémen du Sud commencera à extraire du pétrole brut le fin de l'année 1989 au rythme de 30 000 barils/jour (1,5 million de tonnes/an), a annoncé M. Saleh Bin Hussein, ministre de l'énergie, en visite à Paris le 6 avril. La production augmentera progressivement : pour l'année 1990, elle sera estimée à 120 000 barils/jour (6 millions de tonnes/an). Elle sera estimée jusqu'au port d'Aden par un oléoduc, achevé à moitié, d'une capacité de 8 millions de tonnes/an, a précisé le ministre, ajoutant que les réserves pétrolières du pays étaient estimées à 500 millions de tonnes équivalentes.

مكتبة الأهرام

Une nouvelle dimension

En 1988, Pechiney prend le contrôle d'American National Can, la plus grande entreprise mondiale d'emballage, et décide d'investir à Dunkerque pour construire l'une des usines d'aluminium les plus modernes du monde.

En 1989, Pechiney a changé de dimension. Avec un chiffre d'affaires consolidé de 77 milliards de francs et un portefeuille d'activités industrielles désormais bien équilibré, Pechiney est à la fois proche des marchés de la grande consommation et fortement présent dans les activités de haute technologie.

Aujourd'hui, Pechiney devient le numéro un mondial de l'emballage, détient un leadership mondial dans le secteur des composants aéronautiques avec sa filiale Howmet et dans celui des composants pour moteurs électriques avec Le Carbone Lorrain, tandis qu'il conforte sa position de troisième producteur mondial d'aluminium. Hormis ces trois principaux axes de développement, c'est aussi un groupe présent dans le combustible nucléaire, les ferro-alliages et les produits carbonés lourds, qui bénéficie du support d'un puissant réseau de commerce international.

Aujourd'hui, grâce à une stratégie industrielle ambitieuse et à la détermination de tous les collaborateurs du Groupe, tous les secteurs d'activité sont en forte progression.

Demain, à partir de ces bases solides, Pechiney ira encore plus loin.

Pour financer son développement, Pechiney va réaliser prochainement deux opérations :

- une nouvelle émission de certificats d'investissement privilégiés (C.I.P.) : c'est un placement qui allie sécurité du rendement et accompagnement de la croissance de toutes les activités du Groupe,
- l'introduction en Bourse de 25 % du capital de sa filiale Pechiney International : c'est une bonne opportunité de s'associer au développement du Groupe dans l'emballage et les composants aéronautiques.

C'est un grand avenir qui s'offre à Pechiney, un avenir qui s'inscrit dans une nouvelle dimension.


Jean GANDOIS

PECHINEY 

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

La reprise de printemps s'est-elle commencée Rue Vivienne ? Tout le monde croit. Pour la deuxième fois consécutive, le bilan de la semaine écoulée a été positif. Mais, pour apprécier l'ampleur de l'amélioration, force a été d'attendre la dernière minute. Sur les cinq séances, trois seulement ont été gagnantes, qui plus est avec des hausses faibles, passées de 0,77 % le lundi à 0,64 % le mardi, puis à 0,27 % le mercredi. Jeudi, après un démarrage laborieux (-0,02 %), la tendance s'alourdissait au point (-0,38 %) et encore vendredi à l'ouverture (-0,41 %). Ce jour-là, elle devait trois fois se renverser. Une première fois d'abord au début d'après-midi avec un retour au point d'équilibre à 14 h 30. Au même moment, de l'autre côté de l'Atlantique, le Bureau du travail américain publiait les chiffres du chômage pour le mois de mars. Les pronostiqueurs avaient prévu : en dessous de 200 000 emplois créés, ce sera une bonne nouvelle, au-dessus de 300 000 ce sera une mauvaise nouvelle. Le chiffre tombait à 14 h 31 sur les télévisions des agences de presse : 180 000. Spontanément, le marché se remettait à monter (+0,18 %).

Mais se ravisant ou mal par un réflexe instinctif de prudence (le taux de chômage américain n'est-il pas tombé à son plus bas niveau depuis quinze ans ?), il rebascula (-0,22 %) vers 15 heures avant de se ressaisir et de se stabiliser en clôture au voisinage de son niveau précédent.

Bilan de la semaine : 1,3 % de hausse. Bref, en quinze jours, la Bourse a monté de 2,6 % malgré ses hésitations et ses vireresses. Si ce n'est pas une reprise de printemps, cela y ressemble beaucoup, même si ce dernier chiffre du chômage n'a pas pleinement rassuré. Mais ne confondons pas, il y a « le chiffre, l'interprétation du chiffre et ce que les gens veulent bien en retenir », assurait un commentateur. C'est bien vrai. Jusqu'à preuve du contraire, le marché parisien semble avoir pris les choses plutôt du bon côté. Et en attendant la publication de la hausse des prix de détail aux États-Unis, le 14 avril prochain, les professionnels se disaient plutôt satisfaits sur le parquet de voir le danger de surchauffe s'éloigner dans le Nouveau Monde. Avec, en toile de fond, la perspective d'un reflux des taux d'intérêt. Le phénomène d'anticipation a-t-il joué ? Ultra-cautels, le marché obligataire et le MATIF n'ont pas moins été positivement influencés cette semaine. « C'est suspect », disait-on. Ce n'était aussi que la traduction de la plus élémentaire prudence.

La Bourse des actions y a néanmoins trouvé un élément d'encouragement, d'autant que, timidement mais sûrement, le loyer de l'argent au jour le jour a fléchi jusqu'à revenir à 8 %. D'autres facteurs sont également apparus, dont le

Coup de printemps

marché à terme compte. Il y a d'abord eu l'optimisme sur la situation économique dans le monde manifesté par les ministres des finances des sept pays les plus industrialisés, qui a nettement tranché avec les sombres pronostics du FMI.

Surtout, le gouvernement français a sorti ses propres prévisions de croissance pour 1989 (+3,1 %) et pour 1990 (+2,7 %). Sur le plan de l'inflation, l'écho des craintes aussi éphémères par le FMI n'est pas arrivé jusqu'à la rue de Rivoli. Les services du ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy, tablent en effet sur une hausse des prix de détail de 2,6 % pour cette année et de 2,2 % pour la prochaine, alors que, pour les instances monétaires internationales, celles-ci devraient être respectivement de 2,9 % et de 2,5 %. Autre relative bonne nouvelle : selon la Banque de France, l'intermittent déclin de l'épargne jusqu'en 1987 s'est achevé en 1988. Et si l'on en croit les comptes de la nation, cette même épargne commencerait timidement à redresser la tête.

Et puis la belle résistance de Wall Street, ainsi que le redressement de Tokyo, après un méchant faux pas, ont constitué, pour le moins, autant de bonnes raisons de ne pas baisser à Paris. Par-dessus le marché, avec la multiplication des très bons résultats annoncés par les entreprises, résultats souvent supérieurs à ceux attendus, la saison des dividendes s'annonce excellente. Même si le nombre d'opérations financières s'accroît, les liquidités sont assurées de ne pas manquer. Inévitablement, elles chercheront à se replacer.

Reste une incertitude : comment la Bourse va-t-elle réagir au mauvais coup qui se prépare pour les petits actionnaires, « ces empêcheurs de tourner en rond », rue Vivienne, menés, de payer le tarif fort dès le 1^{er} juillet prochain parce que accablés de cotiser trop cher aux sociétés de Bourse et aux banques.

« Il faut que les banques soient sages », a prévenu M. Pierre Bérégovoy. Le ministre des finances a tout de même refusé de revenir sur la décision prise par son prédécesseur, M. Edouard Balladur, de rendre la liberté aux intermédiaires pour appliquer les tarifs de courtage qu'ils jugeront bons. Donc la concurrence, que M. Bérégovoy encourage, jouera. Mais à quel niveau ? A 30 F, ou à 40 F par transaction, comme le propose

M. Alain Boscher, un agent de change de la place, ou à 200 F ou à 421 F, comme le suggèrent certains ?

Les banques doivent bien savoir qu'à vouloir se débarrasser des petits actionnaires avec des tarifs dissuadés, elles risquent d'affronter trois dangers : 1) La désaffection de la Bourse. Tous marchés confondus (RMV, comptant, second marché, hors-cote), les petits actionnaires comptent encore pour environ 40 % des transactions. 2) Un cuisant revers pour leurs belles SICAV. Elles ne ramèneront pas la clientèle perdue, car celle-ci ne retrouvera pas dans cette nouvelle cour le frisson du jeu. En plus, le 1^{er} octobre prochain, les frontières de la CEE s'ouvriront à tous les fonds de placement. On peut compter sur la pugnacité des responsables des établissements étrangers pour déployer leurs charmes et séduire les dépôts de la Bourse de Paris. 3) La mort du second marché. Les PME refusent de laisser entrer de grands établissements dans leur capital. Et le voudraient-elles que la Bourse, dès lors, ne serait plus d'aucune utilité.

Si les petits actionnaires désertent la place, le hors-cote ne s'en remettrait pas non plus et le marché du comptant prendrait une sacrée claque.

Tous les brillants cerveaux qui préparent cette délicate révolution de palais seraient bien inspirés de réfléchir aux conséquences irréversibles qu'aurait pour la Bourse un tel départ. « Il faudra une génération au marché pour s'en remettre », nous a confié un professionnel. C'est peut-être excessif. Mais il est certain que des tarifs trop élevés risquent de faire disparaître quelques bonnes raisons de venir à Paris. D'autant que les investisseurs étrangers ont fait de la Bourse de Paris un lieu de passage obligé pour accéder aux marchés européens. Si les tarifs de courtage augmentent, les investisseurs étrangers vont chercher ailleurs. Et la Bourse de Paris n'a pas dit son dernier mot. Selon DR Gestion, notre marché reste toujours le moins cher avec un PER (rapport cours/bénéfice) amélioré ou DR (délai de recouvrement) de 11,3 (11,4 pour Londres, 11,6 pour Zurich, 11,7 pour Tokyo, 11,9 pour New-York, 12 pour Madrid et 12,3 pour Düsseldorf). Même si la prudence reste de règle, rappelle M. Bérégovoy, de bonnes affaires peuvent encore y être conclues. L'effacement de la semaine a été, vendredi, la suspension de cotation décidée sur le certificat d'investissement privilégié de Pechiney. L'entrée rue Vivienne de la filiale internationale de ce groupe actionnarial se prépare. Il serait dommage que le petit épargnant ne participe pas à cette « privatisation partielle » au moment où le printemps frappe à la porte. Qu'en pensez-vous, Rue de Rivoli ?

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

En attendant le chômage

La semaine passée à New-York a été entièrement placée sous le signe du chômage dont les derniers données pour mars devaient être publiées vendredi. La Bourse américaine a donc marqué le pas dans cette attente. Les pronostiqueurs en ont profité pour affûter leur vision des choses. Les statistiques devaient, selon eux, être jugées bonnes avec moins de 200 000 emplois nouveaux, mauvais avec plus de 300 000. Le verdict est tombé : 180 000. Tout devait donc bien se passer. Erreur, les prévisions avaient oublié un élément : moins de 200 000 emplois supplémentaires suffisait à faire tomber le taux de chômage au plus bas depuis quinze ans. Les bourses ont d'abord crié à la surchauffe. Le marché s'est replié très vite. Puis, à la réflexion, il s'est redressé. D'un vendredi à l'autre, l'indice des industrielles a finalement progressé de 11,18 points à 2 304,90. Amour du « Big Board », on n'en finit plus de gloser sur les chiffres.

	Cours 31 mars	Cours 7 avril
Alcoa	59 7/8	60 1/2
ATT	31 1/2	31 1/4
Bearing	37 1/8	37 1/8
Chase Man. Bank	37 3/8	37 1/8
Du Pont de Nemours	182 1/4	183 3/4
Eastman Kodak	45 3/8	46 3/8
Exxon	43 7/8	42 5/8
Ford	49 3/4	47 1/4
General Electric	44 1/2	45 1/8
General Motors	41 3/8	40 3/8
Goodyear	48 3/8	47 1/4
IBM	189 1/8	187 1/4
ITT	52 7/8	55 1/8
Mobil Oil	49	49 1/8
Pfizer	57 1/2	59
Schlumberger	38	37 3/8
Texas	53 1/8	53 1/8
UAI Corp. (ex-Algic)	117	117 1/2
Union Carbide	29	29 1/2
USX	32 5/8	32 5/8
Westinghouse	54	53 1/4
Xerox Corp.	59 1/8	61

LONDRES

Moins 1,4 %

Malgré un bon départ, le marché londonien a repris une mine de papier mâché. En moyenne, les cours ont fléchi de 1,4 %.

Les investisseurs ont redonné une hausse de taux prédit par Warburg Securities et en filigrane dans la déclaration du chancelier de l'Échiquier, qui s'oppose à une dépréciation de la livre.

Indices « FT » du 7 avril : 100 valeurs, 2 045,7 (contre 2 075,9) ; 30 valeurs, 1 683 (contre 1 707,9) ; mini-fort, 189 (contre 192,2) ; fonds d'Etat, 86,06 (contre 87,30).

	Cours 31 mars	Cours 7 avril
Beecham	594	595
Bovril	496	496
BP	236	237 1/2
British Petroleum	236	237 1/2
Comptons	299	299
De Beers	14	15
Free Gold	8 7/16	8 7/16
Glaxo	1 321	1 321
GLS	1 068	1 068
ICI	1 281 1/2	1 281 1/2
Johnson & Johnson	692	688
Shell	393	393
Unilever	532	517
Vickers	191	182
War Loan	39 3/16	38 1/4

(*) En dollars.

FRANCFORT

Reprise en fin de semaine

Trois indices sur la conduite à prendre, le marché a finalement repris sa progression à l'approche du week-end. Les investisseurs étrangers, qui avaient déserté la place depuis un certain temps, ont fait un retour assez remarqué. La bonne tenue de Wall Street, la reprise du marché obligataire et les bonnes nouvelles en provenance des entreprises ont fait le reste. Les divers indices ont monté de 2 %.

Indices du 7 avril : DAX-30, 1 348,02 (contre 1 322,66) ; Commerzbank, 1 678,5 (contre 1 646,9).

	Cours 31 mars	Cours 7 avril
AEG	210,28	210,30
BASF	293	297,40
Boyer	298	297,70
Commerzbank	240,70	242,50
Deutschebank	516	527,30
Hoechst	382,50	382,40
Karstadt	425,90	441
Mannesmann	234,30	236,50
Siemens	519,80	526,50
Volkswagen	346,70	347

TOKYO

Plus 1 %

Serrement de cœur cette semaine à Tokyo. Mettant fin à sept séances de hausse consécutives, le marché a pris soudain une bonne bache (-1,09 %) le 6 avril. Mais, on ne se rendait pas compte de la veille du week-end, le marché de la semaine a été positif. Responsable du coup de tabac : toujours le scandale Recruit Cosmos, avec le danger d'implication du premier ministre.

Indices du 7 avril : Nikkei, 33 185,05 (contre 32 838,68) ; Topix, 2 474,35 (contre 2 469,15).

	Cours 31 mars	Cours 7 avril
Alcatel	691	722
Bridgestone	1 490	1 508
Casaca	1 680	1 620
Fuji Bank	3 460	3 440
Honda Motor	1 980	1 910
Mitsubishi Electric	2 410	2 350
Mitsubishi Heavy	1 140	1 130
Sony Corp.	6 710	6 650
Toyota Motor	2 520	2 480

Matériel électrique services publics

	7-4-89	Diff.
Alcatel	2 850	-115
Alstom	566	+18
CGE	418	+14
Crozet	468	+33
CSEI (ex-Sigant)	664	+14
Général des Eaux	1 687	+89
IBM	685	-11
Intertek	1 425	-38
ITT (1)	348	+15,90
Legrand	3 570	+30
Leroy-Somer	1 216	+9
Lyonnais des Eaux	1 419	+30
Matra	275	+7,40
Merle-Gérard	4141	+9
Moulinex	133	+8,10
PM Labinal	982	+20
Radiotechnique	728	+27
Schlumberger (2)	3 136,10	+10
SEB	1 012	+28
Siemens	1 791,11	+46,11
Thomson-CSF	218	+0,50

(1) Coupon de 2 F.

(2) Coupon de 1,89 F.

Filatures, textiles, magasins

	7-4-89	Diff.
Agache (Fin.)	1 396	-3
BHV	530	+48
CFAO	2 080	-7
Danone	3 100	+110
DMC	511	+15,10
Galeria Lafayette	1 280	+81
La Redoute	3 180	+70
Nouvelles Galeries	568	+14
Pristemps	617	+26
SCOA	79,20	+0,50

Bâtiment, travaux publics

	7-4-89	Diff.
Auxil d'entr.	988	+101
Bouygues	995	+14
Ciment Français	1 298	+3
Dumez	883	+3
GTM	1 164	+39
J. Lefebvre	1 265	-7
Lafarge	1 530	-50
Maîtres Plâtriers	93,65	+7,65
Poliet et Chausson	644	+18
SCREG	880	+54
SGE-SB	234,90	+33,90

Métallurgie

construction mécanique

	7-4-89	Diff.
Alpi	340	+18,90
Avions Dassault-B.	660	-3
De Dietrich	1 580	+14
FACOM	1 205	+16
Fives Li	299,80	+27,70
Marine Wende	432	+24
Peugeot SA	429,10	+23
Sagat	1 479	+16
Saulois-Châtillon	291	+11
Strifor	962	+6
Valco	725	+40
Valloir	384,50	+1,50

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	7-4-89	Diff.
PME 10,6 % 1976	101,56	+0,31
5,80 % 1977	125	+0,20
10 % 1978	102,05	+0,45
5,80 % 1978	101,38	+0,20
9 % 1979	109	+0,35
10,80 % 1979	103,95	+0,25
16,20 % 1982	105,25	+0,10
16 % 1982	107,65	+0,05
15,75 % 1982	102,76	+0,11
CNR 5 %	99,10	+0,01
CNR 3 000 F	101,94	+0,01
CNR Pénins 3 000 F	102,74	+0,01
CNR Suez 3 000 F	102,75	+0,05
CNR 5 000 F	101,94	+0,01

Valeurs diverses

	7-4-89	Diff.
Accor	612	+5
Arjomari	2 596	+6
Bic	730	+20
Bis	416,60	+12,70
CGIP	1 515	+36
Club Méditerranée	560	+3
Estilor	3 403	+162
Europe 1	695	+25
Groupe Cité	3 279	+149
Hachette	335,50	+0,50
HAVAS	825	+59
L'Air Liquide	580	+5
L'Oréal	4 310	+70
Navigant	1 145	+30
Nord-Est	151,30	+0,20
Saint-Gobain	590	-5
Senel	798	+10
Sits Rosignol	1 100	+5

Produits chimiques

	7-4-89	Diff.
Int. Mérimex	6 210	+10
Labo. Bell.	1 954	+54
Roussel Ucl	1 608	+28
RASF	996	+16
De Dietrich	1 015	+14
Hoechst	1 030	+10
Imp. Chemie	127,60	+2,20
Norsk Hydro	150,70	+4,50

Mines, caoutchouc, outre-mer

	7-4-89	Diff.
Géophysique	892	+18
Imetal	389,90	+3,50
Michelin	197,50	+2,50
Mécanique	166	+6
RIZ	58,10	+2,60
ZCI	2,66	+10

Alimentation

	7-4-89	Diff.
Béghin-Sey	648	+18
Bongrain	3 155	+3
BSN	700	+23
Carrefour	3 660	+112
Casino	216,60	+2,40
Eurocarmat	2 875	+350
Guyonne et Gasc.	919	+51
Mob-Hemmy	3 970	+100
Nestlé	28 210	+40
Océid. (Glo)	878	+48
Offide-Caly	439	+6
Parmet-Ricard	1 235	+20
Promote	3 110	+260
St-Louis-Bonchon	1 272	+17
Source Perrier	1 770	+76

Banques, assurances

sociétés d'investissement

	7-4-89	Diff.
Bell Equipement	313	+7,80
Bancière (Cie)	572	+39
Cedexim	738	+21
CEP	876	+11
CEP	478	+13
Chargem SA	1 357	+20
Eurafrance	1 618	+20
Héris (La)	548	+9
Imetal	389,90	+3,50
Locafin	445	+1
Locafin	822	+9
Midi	1 515	+9
Midland Bank	207	+6
O P P	1 335	+5
Paris de réco	435,10	+15,60
Prénatal	1 120	+38
Schneider	740	+47
Société générale	464	+12
Suez (Cie Fin.)	383,90	+5,60
UCB	207,10	+1

Mines d'or, diamants

	7-4-89	Diff.
Anglo-American	130,50	+1,50
Anglo	450	+10,50
Baf. Gold M.	83,50	+2,40
De Beers	97	+1,90
Drief. Cons.	61	+0,70
Société générale	130,80	+0,80
Gold Field (1)	146,67	+5,77
Hamson	38,65	+0,85
Randfontein	366,90	+1,90
Saint-Helena	46	+0,30
Western Deep	203,20	+0,80

(1) Coupon de 1,33 F.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 7 avril 1989

Nombre de contrats : 39 974 estimés.

COURS	ÉCHÉANCES			
	Jun 89	Sept. 89	Déc. 89	
Premier	—	—	—	—
+ haut	106,20	105,86	105,30	—
+ bas	105,60	105,58	105,30	—
Dérivé	105,70	105,68	105,30	—
Compensation	105,70	105,66	105,22	—

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Vers une réouverture du marché primaire de l'eurofranc

Le marché des euro-obligations en francs français s'apprête à accueillir de nouvelles émissions après avoir fait preuve d'un très grand calme, ces dernières semaines. Depuis le début du mois de mars, l'activité primaire dans ce comportement a tendance à s'assécher pour une raison technique très simple. Le démantèlement du contrôle des changes a été suivi d'un ajustement des niveaux de rendements entre l'eurofranc et le marché national, ne laissant plus guère subsister de possibilités d'arbitrage permettant de nouer des swaps intéressants. Le résultat est que pour l'essentiel, le compartiment demeure réservé à des détenteurs de même d'utiliser le produit de leur emprunt dans la monnaie de l'émission. C'est donc principalement à l'arrivée de détenteurs français qu'il faut s'attendre dans ce compartiment et si, un nom étranger s'y aventure, il y a de fortes chances qu'il ait

Regain d'attention pour l'ECU

Le compartiment des emprunts en unités monétaires européennes bénéficie d'un sensible regain d'attention de la part des prêteurs. Les échecs retentissants du début de l'année, alors qu'étaient proposées des rendements inférieurs à 8 %, sont presque oubliés. Les taux de rendements offerts ont, depuis, progressé jusqu'à presque rejoindre ceux des investissements comparables en francs français. Des taux faciaux de 9 % pour des emprunts en ECU sont présentement des pages de succès. C'est ce qu'a montré la dernière des grandes opérations lancées pour le compte de la Banque européenne d'investissements et dont le profil est le suivant : 250 millions d'ECU d'obligations à huit ans, émises à 102 % du pair et rémunérées à 9 % l'an. L'opération est placée sous la direction de l'eurobanque de la Société de banque suisse.

Si les taux d'intérêt des emprunts ECU ont fortement progressé depuis le début de l'année, c'est en partie dans la perspective de l'entrée de la peseta dans le panier des monnaies qui composent l'unité monétaire. La montée du niveau de l'intérêt en Allemagne a précipité le mouvement de façon très forte, trop forte estiment même certains spécialistes. Les rendements offerts par les euro-

obligations en ECU sont en tout cas très nettement supérieurs à ce que, théoriquement, on pourrait en attendre. Les investisseurs ont été prompts à s'en rendre compte et, sur la base de taux faciaux de 9 %, leur appétit s'est réveillé, en France notamment. Cela permet à l'unité monétaire européenne de bénéficier également d'un élément de nature plus psychologique. L'ECU apparaît souvent comme une solution bien adaptée au flux de la situation présente sur les grands marchés financiers dont l'évolution se fait à tâtons, en fonction de repères éphémères fournis par des statistiques économiques américaines. Parce que sa valeur est déterminée par un panier de monnaies, parce qu'il n'est lié à aucun pays exclusivement, parce qu'il est perçu comme une moyenne, l'ECU plaît à de nombreux prêteurs à qui l'incertitude ambiante incite à ne pas procéder pour l'instant à des choix trop précis dans leurs placements.

Tout cela constitue un environnement bien favorable dont pourrait bénéficier l'important emprunt d'Etat en ECU auquel on s'attend de la part de la France. Cette émission apparaît imminente cette semaine. Aussi de nombreux opérateurs ont-ils procédé à des remaniements de portefeuilles, pour faire de la place à ces titres d'un caractère tout à fait nouveau car pour la première fois on pourrait disposer d'obligations de l'Etat qui ne seront pas libellées en francs français.

Après son envolée de la semaine précédente, le dollar est revenu à son point de départ quinze jours auparavant. La spéculation à la hausse dans l'attente de la réunion du groupe des sept pays les plus industrialisés a tourné court, le billet vert enregistrant, lundi 3 avril, une forte baisse après que le G 7 ait manifesté son intention de stopper la hausse de la devise américaine au niveau actuel, jugé suffisant et rationnel. En outre, la présence de la Banque du Japon, qui s'était abstenue jusqu'à présent et intervenait pour vendre du dollar pour la première fois depuis septembre 1985, a impressionné, du moins dans l'immédiat, les opérateurs ne voyant pas de possibilité, pour le dollar, de dépasser le seuil de 1,90 DM. Maintenant, ils voudraient même que la devise américaine baisse.

Tout le monde, cette semaine, attendait, bien évidemment, la publication des chiffres du chômage en mars. Si ce chômage diminue, avec une augmentation des créations d'emplois, le dollar était appelé à monter, en raison d'une nouvelle escalade du taux d'intérêt qui déclencherait une réaction fédérale soucieuse de calmer la spéculation. A l'inverse, si le chômage augmentait, et que les créations d'emplois diminuaient, le dollar devait glisser.

C'est ce qu'il a fait dans un premier temps, vendredi 14 à 30, heure européenne de la publication des fameux chiffres, puisque les créations d'emplois fléchissaient. Mais comme le taux de chômage s'abaissait encore, c'est que les marchés ont pris en considération, et les cours du dollar se sont raffermis, le tout dans une grande incertitude et dans l'attente du chiffre de l'inflation, dans huit jours.

Le franc français se porte toujours très bien, notamment par rapport au deutchmark, qu'il a étroitement suivi dans sa remontée ; la

DEVICES ET OR

Le dollar redescend

Après son envolée de la semaine précédente, le dollar est revenu à son point de départ quinze jours auparavant. La spéculation à la hausse dans l'attente de la réunion du groupe des sept pays les plus industrialisés a tourné court, le billet vert enregistrant, lundi 3 avril, une forte baisse après que le G 7 ait manifesté son intention de stopper la hausse de la devise américaine au niveau actuel, jugé suffisant et rationnel. En outre, la présence de la Banque du Japon, qui s'était abstenue jusqu'à présent et intervenait pour vendre du dollar pour la première fois depuis septembre 1985, a impressionné, du moins dans l'immédiat, les opérateurs ne voyant pas de possibilité, pour le dollar, de dépasser le seuil de 1,90 DM. Maintenant, ils voudraient même que la devise américaine baisse.

Tout le monde, cette semaine, attendait, bien évidemment, la publication des chiffres du chômage en mars. Si ce chômage diminue, avec une augmentation des créations d'emplois, le dollar était appelé à monter, en raison d'une nouvelle escalade du taux d'intérêt qui déclencherait une réaction fédérale soucieuse de calmer la spéculation. A l'inverse, si le chômage augmentait, et que les créations d'emplois diminuaient, le dollar devait glisser.

C'est ce qu'il a fait dans un premier temps, vendredi 14 à 30, heure européenne de la publication des fameux chiffres, puisque les créations d'emplois fléchissaient. Mais comme le taux de chômage s'abaissait encore, c'est que les marchés ont pris en considération, et les cours du dollar se sont raffermis, le tout dans une grande incertitude et dans l'attente du chiffre de l'inflation, dans huit jours.

Le franc suisse continue de glisser, ce qui confirme les indications fournies dans notre rubrique du 26-27 mars dernier. Il est tombé au plus bas depuis septembre 1981 par rapport au deutchmark, dont le cours s'est hissé à plus de 88 centimes à Zurich, en hausse de plus de 5 % depuis le début de l'année, plus tellement loin des 90 centimes prévus pour 1992. A Paris, la devise helvétique, déjà revenue, il y a quinze jours, en dessous de 3,90 F, a « cassé » la barre des 3,85 F, cotant 3,84 F environ.

Un retour pour le franc suisse au statut de monnaie véritablement forte est pratiquement exclu, relève le dernier rapport de l'Union des banques suisses, ce

qui est caractéristique de l'état d'esprit régnant outre-Sarène. Certes, l'écart de taux entre la Suisse et l'Allemagne, un demi-point de plus à Francfort, n'a guère les capitaux internationaux à Zurich. Mais l'accélération de l'inflation dans la paire de Guillaume Tell, 3 % environ prévu pour 1989, avec un rythme annuel dépassant 4 % ces derniers mois, contribue plus sûrement à saper la monnaie du pays. Le phénomène pourrait contraindre la Banque nationale suisse (BNS) à durcir sa politique en relevant ses taux directeurs, bien que son vice-président, M. Hans Meyer, ait affirmé le contraire il y a quinze jours. Certes, la BNS ne serait pas trop mécontente, dit-on, du glissement du franc suisse, qui maintient la compétitivité des entreprises helvétiques à l'exportation, mais le gonflement de l'érosion monétaire serait susceptible de la faire changer d'avis.

La livre sterling a un peu fléchi, en relation avec la dégradation de l'économie britannique (inflation, commerce extérieur). Le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, a réaffirmé qu'il « n'était pas prêt à voir la livre se déprécier », phénomène qui augmenterait les pressions inflationnistes. La Grande-Bretagne dispose de réserves de change substantielles, qu'elle est prête à utiliser, a-t-il précisé. En outre, les taux d'intérêt britanniques « resteront aussi hauts que nécessaire, et aussi longtemps qu'il le faudra ». En conséquence, la Banque d'Angleterre a porté son taux maximum d'escompte de 12,50 % à 12,61 %.

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 3 AU 7 AVRIL (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)									
PLACE	Livre	\$E.U.	Franc suisse	Franc allemand	D. mark	Franc belge	Florin	Lira	Yen
New-York	1,7818	—	15,8278	68,7003	51,4474	2,5623	47,9933	0,8729	—
Paris	1,6875	—	15,6445	68,7772	52,7983	2,5729	48,8364	0,8770	—
Bruxelles	16,7478	6,3180	—	384,97	337,68	16,1285	299,43	4,6896	—
Zurich	10,7865	6,9920	—	385,38	337,49	16,1210	299,39	4,6892	—
Frankfurt	2,7981	1,6480	26,8387	—	87,9289	4,1385	77,9621	1,1990	—
Amsterdam	2,7995	1,6590	26,8538	—	87,9923	4,1341	77,9942	1,1993	—
Madrid	1,7117	—	15,4138	113,74	—	2,7524	64,2728	1,3587	—
Bratislava	3,1961	1,8940	28,6385	114,16	—	4,7268	88,7119	1,5645	—
Bucarest	66,4452	39,18	6,2013	23,8175	209,41	—	18,5487	2,8857	—
Buenos Aires	66,5094	39,45	6,2830	23,8999	209,34	—	18,5714	2,8866	—
Caracas	3,3891	2,1108	33,3965	128,27	112,77	5,3854	—	1,5379	—
Genève	3,6828	2,1358	33,4012	128,49	112,72	5,3846	—	1,5381	—
Hong Kong	1,7177	—	15,4138	113,74	—	2,7524	64,2728	1,3587	—
Manille	2,2427	1,3238	20,9234	88,5471	76,2574	3,7741	82,2248	2,8293	—
Tokyo	223,51	132,45	207,21	79,8372	69,8313	3,3485	62,8578	0,8954	—

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 7 avril, 4,7791 F contre 4,8260 F le vendredi 31 mars.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Circonspection

Dans le cours d'objets que constitue désormais la vie du marché financier, à savoir les réactions aux nouvelles hebdomadaires en provenance de l'économie des Etats-Unis (chiffres du commerce extérieur, de l'inflation, des ventes de détail, de l'emploi), le taux de chômage a été sauté avec la publication, vendredi 7 avril, des chiffres du chômage américain pour mars.

Le résultat des courses fut tout à fait contradictoire : le taux de chômage en mars a diminué, revenant à 5,4 % de la population active à 5 %, au plus bas depuis quinze ans (décembre 1973). Dans le même temps, 180 000 emplois ont été créés

le mois dernier contre 280 000 emplois en février, alors qu'on en attendait 225 000. D'une manière générale, en dessous de 200 000 créations d'emploi, les marchés prévoyaient que les rendements baisseraient et, au-dessus, qu'ils monteraient.

A l'annonce de ces chiffres, difficiles à concilier, la réaction de ces marchés fut d'abord positive, c'est-à-dire qu'ils prirent en compte le nombre de créations d'emplois : le rendement de l'emprunt à trente ans du Trésor, auparavant à 9,05 %, glissa en dessous de 9 %. Puis, réflexion faite, ils estimèrent qu'après tout le

chômage, en soi, avait diminué, et le rendement de l'emprunt à trente ans rebondit à près de 9,10 %. Le même phénomène fut enregistré à Wall Street sur le marché des actions.

Sur le MATIF, où la semaine s'était déroulée dans un climat de circonspection, le cours de l'échéance de juin se maintenant dans une plage de 105,50-105,80, la réaction initiale aux chiffres du chômage américain fut un bond des cours à 106,20 pour retomber peu après à 105,70. Méfiance, méfiance... d'autant que les marchés vont devoir sauter une autre haie la semaine prochaine avec le chiffre de l'inflation américaine pour le mois précédent, ce qui promet de belles émotions.

Sur le front des émissions, la semaine a été vouée uniquement à l'adjudication mensuelle des obligations assimilables du Trésor (OAT). Jeudi, ledit Trésor a levé près de 10 milliards de francs, soit le haut d'une fourchette comprise entre 8 et 10 milliards de francs, contre 7 milliards de francs le mois précédent. Les conditions dans lesquelles s'est effectuée l'adjudication, considérées comme « bonnes », ont reflété l'amélioration de l'atmosphère sur le marché, avec des rendements en baisse sur le mois précédent : 8,95 % pour l'échéance à dix ans (2,5 milliards de francs), contre 9,35 % le 2 mars ; mais sans retrouver le 8,74 % du début février ni surtout les 8,59 % de janvier. L'échéance à quinze ans a été adjugée plus cher, 9,12 % contre 8,83 %, en février il est vrai. Le gros de l'adjudication (près de 6 milliards de francs) est allé à la ligne à taux variable, ce qui reflète bien l'incertitude des marchés.

Pour la semaine du 10 au 16 avril, on prévoit un gros emprunt du Crédit foncier de France, ou de la SNCF, ou d'EDF.

F. R.

MATIÈRES PREMIÈRES

L'étain en effervescence

Les cours de l'étain sur le marché de Kuala Lumpur, en Malaisie, ont atteint cette semaine leur niveau le plus élevé de ces trois dernières années, le kilo de métal blanc se traitant à 9,67 dollars américains (soit 26,13 dollars malaisiens), soutenu par des achats nourris d'opérateurs européens et japonais. En milieu de semaine, on échangeait à chaque séance plus de 200 tonnes d'étain, contre une centaine seulement précédemment. « Le marché est très imprévisible, mais les cours pourraient se stabiliser autour de 9,8 dollars », estimait ces jours-ci un professionnel.

A quelques mois d'une possible reprise des cotations de l'étain à Londres (le marché avait été fermé en octobre 1985, à la suite du krach sur cette matière première), la filière semble ainsi remonter d'une façon jugée trop rapide. « Des prix trop élevés risquent de menacer la consommation », estimait récemment un membre de l'association des pays producteurs d'étain. Ce métal se retrouve en effet dans une posture favorable caractérisée par un bon courant de demande, des stocks relativement peu élevés (les réserves européennes, égales à 2 500 tonnes, sont à leur plus bas niveau depuis

dix ans), des prix qui restent encore accessibles.

Mais gare ! L'étain, plus que beaucoup d'autres métaux a fait l'objet de phénomènes spectaculaires de substitution. Le fer-blanc a souffert de la concurrence des plastiques et de l'aluminium dans la conserverie, son principal débouché. De nombreux observateurs estiment que les principaux pays exportateurs (Malaisie, Indonésie, Bolivie) sont tentés de ne plus respecter à la lettre les limitations d'exportation qu'ils s'étaient imposées à partir de 1987 pour redonner vigueur à leur marché moribond. L'attrait pour des devises fortes est une tentation permanente. Le Brésil et la Chine, non-membres de l'association des producteurs d'étain, menacent spontanément de rompre la discipline commune qu'ils s'étaient pourtant engagés à respecter. Ainsi les responsables de Brasilia ont-ils indiqué qu'ils pourraient pour l'année en cours relever à 31 500 tonnes leur plafond d'exportation, soit 5 000 tonnes de plus qu'en 1988. Il semble que le contrôle des exportations soit de plus en plus ignoré au Brésil, tandis que la rumeur d'une reprise accélérée de la contrebande d'étain via Singapour circule dans les milieux du négoce.

Du côté de l'offre, outre la chute des stocks de producteurs aux alentours de 20 000 tonnes, on relève l'effort entrepris par la Bolivie pour honorer son quota d'exportation de 14 000 tonnes. L'an passé, La Paz n'avait pu extraire que 10 300 tonnes. Les autorités boliviennes avaient dû combler leur déficit en important des concentrés d'étain brésilien (à hauteur de 2 000 tonnes environ). Le gouvernement table pour 1989 sur une production de l'ordre de 15 000 tonnes, en progression de 50 %, grâce à la remise en marche de la mine d'Etat de Huanuni, après deux ans de fermeture due à la crise et à des conflits sociaux.

L'évolution des prix de l'étain dépendra sans doute dans les prochaines semaines de l'aptitude des pays membres de l'association des

producteurs à maintenir un juste milieu entre la tentation de faire monter la pression sur le marché par des rétentions de métal et la volonté de certains de vendre le plus vite possible pour profiter des cours élevés. Certains comptent beaucoup sur une reprise des cotations à Londres pour relâcher de l'étain une attraction spéculative, plus neuve que l'aluminium, le cuivre ou le zinc, beaucoup « travaillés » ces derniers mois.

ERIC FOTTORINO.

● CEE-ACP. — Le ministre de l'économie et des finances du Nigeria, M. Chu Okongwu, a déclaré le 4 avril à Lagos que les relations commerciales entre la CEE et les pays de l'ACP (Afrique-Caribbe, Pacifique) qui tendent à se limiter « au commerce des matières premières, ne sont pas à l'avantage des ACP. Le bénéfice des ventes de produits de base est insuffisant pour régler le service de la dette des pays endettés et fournir un service social minimum à leur population ».

Dans un communiqué, M^{me} Françoise Delmas et son mari Claudio Palazzolo, qui, à eux deux, détiennent 11 % de la compagnie financière Delmas-Vieljeux (CFDV), estiment que le projet du groupe Bolloré - arrive à point pour donner à la CFDV la taille européenne qu'il s'impose et ont « décidé de s'y associer ». Pour justifier cette décision, ils assurent que « notre branche de la famille Delmas, qui est pourtant l'un des plus importants actionnaires, a été mise depuis longtemps devant le fait accompli à propos de toutes

les grandes décisions du groupe Delmas-Vieljeux. Aujourd'hui, nous sommes inquiets face à l'avenir. Le rapprochement avec le groupe Bolloré est susceptible de donner à la CFDV un véritable projet industriel ».

Le bloc familial qui contrôle l'armement maritime Delmas-Vieljeux se lèzarde

Un petit coup de théâtre s'est produit à la veille du week-end dans le conflit, maintenant ouvert, qui oppose M. Vincent Bolloré à M. Tristan Vieljeux, auquel il vient de proposer une association par prise de participations en contrepartie de l'apport de sa filiale SCAC (le Monde du 8 avril).

M^{me} Delmas et M. Palazzolo, qui a été directeur général adjoint de la CFDV et de sa filiale La Navale jusqu'en 1985, et est maintenant administrateur, avancent que les résultats des deux derniers exercices ne « les ont pas satisfaits ». Ils affirment avoir appris par la presse les projets de M. Bolloré, qu'ils ont rencontré cette semaine seulement.

A l'heure actuelle, le capital de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux est réparti de la façon suivante : 40 % pour le groupe familial, dont 28 % pour la famille Vieljeux (quatre-vingt-deux personnes) et 12 % pour la famille

Delmas (six personnes), 10 % pour l'autocontrôle, un peu moins de 5 % pour le groupe Rivaud, et 34 % pour la Compagnie du Midi, qui joue maintenant un rôle capital. Si elle bascule en faveur de M. Vincent Bolloré, ce dernier pourra considérer qu'il décline, en « viager » une option sur la CFDV.

Du côté d'Axa-Midi, sans nier que son PDG, M. Claude Bébéar, soit un « ami personnel » de M. Bolloré, on fait remarquer que ce groupe d'assurances ne veut pas se séparer de ses 34 %, pour des raisons fiscales notamment, qu'un droit de préemption réciproque existe au profit du groupe familial Delmas-Vieljeux, et que toute négociation ne peut être conduite qu'avec le concours de son partenaire, M. Tristan Vieljeux. Ce dernier, après avoir observé le silence, donnera son sentiment au début de la semaine prochaine.

PRODUITS	COURS DU 7-4
Café (Londres) Trois mois	1 708 (- 32) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	2 040 (+ 109) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	15 150 (- 50) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Mai	2 080 (+ 50) Francs/tonne
Café (Londres) Mai	1 115 (+ 15) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mai	1 292 (- 128) Dollars/tonne
Biz (Chicago) Mai	391 (- 18) Cents/boisseau
Mais (Chicago) Mai	266 (+ 1) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Mai	229,1 (- 8,9) Dollars/c. court

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La visite de M. Gorbatchev à Londres. 4 Réactivation de la diplomatie française au Cambodge. 5 M. Arafat juge « déplorables » les propositions de M. Shamir. 6 L'islam en fièvre (VI).	7 La situation en Corse. 8 La réunion d'urgence du Conseil national du RPR. 9 « Point de vue » : construire l'Europe autrement. 10 « Livres politiques », par André Laurens.	9 Création d'un « fonds de solidarité » pour les hémiplégiques victimes du sida. 10 La fondation de l'Institut de la santé publique. 11 Sports : en Coupe Davis de tennis, les États-Unis mènent (2-0) devant la France.	10 Le réalisateur israélien Amos Gitai tourne Berlin-Jérusalem. 11 Hommage à Marin Karmitz. 12 Le Printemps de Bourges.	14 États-Unis/CEE : compromis sur l'agriculture. 15 Taux de chômage en baisse aux États-Unis. 16 Revue des valeurs. 17 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 12 Météorologie 12 Mots croisés 12 Radio-télévision 12 Spectacles 11	● Le temps ce week-end Météo ● Consultez votre portefeuille, le Bourse en direct Bourse ● Abonnez-vous au Monde ASO 3615 taping LEMONDE ● La mini-journal JOUR 3615 taping LM

HAÏTI : les suites de la tentative du coup d'Etat

Les affrontements entre militaires auraient fait de nombreuses victimes

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyé spécial

De violents combats se poursuivent tard dans la nuit de vendredi 7 au samedi 8 avril au centre de Port-au-Prince, entre la garde présidentielle et les casernes Dessalines, qui se sont rebellées contre le président haïtien, le général Prosper Avril. Ces combats, qui ont débuté vendredi par une attaque surprise de la garde présidentielle contre les casernes Dessalines, auraient fait, selon des informations non confirmées, de nombreuses victimes tant parmi les militaires que dans la population civile des quartiers limitrophes du Champ de Mars, où le palais national jouxte les casernes Dessalines.

Un cessez-le-feu ordonné à minuit par le général Avril — qui, selon un de ses interlocuteurs téléphoniques, semblait très las et inquiet — n'a été que brièvement respecté. Dans la capitale déserte la soirée a été ponctué des coups de canons de 75 et 105 millimètres, d'explosions, de tirs de mortier et de rafales d'armes automatiques de divers calibres. Selon un témoin résidant à proximité de la zone des combats, les victimes civiles auraient été touchées par des tirs d'obus de la garde présidentielle qui seraient passés au-dessus de leur cible, les casernes Dessalines, proches de quelques centaines de mètres du palais, pour atterrir sur les quartiers populaires situés en bordure du Champ de Mars.

La seule station continuant à émettre, Radio nationale, a lancé, dès 23 heures, un appel urgent à toutes les ambulances de la capitale. Les deux principaux hôpitaux du pays, l'un civil, l'autre militaire, situés derrière les casernes Dessalines, auraient également été atteints par des projectiles. La garde présidentielle compte 1 000 hommes équipés de quatre blindés légers et de plusieurs canons, tandis que l'effectif des casernes Dessalines s'élève à un peu plus de 800 hommes. Le plan du général Avril consistait à s'emparer par surprise des casernes avant de lancer la garde présidentielle à l'assaut du corps des Léopards, fort de 450 hommes, qui se sont également rebellés contre le président.

Barricades

Cette unité est stationnée à Frères, à une douzaine de kilomètres au sud-est de Port-au-Prince, mais les Léopards, aidés des civils armés, ont érigé, vendredi dans la journée, deux imposantes barricades sur la route de Delmas, principale voie d'accès menant de la capitale à la banlieue résidentielle de Pétionville et à Frères. La résistance opposée par les casernes Dessalines à l'assaut de la garde est devenue plus précoce : le départ du président Avril et son remplacement par un civil, le président de la Cour de cassation, Gilbert Austin.

Un moins deux avions n'appartenant pas à des lignes commerciales sont arrivés à Port-au-Prince au cours des dernières 24 heures. L'attaque déclenchée par la garde présidentielle est intervenue après l'échec des négociations entre le général Hérard Abraham, commandant en chef de l'armée haïtienne, resté fidèle au général Avril, et le colonel Guy François, commandant les casernes Dessalines. L'attaché militaire américain avait servi d'intermédiaire lors de ces négociations qui ont échoué jeudi soir lorsque les soldats, les sous-officiers et la majorité des officiers des casernes Dessalines ont maintenu leur exigence : le départ du président Avril et son remplacement par un civil, le président de la Cour de cassation, Gilbert Austin.

JEAN-MICHEL CAROIT.

La communauté juive de France désapprouve le projet de rencontre entre M. Mitterrand et M. Arafat

Le projet de rencontre entre M. Mitterrand et M. Yasser Arafat, le chef de l'Organisation de libération de la Palestine, continue de susciter de nombreuses réactions, la plupart négatives, au sein de la communauté juive française.

Le Conseil représentatif des institutions juives de France a tout d'abord exprimé sa « désapprobation devant cette initiative, en ce qu'elle n'est pas de nature à faire progresser les efforts de paix au Proche-Orient ».

Le CRIF « réaffirme qu'une telle rencontre ne saurait se justifier avec un chef du terrorisme international qui a fait couler le sang en France et qui jusqu'ici n'a donné aucun gage concret de nature à garantir la sécurité d'Israël, à laquelle pourtant le président de la République a jusqu'à présent toujours prêté son appui ».

M. Théo Klein, président du CRIF, a, quant à lui, adressé deux messages, l'un à M. Mitterrand, l'autre à la communauté juive de France. Dans sa lettre à M. Mitterrand, M. Klein exprime le souhait que le président français obtienne « avant cette rencontre la reconnaissance de la légitimité des droits du peuple juif en terre d'Israël, le désaveu de la résolution de l'ONU assimilant le sionisme au racisme, l'arrêt de la violence et la possibilité d'élections libres dans

les territoires occupés jusqu'en 1967 par la Jordanie et l'Égypte ».

Dans sa lettre à la communauté juive, M. Klein l'invite à « aider Israël à ne pas s'enfermer dans la crainte de l'isolement », ajoutant : « Nous voulons que cesse la violence et que s'instaure la paix dans le respect de la dignité, de l'identité et des droits de chacun des peuples concernés, et dans la sécurité des frontières saines et reconnues ».

La seule réaction discordante émane, jusqu'à présent, du cercle Bernard-Lazare, qui reflète souvent les vues du MAPAM, parti de gauche en Israël. Cette organisation regrette que « les réactions prévisibles de la communauté juive s'appuient rarement sur des analyses politiques ». Défendant la décision française, le cercle Bernard-Lazare ajoute : « Il serait pour le moins irresponsable de mettre en doute les sentiments manifestés par le président de la République à l'égard d'Israël. Il est dans la logique des options du président qu'il mette à profit cette rencontre pour réaffirmer son souci de voir Israël vivre dans des frontières saines, reconnues et définitives pour inciter son interlocuteur à s'engager plus avant dans la voie de la paix, en renonçant à la violence et en reconnaissant explicitement la légitimité de l'État juif souverain ».

Le numéro du « Monde » daté 8 avril 1989 a été tiré à 499 786 exemplaires

Chintz de toute beauté? Ou?

QU'IL TROUVER du chintz et du satin imprimé à 39,50 F le mètre, linéaire en 140 cm, est-ce si simple? Je crois que c'est impossible. Normalement c'est 150 F?

Où, mais chez Artère Tissus, on le vend à 39,50 F qualité « abîmé » parait aussi pour murs et rideaux.

Incrovable mais vrai. Tant qu'il y a du stock à l'entrepôt secret du 8 impasse St-Sébastien 11^e, tél.: 43.55.66.50. Agrée Finc. Ne pas se tromper : arrivant par le bd R. Lenoir, à la hauteur du 87 prendre la rue St-Sébastien puis à gauche (r. Alp. Baudin) puis 1^{er} à gauche impasse St-Sébastien. Artère Tissus est au 8, Park. grat. pour 5% lecture Le Monde.

A B C D E F G

POLOGNE

Publication d'une liste d'entreprises vouées à la liquidation

L'agence de presse polonaise PAP a publié, vendredi 7 avril, une liste de neuf entreprises vouées à la liquidation prochaine, les banques refusant désormais de leur octroyer des crédits pour faire face à leurs problèmes de trésorerie. Ces entreprises, souligne PAP, ont consacré « trop d'argent » à la satisfaction des revendications salariales et se sont retrouvées « dans une situation financière difficile ». Tel est, notamment, le cas de l'usine Poiteix à Lodz, dans le centre de la Pologne, dont les employés avaient engagé un mouvement de grève il y a quelques semaines, précise PAP.

L'agence a, par ailleurs, publié une liste de vingt-quatre entreprises qui ont récemment reçu une mise en garde des banques. Ces unités de production devront rapidement « remettre de l'ordre » dans leur gestion, faute de quoi elles se verraient à leur tour privées de crédits.

Le premier ministre polonais, M. Mirosław Rakowski, avait annoncé la publication de ces listes, insistant sur le fait que le pouvoir n'était plus en mesure de venir en aide aux entreprises au bord de la faillite. La perspective de mesures radicales concerne des dizaines de milliers d'ouvriers. — (AFP.)

Patrick Palmer succédera le 24 avril au général Geoffrey Howlett à la tête du commandement des forces de l'OTAN en Europe du Nord. Le général Palmer a été commandant de la septième brigade blindée stationnée en RFA. — (AP.)

Trois morts dans un accident d'avion à Nice. — Un avion de tourisme en provenance de Bastia (Haute-Corse) s'est écrasé, vendredi matin 7 avril, sur une piste de l'aéroport de Nice. Trois de ses passagers ont été tués. Un quatrième, grièvement blessé, a été hospitalisé. Le pilote de l'appareil, un TB-10, à la suite d'une erreur de pilotage, aurait mal négocié son atterrissage.

Tchoukharov, « premier chef invité » à Leningrad. — Le chef d'orchestre bulgare Emil Tchoukharov vient d'être nommé « premier chef invité » de l'Orchestre de Leningrad. Le poste a été créé pour lui. Rappelez que cette prestigieuse forma-

Le congrès des Verts européens

« Pour une Europe des régions autonomes et sans frontières »

L'alternative politique aussi a son salon! Il s'est ouvert, vendredi 7 avril, à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris, en présence d'un millier d'« exposants » venant d'une vingtaine de pays. Ce cinquième congrès des Verts européens s'achève, dimanche, autour des têtes de listes écologistes de chacun des pays de la Communauté qui seront en lice pour le scrutin du 18 juin. En 1984, les « écoles » européennes avaient envoyé neuf représentants à Strasbourg (sept élus en RFA et deux en Belgique) et ils en attendent cette fois-ci « de quinze à dix-sept, voire plus ».

Il y a cinq ans, les Verts avaient été contraints de s'associer à d'autres parlementaires alternatifs et régionalistes afin de constituer le groupe Arc-en-ciel dans l'hémicycle européen. Leur souhait est de se passer en 1989 de cette alliance, qui n'a pas toujours permis à ce groupe de s'exprimer d'une seule voix. Compte tenu de la poussée verte en France aux dernières élections municipales et de la puissance des Grünen en Allemagne de l'Ouest, ils ont une chance non négligeable d'atteindre cet objectif. D'autant plus que des douze pays de la CEE, seule la Grèce n'est pas encore dotée d'un parti vert.

En ouvrant ce congrès, M. Antoine Waechter, tête de liste des Verts français, a déclaré qu'il s'agit de « la manifestation triomphale d'un mouvement de fond. Il s'agit d'une révolution, d'une prise de conscience planétaire et d'un dépassement ». La première petite révolution de ce rassemblement écologiste tient en la présence de quel-

ques représentants de pays socialistes et de la mer Baltique. A côté des « historiques », tels M. René Dumont ou M. Daniel Brelvi, le Suisse qui est le plus ancien élu écologiste (1979), on trouve un représentant de la Lituanie, élu récemment député au congrès du peuple d'URSS, un Estonien et un représentant polonais. Les partis Verts sont très jeunes à l'Est.

Débarrasés des alliances militaires

La Révolution « évoquée par M. Waechter semble aussi avoir été contrainte de se passer de la liste des Verts pour les européennes. Ainsi, son entourage a profité de ce congrès pour faire savoir que l'ancien candidat vert et rouge à la dernière élection présidentielle s'est prononcé le 1^{er} avril devant l'assemblée de son mouvement, la Nouvelle Gauche, pour un engagement « sans réticences ni arrière-pensées dans la dynamique dont le vote vert est actuellement la principale expression politique ». Bien qu'il affirme en même temps la nécessité d'« accélérer le processus de notre propre construction », cette décision de M. Jaquin est une acceptation implicite de la domination des Verts sur l'espace politique qu'il leur dispute.

De plus, si « l'éco-socialisme » que suggère l'ancien dirigeant du

PCF peut avoir un cousinage avec la stratégie adoptée par les Verts allemands, il ne suscite guère l'enthousiasme de M. Waechter et de ses amis, qui estiment ne pas pouvoir établir des relations de confiance avec la Nouvelle Gauche.

Quoi qu'il en soit, toutes les composantes françaises se retrouveront peut-être — un jour ! — autour des axes définis dans la déclaration commune des Verts européens pour le scrutin de juin prochain. Le préambule de ce texte marque le choix des écologistes pour « une Europe des régions autonomes et sans frontières ». Favorables à ce concept débarrassé des « alliances militaires », les Verts de la CEE « s'insurgent du caractère néo-écologique qui risque de prendre le marché unique ». Ils mettent donc les Européens en garde, car « l'idée fondamentale du projet 1992 vise, selon eux, à créer une nouvelle surpuissance économique et militaire en Europe occidentale. Son engagement principal à augmenter la consommation est incompatible à respecter et est intrinsèquement voué à l'échec ».

Clin d'œil au gorbatchisme, les membres du secrétariat des Verts européens soulignent que « à l'heure de la perestroïka, la coopération européenne ne peut être limitée aux pays d'Europe occidentale et de l'OTAN ; nous devons saisir la chance d'ouvrir le dialogue avec d'autres pays comme la Hongrie, la Pologne, la Yougoslavie, l'URSS ou les anciens États baltes ». La première pierre vient d'être posée.

OLIVIER BIFFAUD.

La compétition autour du satellite TDF 1

Paroles et musique devant le CSA

La SEPT a déjà une longue histoire, que ses dirigeants actuels n'ont pas manqué de rappeler vendredi 7 avril devant le CSA pour justifier leur demande d'un canal de satellite TDF 1. « Ce projet est directement lié, dès le départ, à ce satellite », expliquait le président du directoire de la SEPT, M. Jérôme Clément. Devenue société de diffusion, la SEPT a accumulé un stock de 1 500 heures de programmes, documents, fictions, films, retransmissions d'arts vivants (théâtre, danse, musique, opéra...) ou œuvres pour la jeunesse. Culturelle, la chaîne compte débiter au

mois de mai par une rétrospective des émissions qu'elle a produites et déjà diffusées sur FR 3, avant d'inaugurer officiellement, en juin, sa grille, avec trois heures et demie quotidiennes de programmes nouveaux, répétés deux fois.

Européenne, la SEPT a bien l'intention de le devenir, même si « ce n'est pas toujours facile », admet le directeur général, M. André Harris. « Nous disons culture, nos partenaires allemands répondent attristés. En fait, nous sommes d'accord pour faire des programmes de qualité », résume-t-il en faisant le point sur les discussions qui doivent aboutir en 1990 à une chaîne franco-allemande, dans laquelle les hommes, comme les moyens seront à parité. En tous cas, agrippée par une forte volonté politique, la SEPT a engagé des démarches pour être reprise sur les réseaux câblés français bien sûr, mais aussi allemands, suisses, voire suédois... Et elle envisage même une reprise sur le satellite scandinave Tels X, tout juste lancé par Ariane. Pour « réconcilier les intellectuels et la télévision », la SEPT table sur un budget de 1 milliard de francs en 1995, dont les trois quarts pour les programmes.

La chaîne musicale Euromusic, dernier des douze candidats en lice pour ces auditions publiques, a des ambitions plus modestes. Avec un budget de 170 millions de francs annuels, elle ne réclame un canal de TDF1 qu'entre 21 h 30 et 1 heure du matin, tout en signalant ne pouvoir vivre qu'avec l'obtention de fréquences hertziennes complémentaires, notamment en région parisienne. Cette chaîne de « toutes les musiques » vise le public des quinquante-cinq ans avec une prépondérance de chansons populaires et de

variétés francophones. Elle s'engage à dépasser les quotas légaux de programmes français (55 %) et européens (70 %), et envisage un rayonnement extérieur vers les mondes germanophone et hispanophone, tout en recherchant d'abord des accords avec des chaînes locales ou régionales françaises.

Indépendante, Euromusic se défend de servir uniquement les intérêts commerciaux de ses nombreux parrains, des club-opérateurs comme la Générale des eaux (chef de file) ou la Caisse des dépôts, des éditeurs de disques comme CBS, Polygram ou des indépendants, des banques ou assurances comme la BGP (qui porte les parts réservées à de futurs actionnaires suisses ou belges) ou la GMP, et enfin des diffuseurs comme NRJ ou Radio-Monte-Carlo, qui s'est jointe au chœur en dernière minute. RMC pourrait participer à hauteur de 10 % à Euromusic, si son conseil d'administration confirme l'engagement du PDG de la radio M. Hervé Bourges. Cet engagement pourrait prêter une reprise partielle d'Euromusic sur le réseau de Télé-Monte-Carlo. « La diversité des actionnaires est la garantie de la pureté du support », expliquait M. Jean-Paul Baudouin, patron de NRJ, cherchant à éviter le rôle d'épouvantail que certains membres du CSA semblent enclins à lui attribuer.

Tous les membres du CSA, même ceux que l'assoupissement gagnait lors des auditions, vont maintenant méditer sur le « bouquet » le mieux apte à assurer le succès du satellite TDF1. Leur verdict, assorti des conventions précisant les engagements des opérateurs, est attendu pour la mi-avril.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

NOUVELLE FORMULE

Le Monde
ARTS-SPECTACLES
CHAQUE MERCREDI
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

3614 CANADA

UN PAYS
SUR MINTEL